



Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUEBEC, SAMEDI, 20 MARS 1915

Nomination

No 937-Elec.

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Nomination d'un commissaire d'écoles

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR, par un arrêté en Conseil en date du 12 mars 1915, de nommer Monsieur Argyle Garnier, commissaire et président des Commissaires d'écoles pour la municipalité de Lac Windigo, dans le comté d'Ottawa. 1643

Avis du Gouvernement

"Frisco Soda Water Company".

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq mars 1915, constituant en corporation M.M. Jules Durand, hôtelier; Henri J. Pilon, chimiste; Josaphat Fortin, comptable; Alphonse Moisan, financier et Wilfrid Joseph Proulx, notaire, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 20th MARCH, 1915

Appointment

No. 937—Elec.

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION.

Appointment of one School commissioner.

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR has been pleased, by order in council bearing date the 12th March, 1915, to appoint Mr. Argyle Garneau, commissioner and president of the school commissioners for the municipality of Lac Windigo, in the county of Ottawa. 1644

Government Notices

Frisco Soda Water Company.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth of March, 1915, incorporating Messrs. Jules Durand, hotelkeeper; Henri J. Pilon, chemist, Josaphat Fortin, accountant; Alphonse Moisan, financier and Wilfrid Joseph Proulx, notary, all of the city of Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce de fabricants et d'embouteilleurs en gros et en détail de soda water, bière de gingembre et de toutes sortes de breuvage simples ou sucrés, eaux naturelles, eaux minérales naturelles et artificielles, eaux médicamenteuses, sirops, essences et de tous articles se rattachant au dit commerce, y compris les fontaines à soda, appareils, fournitures et autres accessoires, bouteilles, jarres, cruches, boîtes, paniers pour la distribution de ces articles;

Faire le commerce de ces articles tant pour leur propre compte que comme facteur et marchand à commission;

Acquérir par achat ou autrement l'actif mobilier ou immobilier de toute personne ou corporation exerçant une industrie similaire; ou se rattachant à un des objets que poursuit la compagnie et donner en paiement de l'argent ou des actions libérées de la compagnie suivant que les directeurs le jugeront à propos;

Acquérir et exploiter des droits exclusifs, brevets d'inventions, marques de commerce et de fabrique, concessions et privilèges se rattachant à l'entreprise de la compagnie et les vendre et les louer ou les affermer;

Acquérir des immeubles, les hypothéquer et les vendre ou échanger en tant qu'il peut être nécessaire ou utile à la compagnie;

Payer pour tous services rendus en rapport avec la souscription du capital-action, l'organisation ou l'administration de la compagnie en actions libérées de cette dernière;

Que vos requérants se portent actionnaires de la dite compagnie pour le montant paraissant en regard de leur nom respectif ci-dessous; sous le nom de "Frisco Soda Water Company", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de mars 1915.

C. J. SIMARD,

1619-12-2 Sous-secrétaire de la province.

Café Valiquette, Limitée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du six mars 1915, constituant en corporation M.M. Jos. Valiquette, restaurateur; Octavie Jacques Valiquette, (sans occupation), épouse de Jos. Valiquette; Isidore Valiquette, commis; Napoléon Valiquette, bourgeois; Benjamin Valiquette, bourgeois; tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences, de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaire de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares et de cigarettes, tabacs, huîtres, salle à manger et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé au No 240, rue Dorchester-Est, en la cité de Montréal, dans le district de Montréal, sous le nom de "Café Valiquette, Limitée", avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers

To carry on wholesale and retail the business of manufacturers and bottlers of soda water, ginger beer and all kinds of plain or sweetened beverages, natural waters, natural and artificial mineral waters, aerated waters, syrups, essences and any articles connected with the said business, including soda water fountains, apparatus, furnishings and other accessories, bottles, jars, jugs, boxes, baskets for the distribution of such articles;

To deal in the said articles both on their own account and as agent and commission merchant;

To acquire by purchase or otherwise the moveable or immoveable assets of any person or corporation carrying on a similar business or connected with any of the objects carried on by the company, and give in payment of same, cash or paid up shares of the company, according as the directors may deem advisable;

To acquire and exploit exclusive rights, patents of invention, trade marks and makes, concessions and privileges connected with the undertaking of the company, and sell, lease or rent same;

To acquire immoveables, hypothecate and sell or exchange same as may be necessary or useful for the company;

To pay for any services rendered concerning the subscription of the capital stock, organization or management of the company, with paid up shares of the latter;

That your petitioners become shareholders of the company and subscribe for the amount opposite their respective names, under the name of "Frisco Soda Water Company", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the secretary of the province, this fifth day of March, 1915.

C. J. SIMARD,

1620-12-2 Deputy Provincial Secretary.

"Café Valiquette, Limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth of March, 1915, incorporating Jos. Valiquette, restaurant-keeper; Octavie Jacques Valiquette, wife of Jos. Valiquette, Isidore Valiquette, clerk; Napoléon Valiquette, bourgeois; Benjamin Valiquette, bourgeois; all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches, the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec License Law, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool-rooms, newspaper and magazine depots, cigars, cigarettes and tobacco stores, oysters and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel business now being carried on at No. 240, Dorchester street, East, in the city of Montreal, in the district of Montreal under the name of "Café Valiquette, Limitée", with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, goodwill and all its other moveable assets

en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et les payer en argent ou obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail, ou autrement, et posséder toutes propriétés immobilières qui peuvent être nécessaires aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et pour payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer, toutes ou aucune de ces propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions débetures et autres valeurs de toutes autres compagnies ou corporations engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraires aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes sous le nom de "Café Valiquette, Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mars 1915.

C. J. SIMARD,
1617—12-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné qu'une société de patrons a été constituée dans le comté de Bonaventure, sous le nom de Société des patrons de la beurrerie de la paroisse de Carleton, avec sa principale place d'affaires dans la municipalité de la paroisse de Carleton, dans le comté de Bonaventure.

JOS-ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.
Québec, 11 mars 1915. 1641

The Boud Cafe, Limited.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du six mars 1915, par lesquelles la compagnie "The Senate Hotel Limited", a été autorisée à changer son nom en celui de "The Boud Café, Limited".

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mars 1915.

C. J. SIMARD,
1671 Sous-secrétaire de la province.

generally, and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise from any individual, firm or company as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation and to pay for the same in cash, or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire by lease or otherwise and to own any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, lease dispose of or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property and to borrow money upon the security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire and hold and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seen advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, subject to the laws and regulations respecting, the sale of intoxicating liquors, under the name of "Café Valiquette, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of March, 1915.

C. J. SIMARD,
1618—12-2 Deputy Provincial Secretary.

Notice is hereby given that a society of patrons has been constituted in the county of Bonaventure, under the name of "Société des patrons de la Beurrerie de la paroisse de Carleton", with its chief place of business in the municipality of the parish of Carleton, in the county of Bonaventure.

JOS-ED. CARON,
Minister of Agriculture.
Quebec, 11th March, 1915. 1642

The Boud Cafe, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth of March, 1915, whereby the corporate name of the company "The Senate Hotel Limited", was changed to that of "The Boud Café, Limited".

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of March, 1915.

C. J. SIMARD,
1672 Deputy Provincial Secretary.

**The Arrow Restaurant Company,
Limited.**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douze mars 1915, constituant en corporation M. M. Henry Judah Trihey; Peter Bercovitch; Ernest Lafontaine, avocats; Margaret McMartin, commis et James Johnston, comptable, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux dispositions de la loi des licences, de Québec, et faire toutes affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage des chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publication périodiques, magasin de cigares, cigarettes et de tabacs, débits d'huitres, et service de lunch et aussi exercer le commerce de marchands de liqueurs en gros et en détail, négociants et importateurs;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, échanger, aliéner ou autrement disposer de toutes propriétés ou immeubles nécessaires pour les fins de la compagnie; hypothéquer, engager d'aucune manière quelconque, les propriétés immobilières de la compagnie;

Accepter, tirer, endosser, négocier des lettres de change, billets promissaires, chèques et autres effets négociables;

Acquérir par voie d'achat, échange bail ou autrement, tout hôtel ou restaurant déjà en opération et particulièrement le commerce d'hôtel, maintenant exercé par J. Steinman, au No 397, rue Wellington, dans les cité et district de Montréal, y compris la licence y attachée, fonds de commerce, clientèle, meubles et autres accessoires constituant le commerce d'hôtel exercé comme commerce en opération par le dit J. Steinman et Louis Pozner, et les payer en argent ou en actions acquittées de la compagnie susdite pour tel prix et pour le nombre d'actions comme le déterminera la compagnie;

Acquérir, posséder, louer, garantir, hypothéquer, vendre ou échanger les actions, stock, ou débetures ou valeurs de toute corporation exerçant un commerce semblable à celui de la présente compagnie;

Acheter, louer, posséder et acquérir tout commerce d'une nature semblable à celui exercé par la compagnie, soit en tout ou en partie, aussi toute franchise et les payer soit en actions, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou autrement;

Faire toutes les choses, exécuter tous les pouvoirs et exercer tout commerce ayant trait à l'accomplissement des objets pour lesquels la compagnie est incorporée sous le nom de "The Arrow Restaurant Company, Limited", avec un capital-actions de dix-neuf mille dollars (\$19,000.00), divisé en cent quatre-vingt-dix (190) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de mars 1915.

C. J. SIMARD,

1647—12-2 Sous-secrétaire de la province.

Sheridan House Limited.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze mars 1915, constituant en corporation MM.

**The Arrow Restaurant Company,
Limited.**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth March, 1915, incorporating Messrs. Henry Judah Trihey, Peter Bercovitch; Ernest Lafontaine, advocates; Margaret McMartin, clerk and James Johnston, accountant, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigars, cigarettes and tobacco stores, oyster and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealer and importers;

To acquire, receive, hold, lease, exchanged, alienate or otherwise dispose of any property or immoveables necessary for the company's purposes, to hypothecate, pledge in any manner whatever the immoveable property of the company;

To accept, draw, endorse, negotiate bills of exchange, promissory notes, cheques and other negotiable instruments;

To acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise any hotel or restaurant already in operation, and especially the hotel business now carried on by J. Steinman, at No. 397, Wellington street, in the city and district of Montreal, including therein the license, stock-in-trade, goodwill, furniture and other accessories constituting the hotel business carried on as a going concern by the said J. Steinman and Louis Pozner, and to pay therefor in cash or paid-up shares of the company aforesaid for such price and for the number of shares as may be determined by the company;

To acquired, hold, lease, guarantee, hypothecate, sell or exchange shares, stock or debentures or securities of any corporation carrying on a similar business to that of the present company;

To purchase, lease, hold and acquire any business of a similar nature carried on by the company, either in whole or in part, also any franchises and to pay therefor either in shares, debentures or other securities of the company or otherwise;

To do all things, exercise all the powers and carry on any business incidental to the carrying out of the objects for which the company is incorporated, under the name of "The Arrow Restaurant, Company, Limited", with a capital stock of nineteen thousand dollars (\$19,000.00) divided into one hundred and ninety (190) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of the business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of March, 1915.

C. J. SIMARD,

1648—12-2 Deputy Provincial Secretary.

Sheridan House Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh of March, 1915, incorporating Messrs. Georges

Georges Desrosiers, surintendant; Augustus Frederick Dillon, entrepreneur; Thomas Francis Dwyer, entrepreneur; Patrick Mullin, gérant, et Joseph Henry Dillon, avocat, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares et de cigarettes, tabacs, huîtres, salles à manger, et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs en gros et en détail, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce de restaurateur maintenant ex-ercé dans la ville de Montréal, sous le nom de "The Sheridan House", avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et posséder par bail ou aucun autre titre toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer, toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur les terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débentures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Se fusionner, s'associer, ou faire des conventions pour le partage des profits, l'union des intérêts, coopération, risques conjoints concessions réciproques ou autrement avec toutes personnes, sociétés commerciales ou compagnies exerçant ou sur le point d'exercer tout commerce ou transactions susceptibles d'être conduites de manière à bénéficier directement ou indirectement à cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraires aux lois et règlements concernant la vente des liqueurs enivrantes sous le nom de "Sheridan House, Limited", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Desrosiers, superintendent; Augustus Frederick Dillon, contractor; Thomas Francis Dwyer, contractor; Patrick Mullin, manager, and Joseph Henry Dillon, advocate, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe-shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oysters and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail liquor merchants, dealers and importers, in accordance with the provisions of the Quebec License Act;

To acquire by purchase, as a going concern, and carry on the restaurant business now being carried on in the city of Montreal, under the name of "The Sheridan House", with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, goodwill and all its other moveable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and its equipment, furnishings and all other assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds or in paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or any other title any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated and pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or in paid up shares of the company;

To sell, exchange, lease or otherwise deal with all or any of its moveable and immoveable property and to borrow money upon the security thereof;

To construct, maintain and exploit upon the lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire, hold, and sell, assign and transfer shares debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company;

To enter into any amalgamation, partnership or agreements for the sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventures, reciprocal concessions or otherwise, with any persons, firms or companies carrying on or about to carry on any business or transactions capable of being carried on so as directly or indirectly to benefit this company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects not in contravention with the laws and regulations respecting the sale of intoxicating liquors, under the name of "Sheridan House, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de mars 1915.

C. J. SIMARD,
1649—12-2 Sous-secrétaire de la province.

**"The Liberal Conservative Association of
of Greenfield Park, Incorporated".**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du cinq mars 1915, constituant en corporation M.M. Arthur George Couves, imprimeur; Charles Miles, teneur de livres; William Boothman, teneur de livres; Howard Walker, opérateur-mécanicien et David Boyd, agent d'immeubles, tous de la ville de Greenfield Park, district de Montréal, dans les buts suivants:

Promouvoir ou encourager les développements politiques, économiques et financiers et pour telles fins travailler au développement de l'éducation de ses membres et leur procurer des récréations sociales;

Construire, posséder et exploiter des salles et lieux publics d'amusements, et imprimer, publier et mettre en circulation des livres, pamphlets, revues et journaux;

Tenir des assemblées et donner des soirées et conférences de toutes sortes sur toutes questions touchant des sujets politiques, sociaux et économiques;

Acquérir par achat ou autrement la totalité ou aucune partie des affaires, propriété et biens, avec ou sans charge d'obligations, de toute personne, société commerciale ou corporation en possession des biens convenables à la compagnie ou faisant des transactions en tout ou en partie semblables à celles de la compagnie;

Faire des conventions avec toute personne, société commerciale ou corporation engagées dans des transactions semblables, pour l'union de leurs intérêts, en tout ou en partie, et se fusionner;

Vendre ou disposer autrement de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie à tels termes et conditions que la compagnie jugera convenables et en particulier, en tout ou en partie, pour des actions, obligations, ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets semblables à ceux de cette compagnie;

Distribuer en nature parmi les actionnaires de la compagnie tous biens de la compagnie, et en particulier, toutes actions, obligations ou autres valeurs d'autres compagnies appartenant à la compagnie ou dont elle peut avoir le pouvoir d'en disposer;

Prendre ou acquérir par souscriptions originaires ou autrement et détenir, vendre ou autrement disposer des actions, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et à cet effet transiger par l'entremise de tel agent que la compagnie pourra nommer;

Payer pour toutes dettes de la compagnie ou pour tous biens ou droits acquis ou possédés et en particulier pour tous services rendus ou à rendre à la compagnie, avec des obligations ou autres valeurs ou biens de la compagnie ou par l'émission ou répartition des biens de la compagnie, ou par l'émission ou répartition d'actions entièrement acquittées du capital de la compagnie sous le nom de "The Liberal Conservative Association of Greenfield Park Incorporated", avec un capital-actions de trois mille dollars (\$3,000.00) divisé en six cents (600) actions de cinq dollars (\$5.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation,

Dated from the office of the Provincial Secretary this eleventh day of March, 1915.

C. J. SIMARD,
1650—12-2 Deputy Provincial Secretary.

**The Liberal Conservative Association of
Greenfield Park, Incorporated.**

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth of March, 1915, incorporating Messrs. Arthur George Couves, printer; Charles Miles, book-keeper; William Boothman, book-keeper; Howard Walker, machinist operator and David Boyd, real estate agent, all of the town of Greenfield Park, district of Montreal, for the following purposes;

To promote, advance and encourage political economic and financial developments and for such purposes to promote the educational development of its members and social entertainment;

To build, own and operate halls and public places of entertainment, and to print, publish and circulate books, tracts, reviews and newspapers;

To hold meetings and give entertainments and lectures of all kinds on all questions of interest on political, social and economic subjects;

To acquire by purchase or otherwise the whole or any part of the business, property and assets with or without assuming the liabilities of any person, firm or corporation possessed of property suitable for the company or carrying on transactions similar in whole or in part to that of the company;

To enter into any arrangement with any person, firm or corporation engaged in any similar transaction for the union of their interests, in whole or in part and to amalgamate;

To sell or otherwise dispose of the whole or any part of the assets of the company on such terms and conditions as the company may think proper and in particular, in whole or in part, for shares, bonds, or other securities of any other company having objects similar to those of this company;

To distribute among the shareholders of the company in kind any property of the company, and in particular any shares, bonds or other securities of other companies belonging to the company or which the company may have power to dispose of;

To take or acquire by original subscriptions or otherwise and to hold, sell or, otherwise dispose of shares, bonds or other securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of this company, and to act in respect thereto through such agent as the company may appoint;

To pay for any debt of the company or for any property or rights acquired or enjoyed and in particular for any services rendered or to be rendered to the company, in bonds or other securities or assets of the company, or by the issue or allotment of assets of the company, or by the issue or allotment of fully paid up shares of its capital stock, under the name of "The Liberal Conservative Association of Greenfield Park, Incorporated" with a capital stock of three thousand dollars (\$3,000.00), divided into six hundred (600) shares of five dollars (\$5.00) each.

The principal place of business of the corpora-

sera dans la ville de Greenfield Park, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de mars 1915.

C. J. SIMARD,
1611—12-2 Sous-secrétaire de la province.

Café de l'Union, Limitée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du cinq mars 1915, constituant en corporation M.M. Joseph Narault, tailleur; Onil Prince, garde-moteur; Joseph Arthur Baillargeon, hôtelier; George Lefort, comptable et Albert Papineau, avocat, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général le commerce d'hôteliers et restaurateurs, confiseurs, pourvoyeurs, faire les affaires de manufacturiers et marchands de vins, bière, spiritueux et liqueurs de toutes sortes, en gros et en détail, marchands de tabac, cigares, cigarettes et faire tout autre commerce semblable, sujet aux dispositions de la loi des licences;

Acquérir, recevoir, détenir, louer, échanger, aliéner ou autrement disposer de toute propriété ou immeuble nécessaire aux fins de la compagnie; hypothéquer, engager d'une manière quelconque la propriété immobilière de la compagnie;

Tirer, accepter, endosser, négocier des lettres de change, billets promissaires, chèques et autres effets négociables;

Acquérir par voie d'achat, bail ou autrement, tout hôtel ou restaurant déjà en opération;

Acquérir, détenir, louer, garantir, hypothéquer, vendre ou échanger des actions, stock ou débetures ou garanties de toute corporation exerçant un commerce semblable à celui de la présente compagnie;

Faire des emprunts et en garantir le paiement de la manière qui pourra être déterminée par les directeurs de la compagnie, et en particulier par l'émission de débetures, obligations comportant une hypothèque sur le tout ou partie de la propriété immobilière de la compagnie;

Faire toutes choses, exercer tous les pouvoirs et faire toutes affaires incidentes pour la mise en opération des objets pour lesquels cette compagnie est incorporée; sous le nom de "Café de l'Union, Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de mars 1915.

C. J. SIMARD,
1621—12-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis public est par les présentes donné que le cercle agricole ci-après mentionné ayant transmis au Ministère de l'Agriculture, la déclaration voulue par la loi, et s'étant conformé à toutes les exigences de l'article 1861 des Statuts refondus, de Québec, 1909, le soussigné autorise la formation de ce cercle qui est, par les présentes, constitué en corporation.

Dans le comté de Mégantic, le cercle ci-dessous est autorisé sous le nom suivant:

"Cercle Agricole de la paroisse du Sacré-Cœur-de-Marie".

JOS.-ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.
Québec, le 16 mars 1915. 1663

tion, will be in the town of Greenfield Park, district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of March, 1915.

C. J. SIMARD,
1612—12-2 Deputy Provincial Secretary

"Café de l'Union, Limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth of March, 1915, incorporating Messrs. Joseph Narault, tailor; Onil Prince, motorman; Joseph Arthur Baillargeon, hotelkeeper; Georges Lefort, accountant and Albert Papineau, advocate, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally the business of keepers of hotels and restaurants confectioners, caterers, manufacturers of and dealers in wine, beer, spirits and liquors of all kinds, wholesale, and retail, dealers in tobacco, cigars, cigarettes, and any other similar business, subject of the provisions of the License Act;

To acquire, receive, hold, lease, exchange, alienate or otherwise dispose of any property or immoveable necessary for the company's purposes; to hypothecate, pledge in any manner the immoveable property of the company;

To draw, accept, endorse, negotiate, bills of exchange, promissory notes, cheques and other negotiable instruments;

To acquire by way of purchase, lease or otherwise any hotel or restaurant now in operation as a going concern;

To acquire, hold, lease, guarantee hypothecate, sell or exchange the shares, stock or debentures or securities of any corporation carrying on a business similar to that of the present company;

To contract loans and to guarantee the reimbursement of same in the manner which may be determined by the directors of the company, and in particular by, the issue of debentures, bonds bearing a hypothec upon the whole or part of the immoveable property of the company;

To do all the acts, exercise all the powers and carry on any business incidental to the carrying on of the objects for which this company is incorporated, under the name of "Café de l'Union Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of March, 1915.

C. J. SIMARD,
1622—12-2 Deputy Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that the farmer's club hereinafter mentioned having transmitted to the Department of Agriculture the declaration required by-law, and having complied with all the provisions of article 1861 of the Revised Statutes of Quebec, 1909, the undersigned authorizes the formation of such club, which is hereby constituted a corporation.

In the county of Mégantic, the following club is authorized under the following name, to wit: "Farmers' Club of the Parish of Sacré-Cœur-de-Marie".

JOS.-ED. CARON,
Minister of Agriculture.
Quebec, 16th March, 1915. 1664

688-14

DEPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Québec, 10 mars 1915.

Le Surintendant donne avis qu'il a reçu une requête demandant de détacher de la municipalité scolaire de Sainte-Adélaïde de Pabos, dans le comté de Gaspé, tout le territoire compris dans les limites suivantes, savoir, le territoire borné comme suit: à l'est du lot No 69 du premier rang du cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Adélaïde de Pabos et la municipalité scolaire de la Rivière nord de Pabos, à l'ouest, incluant tous les lots du Banc de Grand Pabos, et de former de tout ce territoire une municipalité scolaire sous le nom de "Chandler".

1519-11-2

"Power's Limited"

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-six février 1915, constituant en corporation M.M. Lawrence Power, hôtelier; Mary A. Pegnem, commune en biens de Lawrence Power et le dit Lawrence Power, pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes; John C. Power, commis; John Power, rentier; James Power, mécanicien; tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares et de cigarettes, tabacs, huîtres, salles à manger, et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs de liqueurs en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel et restaurant, maintenant exercé dans la ville de Montréal sous le nom de "Power's Restaurant", avec son installation, ses meubles, fonds de commerce licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et tous autres biens en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail, ou autrement, et posséder tout autre hôtel, toute propriété immobilière qui peuvent être nécessaires aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer, toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, entretenir et exploiter sur tous terrains acquis ou obtenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions débetures et autres

688-14

DEPARTMENT OF PUBLIC INSTRUCTION

Québec, 10th March, 1915.

The Superintendent hereby gives notice that application is made to detach from the School Municipality of Sainte Adélaïde de Pabos, in the county of Gaspé, the whole of the territory comprised within the following limits, to wit: on the east by the lot No. 69 of the first range of the official cadastre of Sainte Adélaïde de Pabos, and the school municipality of the Rivière Nord de Pabos, on the west including all the lots of the Banc de Grand Pabos, and to erect the whole of the above territory into a district school municipality under the name of "Chandler".

1520-11-2

Power's Limited

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth of February, 1915, incorporating M.M. Lawrence Power, hotel-keeper; Mary A. Pegnem, common as to property of Lawrence Power and the said Lawrence Power to these presents to authorize his said wife; John C. Power, clerk; John Power, gentleman; James Power, machinist; all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches, the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec License Law, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool-rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oyster and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail liquor merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on, in the city of Montreal, under the name of "Power's Restaurant", with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, goodwill and all its other moveable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise from any individual, firm or company as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation and its equipment, furnishings and all other assets generally and to pay for the same in cash, or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or otherwise, any other hotel any immovable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose or lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immovable property, and to borrow money upon security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands obtained or acquired by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire and hold and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities

valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets sous le nom de "Power's Limited", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de février 1915.

C. J. SIMARD,

1457—11-2

Sous-secrétaire de la province

"The Canadian Oriental Chinese Club Incorporated"

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-six février 1915, constituant en corporation M.M. Wong Fong Chong, marchand; Gunn Yuen, propriétaire de buanderie; Fong Sue, propriétaire de buanderie; Wong You Toy, restaurateur; Fong Sam, restaurateur; tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Pour des fins de récréations d'amusements et d'instruction et procurer aux membres du club un lieu de réunion et de divertissement;

Acheter, louer ou autrement acquérir et maintenir des immeubles, terrains, bâtisses dans la cité de Montréal et partout ailleurs dans la province de Québec où le club aura des succursales, pour obtenir les fins ci-dessus;

Acquérir, accepter, louer, échanger et vendre des meubles et des immeubles qui peuvent devenir nécessaires à la compagnie pour atteindre ses fins;

Hypothéquer les immeubles qui appartiendront au dit club;

Tenir dans l'établissement du club, au siège social et dans ses succursales, une bibliothèque, salle de billard, pool, etc., établir et exploiter des jeux de quilles et différents autres jeux, pour la distraction de ses membres;

Donner des repas et procurer le logement aux membres du club;

Obtenir et exploiter une ou des licences pour la vente des liqueurs spiritueuses aux membres du club, dans les bâtisses du club, sujet cependant aux dispositions de la loi des licences de la province de Québec;

Faire des règlements concernant la régie interne du club et faire toutes autres choses qui peuvent être nécessaires au club pour atteindre les objets ci-dessus ou aucun d'iceux qui pourront découler, sous le nom de "The Canadian & Oriental Chinese Club Incorporated", avec un capital social de neuf mille piastres (\$9,000.00) divisé en cinquante (50) actions, de cent quatre-vingt piastres (\$180.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de février 1915.

C. J. SIMARD,

1479—11-2

Sous-secrétaire de la province.

of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seen advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, under the name of "Powers' Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-sixth day of February, 1915.

C. J. SIMARD,

1458

Deputy Provincial Secretary.

The Canadian Oriental Chinese Club Incorporated

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth of February, 1915, incorporating Messrs. Wong Fong Chong, merchant; Gunn Yuen, laundry proprietor; Fong Sue, laundry proprietor; Wong You Toy, restaurant-keeper; Fong Sam, restaurant-keeper; all of the city of Montreal, for the following purposes:

For recreation and education purposes, to procure for the club members a place of meeting and amusement;

To purchase, lease or otherwise acquire and maintain immovables, lands, buildings in the city of Montreal and elsewhere in the Province of Quebec, where the club may have branches, for attaining the above objects;

To acquire, accept, lease, exchange and sell such moveables and immovables as may become necessary to enable the company to attain its purposes;

To hypothecate the immovables which may belong to the said club;

To keep in the club premises, at its head office and in any of its branches, a library, billiard and pool room, &c., and to establish and operate bowling and various other games for the recreation of its members;

To serve meals to and lodge the club members;

To obtain and exploit one or several licenses for the sale of spirituous liquors to the club members, in the club premises, subject however to the provisions of the Quebec License Law;

To make by-laws respecting the internal management of the club and to do all such other things as the club may deem necessary for the attainment of the above objects or any objects resulting therefrom, under the name of "The Canadian Oriental Chinese Club, Incorporated", with a capital stock of nine thousand dollars (\$9,000.00) divided into fifty (50) shares of one hundred and eighty dollars (\$180.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary, this twenty sixth day of February, 1915.

C. J. SIMARD,

1480—11-2

Deputy Provincial Secretary.

Club Athlétique de Maisonneuve, Incorporée

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt février, 1915, constituant en corporation M.M. Ernest Dupré, manufacturier; Amédée Côté, entrepreneur; Oscar Montplaisir, boucher; Stanislas Ricard, épicière, et Nestor Montplaisir, propriétaire d'une salle d'amusements, tous de la cité de Maisonneuve, district de Montréal, dans les buts suivants:

Tenir, acheter, exploiter des établissements, maisons de jeux et d'amusements, récréations pour le développement des forces du corps au moyen d'exercices physiques, entraînements, jeux et exercices d'adresse et de force à l'aide de tous jeux ou amusements propres au développement des forces du corps, et amélioration de la santé tel que pool, billard, barres, gymnastique, escrime, jeux et exercices athlétiques, sports en général, jeux de quilles (bowling alleys);

Acheter, vendre, prêter, louer tous effets, articles, objets, appareils nécessaires aux dits jeux, amusements, sports, exercices athlétiques tels que haltères, barres, fleurets, épées, échelles, disques, quilles, billes;

Acheter, louer, vendre et exploiter tout établissement de cette nature, sous le nom de "Club Athlétique de Maisonneuve, Incorporée", avec un capital social de cinq mille piastres (\$5,000.00), divisé en cent (100) actions de cinquante piastres (\$50.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Maisonneuve, district de Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce vingtième jour de février 1915.

C. J. SIMARD,

1463—11-2 Sous-secrétaire de la province.

"Subway Limited"

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-six février 1915, constituant en corporation MM. John Alexander Shinnick, maître-charretier; Frederick Alexander Shinnick, contre-maître; John Graham, comptable; Georges Hébert, gérant; et Dame Annie Diotte, épouse séparée de biens de John Alexander Shinnick, maître-charretier, et le dit J.-A. Shinnick, pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux dispositions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares et de cigarettes, tabacs, hûtre, salles à manger, et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs de liqueurs en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel et restaurant maintenant exercé dans la ville de Montréal, sous le nom de "Subway Limited", par John Alexander Shinnick, avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les

"Club Athlétique de Maisonneuve Incorporée"

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth of February, 1915, incorporating Messrs. Ernest Dupré, manufacturier; Amédée Côté, contractor; Oscar Montplaisir, butcher; Stanislas Ricard, grocer, and Nestor Montplaisir, amusement hall proprietor, all of the city of Maisonneuve, district of Montreal, for the following purposes:

To keep, purchase, exploit establishments and houses for games amusement and recreation for the development of physical strength by means of gymnastics, training, games and exercises requiring adroitness and strength with the help of any games or amusements suitable for the development of physical strength and the improvement of health such as pool, billiard, bars, gymnastics, fencing athletic games and exercises, sports generally and bowling alleys;

To purchase, sell, loan, lease any goods, articles, objects, apparatuses necessary for the said games amusements, sports, athletic exercises such dumbbells, bars, foils, swords, ladders, discuses, bowling pins, bowling, billiard and pool balls;

To purchase, lease, sell and operate any establishment of a like nature, under the name of "Club Athlétique de Maisonneuve, Incorporée", with a capital stock of five thousand dollars, (\$5,000.00), divided into one hundred (100) shares of fifty dollars (\$50.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Maisonneuve, district of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of February, 1915

C. J. SIMARD,

1464—11-2 Deputy Provincial Secretary.

Subway Limited

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth of February, 1915, incorporating Messrs. John Alexander Shinnick, master carter; Frederick Alexander Shinnick, foreman; John Graham, accountant; Georges Hébert, manager, and Dame Annie Diotte, wife separate as to property of John Alexander Shinnick, master carter, and the said J. A. Shinnick to these presents for the purpose of authorizing his said wife, all of the city of Montreal, for the following purposes;

To carry on generally and in all its branches subject to the provisions of the Quebec License Law, the business of keepers of hotels and restaurants, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool-rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oyster and lunch counters, as well as the business of the wholesale and retail liquor merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on, in the city of Montreal, under the name of "Subway Limited", by John Alexander Shinnick, with the equipment, furnishings, stock in trade, license, goodwill and all its other moveable assets generally, and to pay for

payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtiments servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et tous autres biens en général et les payer, en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail, ou autrement, et posséder tout autre hôtel, toute propriété immobilière qui peuvent être nécessaires aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer, toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, entretenir et exploiter sur tous terrains acquis ou obtenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions débentures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer, ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets sous le nom de "Subway Limited", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastre (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de février 1915.

C. J. SIMARD,

1455—11-2 Sous-secrétaire de la province.

"The Northern Fur Manufacturing Company, Limited"

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-six février 1915, constituant en corporation M.M. Samuel William Jacob, Conseil en Loi du Roi; Alexander Rives Hall, Conseil en Loi du Roi; Gui Casimir Papineau-Couture, avocat; Louis Fitch, avocat et Harry Gough, comptable, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce et les affaires de marchands en gros et en détail de fourrures, peaux, pelleteries et de manufacturiers et négociants en vêtements et costumes en fourrures, peaux et pelleteries;

Etablir, administrer et exploiter des postes pour la traite et des dépôts pour vendre, troquer ou échanger des marchandises de toutes espèces;

Faire le commerce de marchandises sèches, soies, satins, fournitures de tailleurs, tissus de toutes sortes, et en général des draps et cotons, et faire les affaires de tailleurs et confectionneurs et drapiers;

Exercer toute autre industrie semblable, soit manufacturière ou autrement, laquelle s'allie aux pouvoirs précités, qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec aucune des affaires ci-dessus mentionnées;

the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise from any individual, firm or company as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation and its equipment, furnishings and all other assets generally and to pay for the same in cash, or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or otherwise, any other hotel any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose or lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property, and to borrow money upon security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands obtained or acquired by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company.

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, under the name of "Subway Limited", with a capital stock of twenty thousand dollar (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of February, 1915.

C. J. SIMARD,

1456—11-2 Deputy Provincial Secretary.

The Northern Fur Manufacturing Company Limited

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth [of] February, 1915, incorporating Messrs. Samuel William Jacob, King's Counsel; Alexander Rives Hall, King's Counsel; Gui Casimir Papineau-Couture, advocate; Louis Fitch, advocate and Harry Gough, accountant, all of the city of Montreal, for the following purposes;

To carry on the trade and business of wholesale and retail dealers in furs, skins, pelts and of manufacturer of and dealers in fur, skin and pelt garments and costumes;

To establish, conduct and operate trading posts and stores for the sale, barter or exchange of merchandise of every nature whatsoever;

To deal in dry goods, silks, satins, tailors' trimmings, textile fabrics of all kinds, and cloth and cotton goods generally, and to carry on the business of tailors and outfitters and clothiers;

To carry on any other similar business, whether manufacturing or otherwise, and which is germane to the foregoing powers, which may seem to the company to be capable of being conveniently carried on in connection with any of the above businesses;

Acquérir et entreprendre la totalité ou aucune partie des commerce, biens et dettes de toute personne ou compagnie exerçant tout commerce que cette compagnie est autorisée à exercer; ou en possession de biens convenables pour les fins de cette compagnie;

Demander, acheter ou acquérir autrement, tous brevets, brevets d'invention, marques de commerce, permis, concessions et choses de même nature conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité de les utiliser, ou tout secret ou autre renseignement concernant toute invention qui semblera susceptible d'être utilisée pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition paraîtra censée directement ou indirectement bénéficier à cette compagnie, et utiliser, exercer, développer ou accorder des permis à cet effet, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

En général acheter, prendre à bail ou en échange louer ou acquérir autrement tous biens mobiliers et immobiliers, et tous droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son commerce, et en particulier tous terrains, édifices, commodités, machineries, matériel et fonds de commerce;

Acquérir et posséder des actions dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou exerçant aucun commerce susceptible d'être conduit de manière à bénéficier directement ou indirectement à cette compagnie;

Emprunter ou prélever ou garantir le paiement des argents de telle autre manière que la compagnie jugera convenable, et en particulier par l'émission de débetures, engageant la totalité ou aucun des biens de la compagnie, les deux présents et futurs, y compris son capital non versé, et racheter ou acquitter toutes telles valeurs;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou à rendre, en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital de la compagnie, ou toutes débetures ou autres valeurs de la compagnie ou relativement à la formation ou promotion de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats, débetures et autres effets négociables ou transférables;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, hypothéquer, faire valoir ou autrement négocier ou disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie sous le nom de "The Northern Fur Manufacturing Company, Limited", avec un capital-actions de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de février 1915.

C. J. SIMARD,

1483

Sous-secrétaire de la province.

To acquire and undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which this company authorized to carry on; or possessed of property suitable for the purposes of this company;

To apply for, purchase or otherwise acquire, any patents, brevets d'invention, trade-marks, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit this company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired

Generally to purchase, take or lease or in exchange hire or otherwise acquire, any real and personal property, and any rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any land, buildings, easements, machinery, plant and stock in trade;

To acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company, or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this company;

To borrow or raise or secure the payment of money in such other manner as the company shall think fit, and in particular by the issue of debentures, charged upon all or any of the company's property both present and future, including its uncalled capital, and to redeem or pay off any such securities;

To remunerate any person or company for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares in the company's capital, or any debentures or other securities of the company's or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants, debentures and other negotiable or transferable instruments;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, mortgage, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company, under the name of The Northern Fur Manufacturing Company, Limited, with a capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of February, 1915.

C. J. SIMARD,

1484

Deputy Provincial Secretary.

"The Bleury Cafe, Limited"

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-six février 1915, constituant en corporation Dame Margaret Cloase, veuve de Richard Coogan, en son vivant hôtelier de la cité de Montréal; Dame Mary Coogan, veuve de Michael James Mullins, en son vivant hôtelier de la cité de Montréal; Margaret Coogan, de la cité de Montréal, fille majeure,

"The Bleury Cafe, Limited"

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth of February, 1915, incorporating Mrs. Margaret Cloase, widow of Richard Coogan, in his lifetime hotel keeper, of the city of Montreal; Mrs. Mary Coogan, widow of Michael James Mullins, in his lifetime hotel-keeper, of the city of Montreal. Margaret Coogan, of the city of Montreal, spin-

Dame Frances Coogan, épouse séparée de biens de William F. Tigh, marchand de tabac, de Montréal, et le dit W. F. Tigh, pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes; William Frédéric Tigh, de Montréal, marchand de tabac, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares et de cigarettes, tabacs, huîtres, salles à manger, et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs de liqueurs en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel et restaurant, maintenant exercé dans la ville de Montréal sous le nom de "Coogan's Restaurant", avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leur exploitation et leurs installation, meubles et tous autres biens en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail, ou autrement, et posséder tout autre hôtel, toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer, toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement, et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, entretenir et exploiter sur tous terrains acquis ou obtenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions débetures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce, que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets sous le nom de "The Bleury Café Limited", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de février 1915.

C. J. SIMARD,

1459—11-2 Sous-secrétaire de la province

ter; Mrs. Frances Coogan, wife separate as to property of William F. Tigh, tobacconist, of Montreal, and the said W. F. Tigh, to these presents to authorize his said wife; William Frédéric Tigh, of Montreal, tabacconist, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches, the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec License Law, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool-rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oyster and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail liquor merchants, ealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on, in the city of Montreal, under the name of "Coogan's Restaurant", with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, goodwill and all its other moveable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise from any individual, firm or company as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation and its equipment, furnishings and all other assets generally and to pay for the same in cash, or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or otherwise, any other hotel any immovable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose or lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immovable property, and to borrow money upon security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands obtained or acquired by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire and hold and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seen advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, under the name of "The Bleury Café, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty-sixth day of February, 1915

C. J. SIMARD,

1460 Deputy Provincial Secretary.

"Montreal House, Incorporated"

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-six février 1915, constituant en corporation M.M. Adrien Boiron, commis; Emile Devabre, employé; Joseph Bernier, électricien; Emile Bertrand, cuisinier et Joseph Emile Cadotte, étudiant en droit, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Tenir et exploiter des hôtels, auberges et restaurants ou autres maisons de logement ou d'entretien public et faire généralement le commerce d'hôtelier et de restaurateur, dans toutes ses branches, sujet aux lois et règlements provinciaux et locaux;

Acquérir par achat ou autrement, tout ou partie de l'actif et se charger ou non des engagements de Dame Rosalie Boutin, épouse de Alexandre Boiron, hôtelier, de Montréal, faisant affaires seulement sous le nom de "A. Boiron & Cie", ou de toute autre personne, société ou compagnie exerçant un commerce semblable à celui de cette compagnie et s'associer avec telles personnes, sociétés ou compagnies pour des entreprises et en vue de profits communs;

Vendre ou autrement disposer de tout ou partie des affaires et biens de la compagnie, aux conditions que la compagnie jugera convenables;

Prendre, accepter en paiement ou autrement acquérir, vendre ou autrement concéder des actions ou autres valeurs ou biens de toutes compagnies ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Payer en obligations ou autres valeurs ou biens de la compagnie, ou par l'émission et la distribution d'actions acquittées de son capital-social, toutes dettes ou réclamations contre la compagnie pour tous biens ou droits acquis ou possédés par elle, et pour tous services à elle rendus ou à être rendus de quelque manière que ce soit;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, en nature ou autrement tous biens ou propriétés de la compagnie et en particulier des actions ou autres valeurs de toute autre compagnie et appartenant à la présente compagnie;

Faire toutes et chacune des opérations et choses ci-dessus comme principaux ou comme agents-entrepreneurs; sous le nom de "Montreal House Incorporated", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en deux cent (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de février 1915.

C. J. SIMARD,

1477—11-2 Sous-secrétaire de la province.

"Woodbine Cafe, Limited"

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du vingt-six février 1915, constituant en corporation M.M. Henry Judah Trihey, Peter Bercovitch, Ernest Lafontaine, Michael Thomas Burke, avocats et James Johnston, comptable; tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux dispositions de la loi des licences, de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaire de places pour le cirage des chaussures, salons de barbiers, salles

Montreal House, Incorporated

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth of February, 1915, incorporating Messrs. Andre Boiron, clerk, Emile Devabre, employee, Joseph Bernier, electrician, Emile Bertrand, cook, and Joseph Emile Cadotte, student at law, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To keep and operate hotels, inns and restaurants or other lodging or public houses and to generally carry on the business of keepers of hotels and restaurants, in all branches thereof, subject to local and provincial by-laws and regulations;

To acquire by purchase or otherwise, the whole or part of the assets and to or not to take over the liabilities of Dame Rosalie Boutin, wife of Alexandre Boiron, hotelkeeper, of Montreal, carrying on business alone under the name of "A. Boiron & Cie", or of any other person, firm or company carrying on a business similar to that of this company, and to enter into partnership with such persons firms or companies, for undertakings with a view of common profits;

To sell or otherwise dispose of the whole or part of the business and property of the company, upon such conditions as the company, may think convenient;

To take and accept in payment or otherwise acquire, sell or otherwise assign the shares or other securities or property of any companies having objects in whole or in part similar to those of this company;

To pay in bonds or other securities or property of the company, or by the issue or the distribution of paid up shares of its capital stock, any debts or claims against the company for any property or rights acquired or held by it, and for any services rendered or to be rendered to the company in any manner whatever;

To distribute amongst the shareholders of the company, in kind or otherwise any assets or property of the company or other securities of any other company, belonging to the present company;

To do all or any of the above businesses and things as principals or contracting agents under the name of "Montreal House Incorporated", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of February, 1915.

C. J. SIMARD,

1478—11-2 Deputy Provincial Secretary.

Woodbine Cafe, Limited

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth of February, 1915, incorporating Messrs. Henry Judah Trihey, Peter Bercovitch, Ernest Lafontaine, Michael Thomas Burke, advocates and James Johnston, accountant; all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants in accordance with the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoeshining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine

de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares, cigarettes et de tabacs, débits d'huître, et service de lunch et aussi exercer le commerce de marchands de liqueurs en gros et en détail, négociants et importateurs;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, échanger, aliéner ou autrement disposer de toutes propriétés ou immeubles nécessaires pour les fins de la compagnie; hypothéquer, engager d'aucune manière quelconque, les propriétés immobilières de la compagnie;

Accepter, tirer, endosser, négocier des lettres de change, billets promissaires, chèques et autres effets négociables;

Acquérir par voie d'achat, échange, bail ou autrement, tout hôtel ou restaurant déjà en opération et particulièrement le commerce d'hôtel, maintenant exercé par Dame Sara Spector, épouse séparée de biens de Casper Spector, au No 457 Boulevard Saint-Laurent, dans les cité et district de Montréal, sous les nom et raison sociale de "The Woodbine Cafe", y compris la licence y attachée, fonds de commerce, clientèle, meubles et autres accessoires constituant le commerce d'hôtel exercé comme commerce en opération par la dite Dame Sara Spector, et les payer en argent ou en actions acquittées de la compagnie susdite pour tel prix et pour le nombre d'actions comme le déterminera la compagnie;

Acquérir, posséder, louer, garantir, hypothéquer, vendre ou échanger les actions, stock, ou débetures ou valeurs de toute corporation exerçant un commerce semblable à celui de la présente compagnie;

Acheter louer, posséder et acquérir tout commerce d'une nature semblable à celui exercé par la compagnie, soit en tout ou en partie, aussi toute franchise et les payer soit en actions, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou autrement;

Faire toutes les choses, exécuter tous les pouvoirs et exercer tout commerce ayant trait à l'accomplissement des objets pour lesquels la compagnie est incorporée sous le nom de "The Woodbine Cafe Limited", avec un capital-actions de dix-neuf mille cinq cents dollars (\$19,500.00) divisé en cent quatre-vingt-quinze actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de février 1915.

C. J. SIMARD,

1461-11-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné que, "The Legal Aid Society of Greater Montreal", a obtenu un permis et a été enregistrée pour transiger dans la province les affaires de société charitable tel que contenu dans la déclaration qui a précédé son autorisation par le lieutenant-gouverneur en conseil, savoir: favoriser dans les limites de la loi du barreau, des mesures pour la protection légale de tous ceux qui peuvent en paraître dignes et qui sont incapables d'obtenir assistance ailleurs; tout avocat rendant des services aura droit à ses honoraires et charges usuels tel que stipulé par la loi du barreau.

Le bureau principal de l'association est dans la cité de Montréal.

Donné conformément à l'article 6950 des S. R. P. Q., 1909, ce troisième jour de mars 1915.

es Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Division des assurances,
Département du trésor,
Québec, P. Q.,

1439-11-2

depots, cigar, cigarettes and tobacco stores, oyster and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire, receive, hold, lease, exchange, alienate or otherwise dispose of any property or immoveables necessary for the company's purposes; to hypothecate, pledge in any manner whatever, the immoveable property of the company;

To accept, draw, endorse, negotiate bills of exchange, promissory notes, cheques and other negotiable instruments;

To acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise any hotel or restaurant already in operation and especially the hotel business now carried on by Dame Sara Spector, wife separate as to property of Casper Spector, at No. 457, of Saint Lawrence Boulevard, in the city and district of Montreal, under the firm name and style of The Woodbine Cafe, including therein the license, stock-in-trade, goodwill, furniture and other accessories constituting the hotel business carried on, as a going concern by the said Dame Sara Spector, and to pay therefor in cash or paid up shares of the company aforesaid, for such price and for the number of shares as may be determined by the company;

To acquire, hold, lease, guarantee, hypothecate, sell or exchange shares, stock, or debentures or securities or any corporation carrying on a similar business to that of the present company;

To purchase, lease, hold and acquire any business of a similar nature carried on by the company, either in whole or in part, also any franchise and to pay therefor either in shares debentures or other securities of the company or otherwise;

To do all things, exercise all the powers and carry on any business incidental to the carrying out of the objects for which the company is incorporated under the name of "The Woodbine Cafe, Limited", with a capital stock of nineteen thousand five hundred dollars (\$19,500.00), divided into one hundred and ninety five (195) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twenty sixth day of February, 1915.

C. J. SIMARD,

1462-11-2 Deputy Provincial Secretary.

Notice is hereby given that The Legal Aid Society of Greater Montreal, of Montreal, has been licensed and registered to transact in the Province, the business of a charitable association as set forth in its declaration which preceded the authorization of the Lieutenant Governor in council, namely: to promote measures within the limits of the Bar Act for the legal protection of all who may appear worthy thereof and who are unable to procure assistance elsewhere; every advocate rendering services shall be entitled to his usual fees and charges as provided by the Bar Act.

The head office of the Association is in the city of Montreal.

Given pursuant to article 6950 R. S. P. Q., 1909, this third day of March, 1915.

For the treasurer of the Province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec, P. Q.,

1440-11-2

Le Progrès Ouvrier, Limitée

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six février 1915, constituant en corporation M.M. Joseph Antonio Beaudry, journaliste; Edmond T. Sayers, agent de publicité; Uldège Beaudry, solliciteur; Jos.-Alf. Labonté, marchand; Félix Barrière, agent de publicité; tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, posséder, détenir, exploiter, développer vendre, transporter et louer des terres, des terrains, des carrières, des pouvoirs d'eau, de l'énergie électrique dans le district de Montréal, des aqueducs, fils de transmission, transbordeurs aériens, construction de digues ou d'usines, machineries, matériel roulant, patentes, marque de commerce, publications, journaux, revues, droit d'auteurs de toutes sortes, le tout sur les propriétés de la compagnie ou toute autre propriété là où elle aura obtenu la permission de se faire des propriétaires, de faire le commerce de tous matériaux, marchandises de toutes sortes, propriétés immobilières et mobilières, de les hypothéquer, les échanger, construire et améliorer, et de faire en particulier toutes les affaires se rapportant à ces objets;

Faire les affaires qui peuvent paraître à la compagnie capables d'être convenablement conduites en rapport avec toutes affaires ci-dessus spécifiées, ou propres, directement ou indirectement, à augmenter la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acquérir ou assumer les affaires, biens et obligations en tout ou en partie, de toute personne ou compagnie, faisant toutes affaires que la compagnie est autorisée à faire, ou possédant des biens propres aux fins de cette compagnie, et les payer en actions du capital actions de la dite compagnie;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions dans toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, ou faisant toutes affaires capables d'être conduites directement ou indirectement pour le bénéfice de cette compagnie;

Vendre, louer les biens, droits franchises et entreprises de la compagnie ou toute partie d'iceux ou en disposer autrement, pour telle considération que la compagnie peut juger à propos, et en particulier pour actions, débentures, obligations ou autres garanties de toute autre compagnie, ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

Se consolider ou s'amalgamer avec toute autre compagnie ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de cette compagnie et entrer en aucun arrangement pour le partage des profits, union d'intérêts, coopération, risque conjoint, concession réciproque ou autrement, avec toute personne, société ou compagnie faisant ou engagée à faire ou sur le point de faire ou d'être engagée dans toutes affaires ou transactions capables d'être conduites directement ou indirectement, pour le bénéfice de cette compagnie et prendre ou acquérir autrement des actions et garanties de toutes telles compagnies, et les engager, vendre, détenir, émettre ou émettre de nouveau avec ou sans garantie du principal et intérêts, ou en faire le commerce autrement;

Acheter, louer ou acquérir autrement, détenir ou posséder tous ou aucun des biens, franchises, clientèle, droits et privilèges détenues ou possédés par toutes personnes ou sociétés ou par toutes compagnies ou compagnie faisant ou formées pour faire toutes affaires semblables à celle que cette compagnie est autorisée à faire et les payer

"Le Progrès Ouvrier, Limitée"

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty sixth of February, 1915, incorporating Messrs. Joseph-Antonio Beaudry, journalist; Edmond T. Sayers, advertising agent; Uldège Beaudry, solicitor; Jos.-Alf. Labonté, merchant, Félix Barrière, advertising agent; all of the city of Montreal, for the following purposes:

To purchase, own, hold, exploit, develop, sell convey and lease lands, lots of land, quarries, water powers, electric power, in the district of Montreal, water works, transmission lines, aerial conveyers, railway sidings, dam works or plants, machinery, rolling stock, patents, trade marks, publications, newspapers, reviews, copyrights, of all kinds, the whole upon the property of the company, or upon any property whereon it may have obtained the permission from the proprietors to do so; to deal in materials and goods of all kinds, moveable and immoveable properties, hypothecate, exchange, build upon and improve the same, and especially to carry on any business incidental to the above object;

To carry on any business which may appear to the company capable of being conveniently carried on in connection with the above, and calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable the company's property or rights;

To acquire or take over the whole or part of the business, property and liabilities of any person or company, carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company, and to pay for the same in shares of the capital stock of the said company;

To take or otherwise acquire and to hold shares in any other company having objects in whole or in part similar to those of this company or doing any business capable of being directly or indirectly carried on for the benefit of this company;

To sell, lease or otherwise dispose of the property, rights, franchises and undertakings of the company, or any part thereof, for such consideration as the company may deem fit, and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any other company having objects in whole or in part similar to those of this company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects wholly or partly similar to those of this company, and to enter into any agreement for the sharing of profits, union of interests, cooperation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person, firm or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being directly or indirectly carried on for the benefit of this company, and to take or otherwise acquire shares or securities of any such company, and to pledge, sell, hold, issue or re-issue with or without guarantee as to principal and interest, or otherwise deal with the same;

To purchase, lease or otherwise acquire, hold or own the whole or any part of the property, franchises, good-will, rights and privileges held or owned by any person or firm or by any company or companies carrying on or formed for the carrying on of any business similar to that which this company is authorized to carry on, and to

en tout ou en partie en argent ou en tout ou en partie en actions acquittées de la compagnie, ou autrement et assumer les obligations de toutes telles personnes, sociétés ou compagnies;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter et exécuter des billets promissaires, lettres de change, mandats et tous autres instruments négociables et transférables;

Faire des avances en argent aux clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par toutes telles personnes;

Rémunérer par paiement en argent, stock, obligations ou en aucune autre manière toutes personnes ou personnes, ou corporation ou corporations pour services rendus ou devant être rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le paiement d'aucune des actions du capital-actions de la compagnie, ou de toutes débetures ou autres garanties de la compagnie ou dans ou au sujet de la formation ou avancement de la compagnie ou de la conduite de ses affaires;

Faire toutes ou aucune des susdites choses comme patrons, agents ou procureurs;

Faire toutes telles choses en rapport ou utiles à l'acquisition des susdits objets, sous le nom de "Le Progrès Ouvrier, Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en quatre mille (4,000) actions de cinq piastres (\$5.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-sixième jour de février 1915.

C. J. SIMARD,

1481—11-2 Sous-secrétaire de la province

Avis est par le présent donné que le nom "The Knights of the Maccabees of the World", une société de secours mutuels enregistrée pour transiger dans cette province des affaires à l'effet de pourvoir ses membres de bénéfices d'incapacité et de décès, a été changé en celui de "The Maccabees", la société ayant été enregistrée sous ce dernier nom.

Donné conformément à l'article 6950 des S. R. P. Q., 1909, ce premier jour de mars 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Division des assurances,

Département du Trésor,

Québec, P. Q.

1441—11-2

"Hayes House Limited"

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du six mars 1915, constituant en corporation M.M. Peter Gannon, teneur de livres; John Hayes, ingénieur; Michael Hayes, restaurateur; Edward Nicholson et Archibald Walker, commis, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares et de tabacs, et aussi exercer le commerce de marchands de liqueurs en gros et en détail, conformément aux dispositions de la loi des licences de Québec;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exer-

pay for the same wholly or partly in cash, or wholly or partly in paid up shares of the company, or otherwise and to take over the liabilities of any such person, firm or company;

To draw, make, accept, endorse, discount and execute promissory notes, bills of exchange, warrants and other negotiable and transferable instruments;

To make advances of money to the customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

To remunerate in cash, stock, bonds or in any other manner any person or persons, corporation or corporations for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place, or in guaranteeing the payment of any shares of the capital stock of the company, or of any debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

To do all or any of the above things as principal agents or attorneys;

To do all things incidental to or suitable for the attainment of the above objects, under the name of "Le Progrès Ouvrier, Limitée, with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into four thousand (4000) shares of five dollars (\$5.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the provincial secretary this twenty sixth day of February, 1915.

C. J. SIMARD,

1482—11-2 Deputy provincial secretary.

Notice is hereby given that the name of The Knights of the Maccabees of the World, of Detroit Mich., a mutual benefit association registered in the Province of Quebec for the transaction of the business of providing for its members disability and death benefits, having been changed to The Maccabees, the association has been duly registered under the latter name.

Given in conformity of article 6950, R. S. P. Q., 1909, this first day of March, 1915.

For the Treasurer of the Province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch.

Treasury Department,

Québec, P. Q.

1442—11-2

Hayes House Limited

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Québec, bearing date the sixth of March, 1915, incorporation Messrs. Peter Gannon, book-keeper; John Hayes, engineer; Michael Hayes, restaurant-keeper; Edward Nicholson and Archibald Walker, clerks, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants and any other business which may be incidentally carried or in connection therewith, such as shoe-shinning stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar and tobacco stores, as well as the business of wholesale and retail liquor merchants, in accordance with the provisions of the Quebec License Act;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, and to carry on

cer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail, ou tout autre titre, et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer, toutes ou aucunes de ses propriétés mobilières et immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débetures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets sous le nom de "Hayes House, Limited", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce sixième jour de mars 1915.

C. J. SIMARD,

1601—11-2 Sous-secrétaire de la province.

Hotel Union Limitée

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du cinq mars 1915, constituant en corporation M.M. Henri Dufresne et Louis Benoit, hôteliers; Prosper Reeves, bourgeois; G. A. Ducharme, marchand; Adélard Gosselin, entrepreneur; tous de Saint-Hyacinthe, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux dispositions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de place pour le cirage des chaussures, salons de barbiers, salles de billards et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares, cigarettes, tabacs, huîtres, salle à manger, et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs de liqueurs en gros et en détail;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, échanger, aliéner tous les biens meubles et immeubles nécessaires aux fins de la compagnie et disposer des dits biens de toute façon; hypothéquer et engager de quelque manière que ce soit les biens immeubles de la compagnie;

Souscrire, accepter, endosser, négocier toutes lettres de change, billets promissaires, chèques et autres effets négociables;

Acquérir par voie d'achat, échange, louage ou autrement tout hôtel ou restaurant, déjà en opération et spécialement l'hôtel actuellement ex-

any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and its equipment furnishings and all other assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or any other title any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal in all or any of its moveable and immoveable property and to borrow money upon the security thereof;

To construct, maintain and explicit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares debentures and other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, under the name of "Hayes House Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this sixth day of March, 1915.

C. J. SIMARD,

1602—11-2 Deputy Provincial Secretary

"Hotel Union Limitée"

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth of March, 1915, incorporating Messrs. Henri Dufresne and Louis Benoit, hotelkeepers, Prosper Reeves, bourgeois; G. A. Ducharme, merchant; Adélard Gosselin, contractor, all of Saint Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the "Quebec License Act", and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith with such, as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigars, cigarettes and tobacco stores, oysters and lunch counters as well as the business of wholesale and retail liquor merchants, dealers and importers;

To acquire, receive, hold, lease, exchange, alienate or in any way dispose of any moveable or immoveable property necessary for the company's purposes; to hypothecate, pledge in any manner whatever the immoveable property of the company;

To draw, accept, endorse, negotiate bills of exchange, promissory notes, cheques and other negotiable instruments;

To acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise any hotel or restaurant already in operation and especially the hotel presently

exploité par M.M. Dufresne et Benoit, rue Laframboise, Place du Grand Tronc, Saint-Hyacinthe, y compris la licence, fonds de commerce l'achalandage, l'ameublement et tous autres accessoires constituant le commerce d'hôtel en opération tel qu'actuellement exercé par les dits Dufresne & Benoit et de les payer en argent ou en parts acquittées de la compagnie à un prix à être déterminé par la dite compagnie.

Acquérir, posséder, louer, garantir, hypothéquer, vendre ou échanger, des actions, stocks ou débetures ou garanties de toutes corporations faisant le même genre d'affaires que la présente compagnie;

Acheter, louer, détenir et acquérir tout commerce d'une nature semblable à celui exploité par la compagnie, soit en tout ou en partie aussi toutes franchises et les payer soit en actions, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou autrement;

Contracter des emprunts et en assurer le remboursement en la manière déterminée par les directeurs de la compagnie et en particulier par l'émission de débetures et d'obligations comportant hypothèque sur tous ou partie des biens immeubles de la compagnie;

Faire toutes choses et exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires en rapport avec la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "Hotel Union, Limitée", avec un capital social de quarante neuf mille neuf cent piastres (\$49,900.00) divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf (499) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de mars 1915.

C. J. SIMARD,

1599—11-2 Sous-secrétaire de la province.

operated by Messrs Dufresne and Benoit, Laframboise street, Grand Trunk Square, Saint Hyacinthe, including therein the license, stock-in-trade, good-will, furniture and other accessories, constituting the hotel business now carried on as a "going concern" by the said Dufresne & Benoit, and to pay therefor in cash or in paid up shares of the company at a price to be determined by the said company;

To acquire, hold, lease, guarantee, hypothecate, sell, or exchange shares stocks or debentures or securities of any corporations carrying on a business similar to that of the present company;

To purchase, lease, hold and acquire any business of a nature similar to that carried on by the company, either in whole or in part also any franchises and to pay therefor either in shares, debentures or other securities of the company or otherwise;

To contract loans and to guarantee the reimbursement of same in the manner which may be determined by the directors of the company, and in particular by the issue of debentures, bonds bearing a hypothec upon the whole or part of the immoveable property of the company;

To do all things, exercise all the powers and carry on any business incidental to the carrying out of the objects for which the company is incorporated, under the name of "Hotel Union, Limitée", with a capital stock of forty nine thousand, nine hundred dollars (\$49,900.00) divided into four hundred and ninety nine (499) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Saint Hyacinthe.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of March, 1915.

C. J. SIMARD,

1600—11-2 Deputy Provincial Secretary.

Avis Divers

Cour supérieure. Province de Québec. District de Saint-Hyacinthe. No 45. Dame Hélène Messier, épouse commune en biens de Aimé Morissette, menuisier, tous deux des cité et district de Saint-Hyacinthe, a, ce jour, institué une action en séparation de biens contre son dit mari.

FONTAINE & CHAGNON,

Avocats de la demanderesse.

Saint-Hyacinthe, 8 mars 1915. 1605—12-5

PROVINCE DE QUEBEC.

MUNICIPALITE DE SAINT FRANCOIS-XAVIER.

A une session générale du conseil municipal de Saint-François-Xavier, tenue au lieu ordinaire des séances, le lundi, le premier jour du mois de mars, mil neuf cent quinze, conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec, a été passé le règlement suivant. Section 8, licences de commerce.

Proposé par M. Paul Guimond, secondé par M. Ernest Claveau, et il est unanimement résolu:

Qu'il soit imposé suivant l'article 582 du code municipal de la province de Québec:

1. Une licence de cinq piastres (\$5.00) à tout marchand général, qui exercera son commerce, négoce ou métier dans la susdite municipalité.

Miscellaneous Notices

Superior Court. Province of Quebec. District of Saint Hyacinthe. No. 45. Dame Hélène Messier, wife common as to property of Aimé Morissette, joiner, both of the city and district of Saint Hyacinthe, has, this day, instituted an action in separation as to property against her said husband.

FONTAINE & CHAGNON,

Attorneys for Plaintiff.

Saint Hyacinthe, 8th March, 1915. 1606—12-5

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITY OF SAINT FRANCOIS XAVIER.

At a general meeting of the municipal council of Saint Francois Xavier, held at the ordinary place of meeting, on Monday, the first day of the month of March, one thousand nine hundred and fifteen, pursuant to the provisions of the municipal code of the province of Quebec, the following by-law was passed.

Section 8, Business license.

Proposed by Mr. Paul Guimond, seconded by Mr. Ernest Claveau, and unanimously carried.

That pursuant to the provisions of article 582 of the municipal code of the province of Quebec, the following license fees be imposed:

1. On every general merchant carrying on its business, trade or occupation within the limits of the aforesaid municipality, a license fee of five dollars (\$5.00).

2. Une licence de vingt piastres (\$20.00) pour tout marchand ambulant qui exercera son commerce, négoce ou métier dans la susdite municipalité.

3. Une licence de deux piastres (\$2.00) pour tout marchand colporteur qui exercera son commerce, négoce ou métier dans la susdite municipalité.

Adopté unanimement.

OSCAR DESJARDINS, Maire.
PHIL. CORBIN, Secrétaire trésorier.
Vraie Copie PHIL. CORBIN,
1701 Secrétaire trésorier.

Cour Supérieure. Canada. Province de Québec. District de Montréal. No 5052. Dame Armandina Schnieder, épouse commune en biens de Jean A. Martin, ferblantier, de la cité de Verdun, district de Montréal, Demanderesse; vs Jean A. Martin, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour.

F. A. CRAIG,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 16 mars 1915. 1697—12-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 5. Dame Berdie Cohen, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Abraham D. Gould, du même lieu, tailleur, la dite Dame Berdie Cohen dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Abraham D. Gould, de la cité et du district de Montréal, tailleur, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été prise par la demanderesse contre le défendeur le 15^{ième} jour de Mars 1915.

NEMPULD & LEDIEU,
Procureurs de la demanderesse.
Montréal, 15 mars 1915. 1699—12-5

Cour supérieure.—No 4011.—Province de Québec.—District de Montréal.—Dame Philomène Laurin, épouse commune en biens de Eugène Desormeaux, menuisier, des cité et district de Montréal, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Eugène Desormeaux, du même lieu, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 14 mars 1915, contre le défendeur.

H. S. M. CARON,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 4 mars 1915. 1449—11-5

Cour supérieure.—No 500.—Province de Québec.—District des Trois-Rivières.—Dame Eva Papin, épouse de F. Avila Papin, machiniste, de la cité et du district des Trois-Rivières, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit F. Avila Papin, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-septième jour de février 1915.

TESSIER, TRAHAN & LACOURSIERE,
Procureurs de la demanderesse.
Trois-Rivières, 27 février 1915. 1451

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 5031. Dame Corsinie Dupras, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Zoel Martel, entrepreneur du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit Zoel Martel, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

G. EMILE DEPOCAS,
Procureur de la Demanderesse.
Montréal, 8 mars, 1915. 1513—11-5

2. On every peddler carrying on its business, trade or occupation within the limits of the aforesaid municipality, a license fee of twenty dollars (\$20.00).

3. On every colporteur carrying on its business, trade or occupation within the limits of the aforesaid municipality, a license fee of two dollars (\$2.00).

OSCAR DESJARDINS, Mayor.
PHIL. CORBIN, Secretary Treasurer.
True Copy PHIL. CORBIN,
1702 Secretary Treasurer.

Superior Court. Canada. Province of Quebec. District of Montreal. No. 5052. Armandina Schnieder, wife common as the property of Jean A. Martin, tinsmith, of the town of Verdun, district of Montreal, Plaintiff; vs Jean A. Martin, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been taken this day.

F. A. CRAIG,
Attorney for the Plaintiff.
Montreal, 16th March, 1915. 1698—12-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 5. Dame Berdie Cohen, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Abraham D. Gould, of the same place, tailor, the said Dame Berdie Cohen being duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs Abraham D. Gould, of the city and district of Montreal, tailor, Defendant.

An action in separation as to property has been issued by plaintiff against the defendant on the 15th day of March, 1915.

NEMPULD & LEDIEU,
Attorneys for Plaintiffs.
Montreal, 15th March, 1915. 1700—12-5

Superior Court.—No. 4011.—Province of Québec.—District of Montréal.—Dame Philomène Laurin, wife common as to property of Eugène Desormeaux, carpenter, of the city and district of Montréal, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs. the said Eugène Desormeaux, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted this day against the defendant.

H. S. M. CARON,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 4th March, 1915. 1450—11-5

Superior Court.—No. 500.—Province of Québec.—District of Three Rivers.—Dame Eva Papin, wife of F. Avila Papin, machinist, of the city and district of Three Rivers, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs the said F. Avila Papin, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the twenty seventh day of February, 1915.

TESSIER, TRAHAN & LACOURCIERE,
Attorneys for the Plaintiff.
Three Rivers, 27th February, 1915. 1452

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 5031. Dame Corsinie Dupras, of the city of Montreal, wife common as to property of Zoel Martel, contractor of the same place, and duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs The said Zoel Martel, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted against the Defendant.

G. EMILE DEPOCAS,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 8th March, 1915. 1514—11-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Bedford. No 9453. Dame Blanche E. Aiken, du canton de Potton, district de Bedford, épouse commune en biens de Clinton R. Crowell, commerçant, des mêmes lieux, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Clinton R. Crowell, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 22 février 1915.

McKEOWN & BOULANGER,
Procureurs de la Demanderesse.
Sweetsburg, 9 mars 1915. 1507—11-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 5024. Dame Rosa Palker, des cité et district de Montréal, épouse de Sholin M. Wahl, du même lieu, et dûment autorisée, par jugement de la Cour supérieure, à ester en justice, Demanderesse; vs Le dit Sholin M. Wahl, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été dûment instituée par la demanderesse contre le défendeur.

L. WILLMAN,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 5 mars 1915. 1517—11-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District des Trois-Rivières. Dame Harménie Massicotte, épouse commune en biens de Wilbrod Baribeau, journalier, de la ville de Grand'Mère, district des Trois-Rivières, a, ce jour, intentée une action en séparation de biens contre son dit époux.

G. H. ROBICHON,
Procureur de la Demanderesse.
Trois-Rivières, 3 mars 1915. 1509—11-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 1243. Dame Motel Doborah Magid, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Osil Naitanson, marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Osil Naitanson, marchand, du même lieu Démendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le vingt-troisième jour de février 1915.

W. SOLOMON,
Procureur de la Demanderesse.
Montréal, 1er mars 1915. 1379—10-5

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Rimouski. No 5144. Madeleine Babik, de la paroisse de Saint-Jérôme de Matane, district de Rimouski, épouse de Moïse Habib, commerçant, du même lieu, Demanderesse; vs le dit Moïse Habib, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 1er mars 1915.

TESSIER & COTE,
Procureurs de la Demanderesse
Rimouski, 1er mars 1915. 1355—10-5

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, No 3867. Dame Eva Gaudry, épouse commune en biens par contrat de mariage de Joseph Chartrand, entrepreneur, de la cité et district de Montréal, Demanderesse; vs le dit Joseph Chartrand, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée contre le défendeur, le 11ème jour de février 1915.

LEBLANC, BROSSARD,
FOREST & LALONDE,
Procureurs de la demanderesse.
1187—9-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Bedford. No 9453. Dame Blanche R. Aiken, of the township of Potton, district of Bedford, wife common as to property of Clinton R. Crowell, trader, of the same place, and duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs the said Clinton R. Crowell, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause, on the 22nd of February, 1915.

McKEOWN & BOULANGER,
Attorneys for the Plaintiff.
Sweetsburg, 9th March, 1915. 1508—11-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 5024. Dame Rosa Palker, of the city and district of Montreal, wife of Sholin M. Wahl, of the same place, and duly authorized by judgment of the Superior Court, to *ester en justice*, Plaintiff; vs The said Sholin M. Wahl, Defendant.

An action in separation as to property has this day been instituted by plaintiff against Defendant.

L. WILLMAN,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 5th March, 1915. 1518—11-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Three Rivers. Dame Harmenie Massicotte, wife common as to property of Wilbrod Baribeau, labourer, of the city of Grand'Mère, district of Three Rivers, has, this day, instituted an action for separation as to property against her said husband.

G. H. ROBICHON,
Attorney for Plaintiff.
Three Rivers, 3rd March, 1915. 1510—11-5

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No. 1243. Dame Motel Doborah Magid, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Osil Naitanson, merchant, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs Osil Naitanson, merchant, of the same place, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the 23rd day of February, 1915.

W. SOLOMON,
Attorney for the Plaintiff,
Montreal, 1st February, 1915. 1380—10-2

Superior Court. Province of Quebec. District of Rimouski. No. 5144. Madeleine Babik, of the parish of Saint Jérôme de Matane, district of Rimouski, wife of Moïse Habib, trader, of the same place, Plaintiff; vs the said Moïse Habib, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the 1st of March, 1915.

TESSIER & COTE,
Attorneys for the Plaintiff.
Rimouski, 1st March, 1915. 1356—10-2

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court No. 3867. Dame Eva Gaudry, wife common as to property by contract of marriage of Joseph Chartrand, contractor, of the city and district of Montreal, Plaintiff; vs Joseph Chartrand, of the same place, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted against the defendant, on the 11th day of February 1915.

LEBLANC, BROSSARD,
FOREST & LALONDE,
Attorneys for Plaintiff.
1188—9-5

Cour Supérieure. No 201. Province de Québec. District de Saint-François. Dame Delphine Potvin, de la ville de Bromptonville, dans le district de Saint-François, épouse commune en biens de Joseph-Arthur Lapierre, hôtelier, du même lieu, Demanderesse; vs Joseph Arthur Lapierre, du même lieu, dit district, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le dix-huitième jour de février, 1915.

O'BREADY & PANNETON,
Procureurs de la demanderesse.
Sherbrooke, 22 février 1915. 1319—10-5

7 B. Cour Supérieure, Montréal. Province de Québec. District de Montréal. No 195. Dame Lilian Gertrude Hill, des cité et district de Montréal, épouse de Andrew Black, chauffeur, du même lieu, la dite Dame Lilian Gertrude Hill, dûment autorisée par un jugement de cette honorable cour, rendu le vingt-cinq janvier 1915, aux fins d'instituer une action en séparation de corps et de biens contre le dit Andrew Black, Demanderesse; vs le dit Andrew Black, chauffeur, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur, le vingt-sept janvier 1915.

CASGRAIN, MITCHELL, HOLT,
McDOUGALL, CREELMAN
& STAIRS,
Procureurs de la Demanderesse.
Montréal, 2 mars 1915. 1377—10-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Richelieu.
No 5782.

Dame Léona Valois de la cité de Sorel, district de Richelieu, épouse commune en biens de Philippe Léveillé, journalier, de la paroisse de Saint-Aimé, dit district, dûment autorisée, a, ce jour, pris une action en séparation de corps et de biens contre son dit mari.

F. LEFEBVRE,
Procureur de la demanderesse.
Sorel, 18 février 1915. 1243—9-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 1127.

Dame Francis Palfrey, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Charles T. Hooper, du même lieu,
Requérante;

vs

Le dit Charles T. Hooper, du même lieu,
Défendeur.

Une action en séparation de biens contre le dit défendeur a été institué dans cette cause, le 8 février 1915.

S. GERALD TRITT,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 18 février 1915. 1191—9-5

Cour supérieure.—No 5031.—Province de Québec.—District de Montréal.—Corsinie Dupras, de la cité et du district de Montréal, épouse de Zoel Martel, entrepreneur du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs le dit Zoel Martel, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, ce jour.

G. EMILE DEPOCAS,
Procureur de la demanderesse.
Montréal, 8 mars 1915. 1497—11-5

Superior Court. No. 201. Province of Quebec. District of Saint Francis. Dame Delphine Potvin, of the town of Bromptonville, in the district of Saint Francis, wife common as to property of Joseph Arthur Lapierre, hotel-keeper, of the same place, Plaintiff; vs Joseph Arthur Lapierre, of the same place, said district, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause, on the eighteenth day of February, 1915.

O'BREADY & PANNETON,
Attorneys for Plaintiff.
Sherbrooke, 22nd February, 1915. 1320—10-5

7 B. Superior Court, Montreal. Province of Quebec, District of Montreal. No. 195. Dame Lilian Gertrude Hill, of the city and district of Montreal, wife of Andrew Black, chauffeur, of the same place, the said Dame Lilian Gertrude Hill duly authorized by judgment of this honorable court, rendered on the 25th of January, 1915, to institute an action in separation from bed and board from the said Andrew Black, Plaintiff; vs the said Andrew Black, chauffeur, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action in separation from bed and board has been instituted by the plaintiff against the Defendant, on the 27th of January, 1915.

CASGRAIN, MITCHELL, HOLT,
McDOUGALL, CREELMAN
& STAIRS,
Attorneys for Plaintiff.
Montreal, 2nd March, 1915. 1378—10-5

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Richelieu.
No. 5782.

Dame Léona Valois of the city of Sorel, district of Richelieu, wife common as to property of Philippe Léveillé, laborer, of the parish of Saint Aimé, said district, duly authorized, has, this day taken an action for separation as to property and from bed and board against her said husband.

F. LEFEBVRE,
Attorney for plaintiff.
Sorel, 18th February, 1915. 1244—9-5

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 1127.

Dame Francis Palfrey, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Charles T. Hooper, of the same place,
Petitioner;

vs

The said Charles T. Hooper, of the same place,
Respondent.

An action for separation as to property against the defendant has been instituted in the above case, on the 8th of February, 1915.

S. GERALD TRITT,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 18th February, 1915. 1192—9-5

Superior Court.—No. 5031.—Province of Quebec.—District of Montreal.—De. Corsinie Dupras, of the city of Montreal, said district, wife of Zoel Martel, contractor, of the same place, duly authorized to ester en justice, Plaintiff; vs the said Zoel Martel, Defendant.

An action for separation as property has been instituted this day,

G. EMILE DEPOCAS,
Attorney for Plaintiff.
Montreal, 8th March, 1915. 1498—11-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 3805.

Dame Florida Lauzon, des cité et district de Montréal, épouse de Ferdinand Paquette, du même lieu, et dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, Demanderesse; vs Ferdinand Paquette, plombier, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée par la demanderesse contre le défendeur le 2ème jour de février 1915.

GONZALVE DESAULNIERS,
Procureur de la demanderesse.

Montréal, 16 février 1915. 1107—8-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Saint-François.

Dame Alice Desrosiers, épouse de George Auger, commerçant, de la cité de Sherbrooke, dûment autorisée, vs le dit George Auger, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée contre le défendeur.

J. H. LEMAY,
Procureur de la Demanderesse.

Sherbrooke, 10 janvier 1915. 1211—9-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

Dame Emilia Lemire, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Wilfrid Labrie, marchand, du même lieu, la dite Dame Emilia Lemire, dûment autorisée à ester en justice aux fins des présentes, Demanderesse;

vs

Wilfrid Labrie, marchand, des cité et district de Montréal, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée, ce jour, par la demanderesse, contre le défendeur.

CAMILLE TESSIER,
Avocat de la demanderesse.

Montréal, 11 février 1915. 1071

Cour Supérieure. Province de Québec. District de Montréal. No 583. Dame Irène Gibault de Montréal district de Montréal, épouse commune en biens de Basile Malo, dûment autorisée à ester en justice, Demanderesse; vs Basile Malo des mêmes lieux, Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée dans cette cause le 23ème jour de février 1915.

TRUDEAU & GUERIN,
Procureurs de la demanderesse.

Montréal, 24 février 1915. 1417—10-5

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 5343.

Avis est par les présentes donné que Dame Eva Tresser, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Isaac Samuel Wagner, marchand, du même lieu, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour, poursuivi son mari en séparation de biens.

R. G. DELORIMIER, C. R.,
Avocat de la demanderesse

Montréal, 13 février 1915. 1149—8-5

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 3805.

Dame Florida Lauzon, of the city and district of Montreal, wife of Ferdinand Paquette, of the same place, duly authorized to *ester en justice*, for the purpose of the presents, Plaintiff; vs Ferdinand Paquette, plumber of the city and district of Montreal, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant, on the 2nd day of February, 1915.

GONZALVE DESAULNIERS,
Attorney for Plaintiff.

Montreal, 16th February, 1915. 1108—8-5

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Saint Francis.

Dame Alice Desrosiers, wife of George Auger, trader, of the city of Sherbrooke, duly authorized, vs the said George Auger, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted against the Defendant.

J. H. LEMAY,
Attorney for the Plaintiff.

Sherbrooke, 10th January, 1915. 1212—9-5

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

Dame Emilia Lemire, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Wilfrid Labrie, merchant, of the same place, the said Dame Emilia Lemire, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff;

vs

Wilfrid Labrie, merchant, of the city and district of Montreal, Defendant.

An action in separation as to property has been instituted, this day, by the plaintiff, against the defendant.

CAMILLE TESSIER,
Attorney for the plaintiff.

Montreal, 11th February, 1915. 1072

Superior Court. Province of Quebec. District of Montreal. No 583. Dame Irène Gibault of the city and district of Montreal wife of Basile Malo merchant of the same place, duly authorized, Plaintiff; vs Basile Malo of the same place, Defendant.

An action as separation as to property has been instituted in this case the twenty third day of February, 1915.

TRUDEAU & GUERIN,
Attorneys for plaintiff.

Montreal, 24th February, 1915. 1418—10-5

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 5343.

Notice is hereby given that Dame Eva Tresser, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Isaac Samuel Wagner, of the same place, merchant, duly authorized to *ester en justice*, has, this day, sued her husband for separation as to property.

R. G. DELORIMIER, K. C.,
Attorney for plaintiff.

Montreal, 13th February, 1915. 1150—8-5

Cour Supérieure. District de Saint-François.
No 213. Dame Armida Langlois, épouse commune en biens de Zacharie Gosselin, charretier, de la ville de East Angus, dit district, dûment autorisée à ester en justice, a, ce jour intenté une action en séparation de biens contre son mari.

LIONEL FOREST,
Procureur de la demanderesse.
Sherbrooke, 23 février 1915. 1255—9-5

Cour Supérieure.
Province de Québec,
District des Trois-Rivières.
No 469.

Dame Marie Arseneault, de la ville de Shawinigan Falls, épouse commune en biens de William Nicol du même lieu, dûment autorisée à ester en justice,
Demanderesse;

vs
Le dit William Nicol, du même lieu,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause ce jour.

DESY & LANGLOIS,
Procureurs de la demanderesse.
Trois-Rivières, 16 février, 1915. 1125—8-5

Cour Supérieure.
Province de Québec,
District d'Iberville.
No 80.

Dame Marie-Louise Riel, épouse commune en biens de Napoléon Beaudin, mouleur du village de Saint-Rémi, dans le district d'Iberville, et dûment autorisée par cette cour à ester en justice,
Demanderesse;

vs
Napoléon Beaudin mouleur du même lieu,
Défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le douzième jour de février, 1915.

PELLETIER, LETOURNEAU,
BEAULIEU & MERCIER,
Avocats de la demanderesse.
Saint-Jean d'Iberville, 17 février 1915.
1147—8-5

Avis de Faillites

Cour Supérieure.
Province de Québec,
District de Montréal,
No 73.

Dans l'affaire de G. Zudick *et al.*,
Insolvables.

Avis est par le présent donné que le 12 mars 1915, par une ordonnance de la cour, le sous-signé a été nommé curateur aux biens de G. Zudick & J. Shpretzer, qui ont fait un abandon judiciaire de leurs biens pour le bénéfice de leurs créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau dans les trente jours du présent avis.

PAUL J. VALENTINE,
Curateur.
Bureau de Girouard & Valentine,
225 Saint-Jacques.
Montréal, 13 mars 1915. 1639

Superior Court. District of Saint Francis. No. 213. Dame Armida Langlois, wife common as to property of Zacharie Gosselin, of the town of East Angus, said district, duly authorized to *ester en justice*, has, this day, instituted an action as to property against her said husband.

LIONEL FOREST,
Attorney for Plaintiff.
Sherbrooke, 23rd February, 1915 1256—9-5

Superior Court.
Province of Quebec,
District of Three Rivers.
No. 469.

Dame Marie Arseneault, wife common as to property of William Nicol of the town of Shawinigan Falls and duly authorized to *ester en justice*,
Plaintiff;

vs
The said William Nicol, Defendant.
An action for separation as to property has been instituted on this case on the 6th of February, 1915.

DESY & LANGLOIS,
Attorneys for plaintiff.
Three Rivers, 16th February, 1915.
1126—8-5

Superior Court.
Province of Quebec.
District of Iberville.
No. 80.

Dame Marie-Louise Riel, wife common as to property of Napoléon Beaudin, moulder of the village of Saint Remi, in the district of Iberville, and duly authorized to *ester en justice*,
Plaintiff;

vs
Napoléon Beaudin, moulder of the same place,
Defendant.

An action for separation of property has been instituted in this case the twelfth day of February, 1915.

PELLETIER, LETOURNEAU,
BEAULIEU & MERCIER,
Attorneys for plaintiff.
Saint Jean d'Iberville, 17th February, 1915.
1148—8-5

Bankrupt Notices

Superior Court.
Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 73.

In the matter of G. Zudick *et al.*,
Insolvents.

Notice is hereby given that on the twelve of March, 1915, by an order of the court, the undersigned was appointed curator to the estate of the insolvents Gerson Zudick & J. Shpretzer, who have made a judicial abandonment of their assets for the benefit of their creditors.

Sworn claims must be filed at my office within thirty days from this notice.

PAUL J. VALENTINE,
Curator.
Office of Girouard & Valentine,
225 Saint James Street.
Montreal, 13th March, 1915. 1640

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

The Hart Manufacturing Co., corps politique
et incorporé, dûment constitué en corporation,
et ayant son bureau chef et sa principale place
d'affaires dans la cité de Montréal,

Demanderesse;

vs

Dame Céline Rambert dit Saint Martin, épouse
séparée de biens de Pierre Edouard Plante,
faisant affaires seule dans la cité de Montréal,
sous les noms et raison sociale de P. E. Plante,
et le dit Pierre E. Plante, pour autoriser sa
dite épouse aux fins des présentes;

Défenderesse.

AVIS

En vertu d'un jugement de la Cour supérieure
rendu le quinzième jour de février 1915, j'ai été
nommé curateur à la succession insolvable de
Dame Céline Rambert dit Saint-Martin, épouse
séparée de biens de Pierre Edouard Plante,
faisant affaires seule dans la cité de Montréal,
sous la raison sociale de P. E. Plante, et je donne
cet avis conformément à l'article 872 du code
de procédure civile.

A. BELASCO,
Curateur.
1653

Montréal, 12 mars 1915.

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 143.

In re Abraham Frohlich, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné que le susdit
failli a, ce neuvième jour de mars 1915, fait une
cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice
de ses créanciers au bureau du protonotaire de
la Cour supérieure de Montréal.

J. G. DUHAMEL,
Gardien provisoire.

Bureau de
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 92, Notre-Dame Est,
Chambres 25 et 26 Edifice "La Sauvegarde".
Montréal, 13 mars 1915. 1635

District de Québec.

Dans l'affaire de La Succession feu Georges Mar-
chand, Fabricant de Bouilloires, Québec,
Insolvable.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un
ordre de la cour en date du 11ème jour de Mars
1915 nous avons été nommés curateurs conjoints
aux biens de cette succession.

Toutes personnes ayant des réclamations
contre cette succession sont requises de les pro-
duire devant nous dans les trente jours de cette
date.

BEDARD & BELANGER,
Curateurs conjoints.

Bureau: 101 Rue Saint-Pierre.
Québec, le 12 Mars, 1915. 1609

District de Québec.

Oscar Masson, Horloger et Bijoutier, de Qué-
bec, a le 13ème jour de Mars 1915, fait cession
judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses
créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour
supérieure du district de Québec, conformément
à la loi.

BEDARD & BELANGER,
Gardiens provisoires.

Bureau: 101 Rue Saint-Pierre.
Québec, 15 mars 1915. 1655

Superior Court.

Province of Québec,
District of Montreal.

The Hart Manufacturing Co., a body politic
and corporate, duly incorporated, and having
its head office and principal place of business
in the city of Montreal, Plaintiff;

vs

Dame Celina Rambert dit Saint Martin, wife
separate as to property of Pierre Edouard
Plante, doing business at the city of Montreal,
alone under the name and firm of P. E. Plante,
and the said Pierre E. Plante to authorize
his said wife for the purposes of these presents,
Defendant.

NOTICE

By judgment of the Superior Court rendered
on the 15th day of February, 1915, I was
appointed curator to the insolvent estate of Dame
Celina Rambert dit Saint Martin wife separate
as to property of Pierre Edouard Plante, doing
business alone at the city of Montreal, under
the firm name of P. E. Plante, and I give this
notice in virtue of Article 872 of the Code of Civil
Procedure.

A. BELASCO,
Curator.
1654

Montreal, 12th March, 1915.

Superior Court.

Province of Québec,
District of Montreal,
No. 143.

In re Abraham Frohlich, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that the above named
insolvent has this 9th day of March 1915, made
a judicial abandonment of his property for the
benefit of his creditors at the office of the pro-
thonotary of the Superior Court of Montreal.

J. G. DUHAMEL,
Provisional Guardian.

Office of
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No. 92 Notre Dame Street, East,
Rooms 25 and 26, "La Sauvegarde" Bldg.
Montreal, 13th March, 1915. 1336

District of Quebec.

In the matter of The Estate of late Georges Mar-
chand, Boiler Maker, Quebec,
Insolvent.

Notice is hereby given that according to an
order of the court dated the 11th of March 1915,
we have been appointed joint curators to this
estate.

All parties having claims against this estate
are requested to file them with us within thirty
days from this date.

BEDARD & BELANGER,
Joint Curators.

Office 101 Saint Peter Street.
Quebec, 12th March, 1915. 1610

District of Quebec.

Oscar Masson, Jeweller of Quebec, has on the
13th day of March, 1915, made a judicial assign-
ment of his property for the benefit of his credi-
tors, at the Prothonotary's office of the Superior
Court for the district of Quebec, according to
law.

BEDARD & BELANGER,
Provisional Guardians.

Office: 101 Saint-Peter Street.
Quebec, 15th March, 1915. 1656

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 128.

In re Osias Morin, Montréal, Failli.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour supérieure, rendu ce dixième jour de mars 1915, le soussigné a été nommé curateur aux biens du susdit failli.

Les réclamations assermentées doivent être produites à mon bureau dans trente jours de cette date.

J. G. DUHAMEL,
Curateur.

Bureau de
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 92, Notre-Dame Est,
Chambres 25 et 26 Edifice "La Sauvegarde".
Montréal, 12 mars 1915. 1633

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 146.

In re Joseph Rémi Dion, (Dion Hardware & Furniture Co.), Saint-Lambert, Insolvable.

Avis est donné que le 11 mars 1915, le dit insolvable a déposé son bilan au greffe de la Cour supérieure du district de Montréal, tel que pourvu par la loi.

VINET & DUFRESNE,
Sub-Gardiens provisoires.

99, rue Saint Jacques, Montréal.
Montréal, 20 mars 1915. 1607

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 125.

Dans l'affaire de J. Vitalien Bélanger,
Insolvable.

Avis est par le présent donné que le 16ième jour de mars 1915, par une ordonnance de la Cour, les soussignés ont été nommés curateurs aux biens du dit insolvable, qui a fait un abandon judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être produites à notre bureau dans les trente jours du présent avis.

GIROUARD & VALENTINE,
Curateurs.

Bureau: 225, Saint-Jacques..
Montréal, 16 mars 1915. 1695

Dans la Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Montréal,
No 251.

Dans l'affaire de "Unity Building, Limited",
En liquidation.

Conformément à un ordre de la Cour Supérieure, Montréal, avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, les dividendes étant payables au bureau du liquidateur dans la cité de Montréal, numéro civique 142, rue Notre-Dame ouest, le ou après le septième jour d'avril 1915.

Toutes contestations du dit bordereau de dividende doivent être dûment produites avant la date susdite.

MONTREAL TRUST COMPANY,
Liquidateur.

Montréal, 16 mars 1915. 1685

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 128.

In re Osias Morin, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that by a judgment of the Superior Court rendered this 10th day of March, 1915, the undersigned has been appointed curator of the above named insolvent.

Sworn claims must be filed at my office within thirty days from date.

J. G. DUHAMEL,
Curator.

Office of
Duhamel, Jenkinson & Beaulieu,
No 92 Notre Dame Street East.
Rooms 25 and 26, "La Sauvegarde".
Montreal, 12th March, 1915. 1634

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No 146.

In re Joseph Rémi Dion, (Dion Hardware & Furniture Co.), Saint Lambert, Insolvent.

Notice is hereby given that on the 11th March, 1915, the said insolvent, has filed his statement in the Prothonotary's office of the district of Montreal, as provided by law.

VINET & DUFRESNE,
Sub-Provisional Guardians.

99 Saint James Street, Montreal.
Montreal, 20th March, 1915. 1608

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In the matter of J. Vitalien Bélanger,
Insolvent.

Notice is hereby given that on the 16th of March, 1915, by an order of the Court, the undersigned, were appointed Curators to the estate of the above insolvent, who has made a judicial abandonment of his property and assets for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed at our office within thirty days from date of this notice..

GIROUARD & VALENTINE,
Curators.

Office: 225, Saint James street,
Montreal, 16th March, 1915. 1696

In the Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 251.

In the matter of Unity Building, Limited,
In liquidation.

Pursuant to the order of the Superior Court, Montreal, notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter, the dividends to be payable at the office of the liquidator in the city of Montreal, civic No. 142, Notre Dame street west, on or after the 7th day of April, 1915.

Any contestation of the said dividend sheet must be duly filed before the above date.

MONTREAL TRUST COMPANY,
Liquidator.

Montreal, 16th March, 1915. 1686

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier dividende a été préparé de nouveau dans l'affaire de Madame D. Labbé, de Thetford Mines, et sera sujet à objection d'ici au 3 avril 1915.

LEFAIVRE & GAGNON,
Curateurs conjoints.
1629

Québec, 12 mars 1915.

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Saint-François,
In re Oscar Darche, Sherbrooke, Qué.,
Insolvable.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera ouvert à objection jusqu'au 15 avril 1915, après laquelle date les dividendes seront payables à notre bureau.

ALLAIRE & LEBLANC,
Curateurs.

Bureau: 87, rue Wellington.
Sherbrooke, Qué.

1691

In re Napoléon Daoust, commerçant, Fasset, P. Q.

Avis est par le présent donné que le dit Napoléon Daoust a fait, ce jour, cession volontaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers.

Les réclamations assermentées doivent être envoyées au soussigné aussitôt que possible.

J. E. COUTURE,
Cessionnaire.

Hull, 13 mars 1915.

1693

En liquidation

Province de Québec,
District d'Arthabaska.

In re "The Victoriaville Bedding Company, Limited",
En liquidation.

Avis est par le présent donné que Joseph E. Alain, gérant de manufacture, Alphonse G. Létourneau, commerçant, et Alfred Paradis, ingénieur civil, tous trois de Victoriaville, ont été nommés liquidateurs de la compagnie en liquidation par un jugement du 6 mars 1915.

Les créanciers de la dite compagnie en liquidation doivent produire leur réclamation entre les mains des soussignés, au bureau de la dite compagnie, à Victoriaville, dans les trente jours de la publication du présent avis, tel que fixé par ordonnance en date du 10 mars courant.

J. E. ALAIN,
A. G. LETOURNEAU,
ALFRED PARADIS,
Liquidateurs conjoints.

Daté ce 11 mars 1915.

1631

Dans l'affaire de "Parkers Ltd.",

En liquidation.

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un jugement rendu par la Cour supérieure, le douzième jour de mars 1915, le soussigné Gordon W. Scott, comptable licencié, de la cité de Montréal, a été nommé liquidateur en cette affaire.

Toutes les personnes ayant des réclamations contre la susdite compagnie en liquidation sont averties de les produire, conformément à la loi, à mon bureau dans un délai de trente jours.

GORDON W. SCOTT,
Liquidateur.

"Parkers Ltd.", en liquidation.

Bureau de P. S. Ross & Sons,
142, Notre-Dame ouest, Montréal.

1627

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been amended and prepared anew in the matter of Dame D. Labbe, of Thetford Mines, which will be open to objection until the 3rd April, 1915.

LEFAIVRE & GAGNON,
Joint Curators.
1630

Quebec, 12th March, 1915.

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Saint Francis.
In re Oscar Darche, Sherbrooke, Que.

Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be opened to objection until 15th April, 1915, after which date this dividend will be paid at our office.

ALLAIRE & LEBLANC,
Curators.

Office: 87, Wellington street.
Sherbrooke, Que.

1692

In re Napoléon Daoust, merchant, Fasset, P. Q.

Notice is hereby given that said Napoléon Daoust has made, to-day, abandonment of property for the benefit of his creditors.

Sworn claims must be filed with the undersigned at soon as possible.

J. E. COUTURE,
Assignee.

Hull, 13th March, 1915.

1694

In Liquidation

Province of Quebec,
District of Arthabaska.

In re "The Victoriaville Bedding Company Limited",
In Liquidation.

Notice is hereby given that Joseph E. Alain, manufactory manager, Alphonse G. Létourneau, trader, and Alfred Paradis, civil engineer, all three of Victoriaville, have been appointed liquidators of the above company in liquidation, by a judgment of the 6th March, 1915.

All creditors of the said company in liquidation must file their claims with the undersigned at the office of the said company, at Victoriaville, within thirty days from the publication of the present notice, as fixed by an order of the court bearing date the 10th March, 1915.

J. E. ALAIN,
A. G. LETOURNEAU,
ALFRED PARADIS,
Joint Liquidators.

Dated, the 11th March, 1915.

1632

In the matter of Parkers Ltd.,

In Liquidation.

Notice is hereby given that by a judgment rendered by the Superior Court, on the 12th day of March, 1915, the undersigned Gordon W. Scott, chartered accountant, of the city of Montreal, was appointed liquidator in this matter.

All parties having claims against the above are notified to file them according to law at my office within a delay of thirty days.

GORDON W. SCOTT,
Liquidator.

Parkers Ltd, in liquidation.

Office of P. S. Ross & Sons,
142, Notre Dame street west, Montreal. 1628

District de Saint-Hyacinthe.

Dans l'affaire de "Columbia Creamery Co., Ltd." en liquidation volontaire.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au 27 mars 1915.

Ce dividende sera payable à mon bureau le ou après le 29 mars 1915.

L. E. POTVIN,
Curateur.

Bureau: 150½, Girouard.
Saint-Hyacinthe, 9 mars 1915. 1593—11-2

EN VERTU DE LA LOI DES LIQUIDATIONS
Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.

In re "Cambridge Corporation, Limited, En liquidation, Montréal, Que.

Avis est par le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et s'il n'y a pas d'opposition nous procéderons au paiement de tel dividende le quinzième jour d'avril 1915.

WRIGHT & KINGAN,
Liquidateurs.

Bureau de Wright & Kingan,
711-13, Edifice "Transportation",
Montréal, 10 mars 1915. 1581—11-2

Vente pour taxes municipales

PROVINCE DE QUEBEC

DISTRICT DE SAINT-FRANCOIS

AVIS PUBLIC

Est par les présentes donné que MERCREDI, le VINGT-QUATRIEME jour de MARS courant, à DIX heures de l'avant-midi, au bureau du soussigné la propriété suivante sera vendue pour les taxes et adjugée au plus haut et dernier enchérisseur.

La propriété de Georges Bourget, située dans la ville de Coaticook, sur la rue Thornton, connue et désignée sous les lots numéros 1634, 1640, 1641, 1642, et 1643, sur les plan et livre de renvoi officiels pour ladite ville de Coaticook.

M. R. CHARTIER,
Secrétaire-trésorier.

Bureau du conseil municipal.
Coaticook, 5 mars 1915. 1467—11-2

Avis

"FLEURY, FURNITURE, COMPANY".

Avis est par le présent donné que, le bureau chef de cette compagnie, est situé au No. 518, de la rue Rachel est, en la cité de Montréal, province de Québec.

Donné, à Montréal, ce 12ième jour de mars 1915.

ERNEST CHARETTE,
Secrétaire.

1641

District of Saint Hyacinthe

In the matter of "Columbia Creamery Co. Ltd", In liquidation.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter and will be open to objection until 27th March, 1915.

This dividend will be payable at my office on or after 29th March, 1915.

L. E. POTVIN,
Curator.

Office: 150½, Girouard.
Saint Hyacinthe, 9th March, 1915. 1594—11-2

UNDER THE WINDING UP ACT
Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.

In re Cambridge Corporation Limited, In liquidation, Montreal, Que.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared in this matter and should there be no opposition, we will on the 15th day of April 1915, proceed to pay such dividend.

WRIGHT & KINGAN,
Liquidators.

Office of Wright & Kingan,
711-13, Transportation Bldg.
Montreal, 10th March, 1915. 1582—11-2

Sale for Municipal Taxes

PROVINCE DE QUEBEC

DISTRICT OF SAINT FRANCIS

PUBLIC NOTICE

Is hereby given that on WEDNESDAY, the TWENTY FOURTH day of MARCH instant, at TEN A. M., at the office of the undersigned the following property will be sold by auction and adjudged to the last and highest bidder, for non-payment of assessments thereon, viz:

Property of George Bourget situated in the town of Coaticook, on Thornton, St., and known as lots numbers 1634, 1640, 1641, 1642 and 1643, on the cadastral plan and book of reference for said town of Coaticook.

M. R. CHARTIER,
Secretary-treasurer.

Office of the municipal council.
Coaticook, 5th March, 1915. 1468—11-2

Notice

"FLEURY, FURNITURE, COMPANY"

Notice is hereby given that the head-office of this company, is situate at No. 518, east Rachel street, in the city of Montreal, Province of Quebec

Given, at Montreal, this 12th day of March, 1915.

ERNEST CHARETTE,
Secretary.

1642

Avis est par le présent donné que le siège principal d'affaires du Syndicat National des Capitaines de Bâteaux à Vapeur, Société de Secours Mutuels, ci-devant dans la cité de Montréal, a été changé conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 6922 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et fixé dans la cité de Sorel, en vertu d'un ordre en conseil approuvé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, à la date du sixième jour de mars, mil neuf cent quinze.

Donné conformément aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 6922 des S. R. Q., 1909, ce 11ième jour de mars, mil neuf cent quinze.

CAPT. E. LABELLE,
Président.

JOSEPH LACOUTURE,
Secrétaire.

Le Syndicat National des Capitaines de Bâteaux à vapeur, Société de Secours Mutuels.

1625

Ordre de Cour

Canada. Province de Québec. District de Saint François. Cour de Circuit. No 384, le douzième jour de mars, mil neuf cent quinze. Devant M. le juge Hutchison: Alphonse Milette, de la ville de Windsor Mills, dans le district de Saint-François, commerçant, Demandeur; vs Achille Maheux, de la ville de Windsor Mills, dans le district de Saint-François, Défendeur, et Filias Milette, de la ville de Windsor Mills, dans le district de Saint-François, encanteur, tiers-saisi, et Antoine Demers, de la ville de Windsor Mills, dans le district de Saint-François, commerçant, Intervenant.

Il est ordonné aux créanciers du dit défendeur en cette cause de produire leurs réclamations contre lui, au bureau du greffier de la Cour de circuit, dans la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, sous quinze jours de la date de la première insertion du présent ordre dans la "Gazette officielle".

(Signé) G. L. de LOTTINVILLE,

G. C. C.

(Signé) J. NICOL,

1637—12-2 Procureur de l'Intervenant.

Ventes par le Shérif—Arthabaska

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } THE WARWICK
No 148. } CLOTHING CO",
de Warwick, In Liquidation; contre feu ETIENNE CANTIN, Réclamant et Paul J. Valentine et al; Liquidateurs-Conjoints.

Comme appartenant au Réclamant:

Un terrain d'environ deux arpents en superficie, plus ou moins, faisant partie de l'immeuble connu et désigné au cadastre officiel du canton de Warwick, sous le numéro deux cent douze (P. 212) de forme irrégulière, compris dans les bornes suivantes; au nord-ouest au chemin public, au nord-est au No 207 et partie à la rivière aux Pins,

Notice is hereby given that the head office of the "Syndicat National des Capitaines de Bâteaux à Vapeur, Société de Secours Mutuels", heretofore of the city of Montreal, has been changed, pursuant to the provisions of paragraph 2 of article 6922 of the Revised Statutes, of the Province of Quebec, 1909, and established in the city of Sorel, in virtue of an order in council approved by the Lieutenant Governor, of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of March, one thousand nine hundred and fifteen.

Given pursuant to the provisions of paragraph 3 of article 6922, R. S. P. Q., 1909, this 11th day of March, one thousand nine hundred and fifteen.

CAPT. E. LABELLE,
President.

JOSEPH LACOUTURE,

Secretary,

"Le Syndicat des Capitaines de Bâteaux à Vapeur, Société de Secours Mutuels".

1626

Order of the Court

Canada. Province of Quebec. District of Saint Francis. Circuit Court. No. 384. The twelfth day of March, one thousand nine hundred and fifteen. Before Mr. Justice Hutchison: Alphonse Milette, of the town of Windsor Mills, in the district of Saint Francis, trader, Plaintiff; vs Achille Maheux, of the town of Windsor Mills in the district of Saint Francis, Defendant, and Filias Milette, of the town of Windsor Mills, in the district of Saint Francis, auctioneer, garnishee, and Antoine Demers, of the town of Windsor Mills, in the district of Saint Francis, trader, Intervenant.

It is ordered that the creditors of the said defendant file their claims against him in the office of the clerk of the Circuit Court, at the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, in this cause, within fifteen days from the date of the first insertion in the "Official Gazette", of the present order.

(Signed) G. L. de LOTTINVILLE,

G. C. C.

(Signed) J. NICOL,

1638—12-2 Attorney for Intervenant.

Sheriff's Sales—Arthabaska

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } THE WARWICK
No. 148. } CLOTHING CO",
of Warwick, In Liquidation; against the late ETIENNE CANTIN, Claimant and Paul J. Valentine et al; Joint-Liquidators:

As belonging to claimant:

A piece of land of about two arpents and a half in superficies, more or less, being part of immoveable known and described on the official cadastre for the township of Warwick, under number two hundred and twelve (P. 212) of irregular form, comprised in the following boundaries: north westerly by the highway, north easterly by

au sud-est à la dite rivière et au sud-ouest à partir du chemin public à environ six cents pieds d'un puits, qui existe actuellement et ensuite suivant les sinuosités d'une petite coulée jusqu'à la dite rivière—et les bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Médard de Warwick, le VINGT-TROISIEME jour d'AVRIL prochain, 1915 à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, ce 16 mars 1915. 1700—12-2
[Première publication, 20 mars 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska

Arthabaska, à savoir: } **DAME MARIE ADELE LUPIEN**
No 237. }
Demanderesse; contre **JOSEPH PARADIS**,
Défendeur et Méthot & Girouard, Procureurs-Distrayants.

Une maison appartenant au défendeur, sise et située en la ville de Victoriaville, sur la rue Saint-Jean-Baptiste et construite sur les lots cadastraux numéros cent quatre-vingt-six et deux cent cinquante-trois (Nos 186 et 253) et tous les droits pour impenses et améliorations desdits immeubles ou la plus value donnée aux dits immeubles par le défendeur et ses auteurs dans et sur les dits immeubles Nos 186 et 253 jusqu'à date, le tout conformément à un jugement rendu par la Cour supérieure, à Arthabaska, le septième jour de décembre 1914.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Victoire d'Arthabaska, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL prochain à DIX heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 16 mars 1915. 1711—12-2
[Première publication, 20 mars 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } **THE QUEBEC BANK**, Deman-
No 326. }
deresse; contre **CHARLES CHAINÉ et al**,
Défendeurs.

Comme appartenant au défendeur Chs Chainé:
Une certaine étendue de terrain de quarante-cinq pieds de front sur cinquante pieds de profondeur, formant partie du lot trois cent vingt-deux (322), du cadastre officiel du canton d'Irlande, étant la moitié nord-est de la subdivision soixante-dix-sept (77) du dit lot—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. A la charge de la rente foncière dont est grevé le dit terrain ainsi qu'à la réserve des mines; sujet aussi à toutes les clauses, réserves, obligations, restrictions et conditions en faveur de qui de droit et mentionnées au bail emphytéotique du dit terrain consenti par Kings' Asbestos à Henry Cryan, le 18 juin 1907, par acte devant A. O. Vachon, notaire.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Saint-Désiré du Lac Noir, en vertu d'une autorisation de la Cour supérieure, quoique cette paroisse n'est pas érigée civilement, le VINGT-QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, 1915, à NEUF heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Shérif.
Arthabaska, 17 mars 1915. 1761—12-2
[Première publication, 20 mars 1915.]

No. 207 and partly by Rivière aux Pins, south easterly by said river and south westerly starting from highway at about six hundred feet from a pit, which is actually existing and thence following the edge of a small creek to the said river,—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door at Saint Médard de Warwick, on the TWENTY THIRD day of APRIL next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 16th March, 1915. 1710—12-2
[First published, 20th March, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Arthabaska

Arthabaska, to wit: } **DAME MARIE ADELE LUPIEN**, Plain-
No 237. }
tiff; against **JOSEPH PARADIS**, Defendant, and
Méthot & Girouard, Distracting-Attorneys.

A dwelling house, belonging to defendant, situate in the town of Victoriaville, on Saint Jean Baptiste street and erected on cadastral lots numbers one hundred and eighty six and two hundred and fifty three (Nos. 186 and 253) and all and every the rights for improvements and betterments of said immoveables or the higher value given to said immoveables by the defendant and others on and into the said immoveables Nos. 186 and 253 up to date, the whole in conformity to a judgment rendered by the Superior Court, at Arthabaska, on the seventh day of December, 1914.

To be sold at the parochial church door of Sainte Victoire of Arthabaska, on the TWENTY SECOND day of APRIL next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 16th March, 1915. 1712—12-2
[First published, 20th March, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } **THE QUEBEC BANK**, Plaintiff;
No. 326. }
against **CHS. CHAINÉ et al**, Defendants.

As belonging to defendant Charles Chainé:
A certain length of land of forty-five feet in front by fifty feet in depth, forming part of lot three hundred and twenty two (322) of official cadastre for the township of Ireland, being the north east half of the subdivision seventy seven (77) of said lot—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to payment of land rent on said land and reserves of mines; subject also to all the clauses, reserves, obligations, restrictions and conditions in favor as of right as mentioned in the *bail emphytéotique* of said immovable consent by Kings' Asbestos to Henry Cryan, on the 18th June, 1907, by deed before A. O. Vachon, notary.

To be sold at the parochial church door of Saint Désiré of Black Lake, sale authorized by Superior Court, parish not being civilly erected, on the TWENTY FOURTH day of APRIL next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, this 17th March, 1915. 1762—12-2
[First published, 20th March, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } **THE QUEBEC**
No 327. } **BANK, Deman-**
deresse; contre **ELIE IMBEAULT et al., Défende-**
urs:

Comme appartenant au défendeur Elie Imbeault:

Le lot trois cent vingt-deux (322) du cadastre officiel du canton d'Irlande, étant la subdivision cent soixante-dix-neuf (179) du dit lot—avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances. A la charge de la rente foncière dont est grevé le dit terrain ainsi qu'à la réserve des mines; sujet aussi à toutes les clauses, réserves, obligations, restrictions et conditions en faveur de qui de droit et mentionnées au bail emphytéotique du dit terrain consenti par l'American Asbestos Company, Limited, à S. Provencher, le 14 octobre 1907, par acte devant V. J. Morisset, notaire.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Saint-Désiré du Lac Noir, autorisation ayant été donnée par la Cour supérieure, quique cette paroisse n'est pas érigée civilement, le VINGT-QUATRIEME jour d'AVRIL prochain 1915, à NEUF heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Sheriff's office,
Arthabaska, 17 mars 1915. 1763—12-2
[Première publication, 20 mars 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } **LA BANQUE DE**
No 328. } **QUEBEC, Deman-**
deresse; contre **HENRY CLEARIHUE ET**
AL., Défendeurs.

Le lot numéro cent quatre-vingt-trois (183) de la subdivision du lot cadastral numéro trois cent vingt-deux (322) du canton d'Irlande, comté de Mégantic,—avec les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances. A la charge de la rente foncière dont est grevé le dit terrain ainsi qu'à la réserve des mines; sujet aussi à toutes les clauses, réserves, obligations, restrictions et conditions en faveur de qui de droit et mentionnées au bail emphytéotique du dit terrain consenti par l'American Asbestos Company, Limited, à A. Gagné, le 3 février 1908, par acte devant V. J. Morisset, notaire.

Pour être vendu par permission de la Cour supérieure, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Désiré du Lac Noir, quoique paroisse non-érigée civilement, le VINGT-QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, 1915, à NEUF heures de l'avant-midi.

P. L. TOUSIGNANT,

Bureau du shérif, Sheriff's office,
Arthabaska, 17 mars 1915. 1765—12-2
[Première publication, 20 mars 1915.]

Ventes par le Shérif—Bedford

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Bedford.

Bedford, à savoir: } **DAVID A. MANSON,**
No 7935. } **Demandeur; contre**
MALCOLM H. WHITE, Défendeur.

Pris en exécution comme appartenant au dit défendeur:

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } **THE QUEBEC**
No. 327. } **BANK, Plaintiff;**
against **ELIE IMBEAULT et al., Defendants.**

As belonging to defendant Elie Imbeault:

Lot number three hundred and twenty two (322) of official cadastre for the township of Ireland, being the subdivision one hundred and seventy nine (179) of said lot,—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to payment of land rent and reserve of mines; subject also to all the clauses, reserves, obligations, restrictions and conditions in favor as of right mentioned in the *bail emphytéotique* of said immoveable by The American Asbestos Company, Limited, to S. Provencher, on the 14th October, 1907, by deed before V. J. Morisset, notary.

To be sold at the parochial church door of Saint Désiré of Black Lake, sale authorized by Superior Court, parish not being civilly erected, on the TWENTY FOURTH day of APRIL next, 1915, at NINE o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 17th March, 1915. 1764—12-2
[First published, 20th March, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } **THE QUEBEC BANK**
No. 328. } **Plaintiff; against**
HENRY CLEARIHUE ET AL., Defendants.

Lot number one hundred and eighty three, (183) of the subdivision of cadastral lot number three hundred and twenty two (322) for the township of Ireland, county of Mégantic—with the buildings, thereon erected, circumstances and dependencies. Subject to the ground rent imposed on said piece of land, and reserve of mines; subject also to all the clauses, reserves, obligations restrictions and conditions in favor of whom having a right thereto, mentioned on *bail emphytéotique* of said immoveable granted by American Asbestos Company, Limited, to A. Gagné, on the 3rd February, 1908, by deed before V. J. Morisset, notary.

To be sold by permission of the Superior Court, at the parochial church door of Saint Désiré of Black Lake, though parish not civilly erected, on the TWENTY FOURTH day of APRIL next, 1915, at NINE o'clock in the forenoon.

P. L. TOUSIGNANT,

Sheriff's office, Sheriff.
Arthabaska, 17th March, 1915. 1766—12-2
[First published, 20th March, 1915.]

Sheriff's Sales—Bedford

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Bedford.

Bedford, to wit: } **DAVID A. MANSON,**
No. 7935. } **Plaintiff; against**
MALCOLM H. WHITE, Defendant.

Taken in execution as belonging to the said Defendant:

Ce certain morceau de terre formant partie du lot numéro neuf (9), dans le cinquième rang de l'arpentage primitif du canton Potton, dans le district de Bedford, et maintenant connu aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton Potton, comme étant le lot de cadastre numéro cinq cent vingt-huit (528); borné au sud par un chemin public, contenant cent trente et un millièmes (131-1,000) acre, plus ou moins, avec les améliorations dessus existantes.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Caplan de Potton, Mansonville (ainsi appelée) le VINGT-QUATRIÈME jour d'AVRIL prochain 1915, à DEUX heures de l'après-midi.

CHAS. S. COTTON,

Bureau du shérif, Shérif.
Sweetsbury, 16 mars 1915. 1687—12-2
[Première publication, 20 mars 1915.]

Ventes par le Shérif—Iberville

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas

MANDAT DU MAIRE FIERI FACIAS DE TERRIS.

Canada, Province de Québec, District d'Iberville, No 7. LA VILLE DE SAINT-JEAN, Demandeur, contre les terres et tenements de la succession de feu FRANÇOIS GAMACHE et de feu MALVINA SURPRENANT, son épouse, saisie, savoir:

Un emplacement sis et situé au côté nord de la rue Lemoine, en la ville de Saint-Jean, dans le district d'Iberville, connu et désigné comme étant la juste moitié ouest des lots numéros huit cent quatre-vingt-dix-huit et huit cent quatre-vingt-dix-neuf (P. Nos 898 et 899), des plan et livre de renvoi officiels de la dite ville de Saint-Jean; de la contenance de soixante et douze pieds de largeur sur la dite rue Lemoine, par cent quarante-quatre pieds de profondeur, le tout, mesure française—avec une maison, dépendances et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à mon bureau, dans le palais de justice, en la dite ville de Saint-Jean, le VINGT-UNÈME jour du mois d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LOUIS MAYRAND.

Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Jean, 15 mars 1915. 1683—12-2
[Première publication, 20 mars 1915.]

Ventes par le Shérif—Joliette

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Joliette.
Joliette, à savoir: } JOSEPH GADOURY,
No 6634. } notaire, de la paroisse
de Sainte-Elizabeth, Demandeur; contre: WILFRID ROBILLARD et al., Défendeurs.

That certain piece of land forming part of lot number nine (9), in the fifth range of the primitive survey of the township of Potton, in the district of Bedford, and now known on the official plan and in the book of reference of the said township of Potton, as cadastral lot number five hundred and twenty eight (528); bounded on the south by a public road, containing, one hundred and thirty one thousandths (131-1,000) of an acre, more or less—with all improvements thereon.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Cajetan de Potton, at Mansonville, (so called) on the TWENTY FOURTH day of APRIL next, 1915, at the hour of TWO o'clock in the afternoon.

CHAS. S. COTTON,

Sheriff's office, Sheriff.
Sweetsbury, 16th March, 1915. 1688—12-2
[First published, 20th March, 1915.]

Sheriff's Sales—Iberville

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

MAYOR'S WARRANT FIERI FACIAS DE TERRIS.

Canada, Province of Québec, District of Iberville, No 7. THE TOWN OF SAINT JOHNS, Plaintiff; against the lands and tenements of the late FRANÇOIS GAMACHE and of the late MALVINA SURPRENANT, his wife, seized, to wit:

An emplacement lying and situate on the north side of Lemoine street, in the town of Saint Johns, in the district of Iberville, known and designated as being the exact western half of the lots numbers eight hundred and ninety eight and eight hundred and ninety nine (P. Nos. 898 and 899), of the official plan and book of reference of the said town of Saint Johns; containing seventy two feet in width on said Lemoine street, by one hundred and forty four in depth, the whole, french measure—with a house, dependencies and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the Court House, in the town of Saint Johns aforesaid, on the TWENTIETH day of the month of APRIL next, at ELEVEN of the clock in the forenoon.

LOUIS MAYRAND,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint Johns, 15th March, 1915. 1684—12-2
[First published, 20th March, 1915.]

Sheriff's Sales—Joliette

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Joliette.
Joliette, to wit: } JOSEPH GADOURY,
No. 6634. } notary, of the parish
of Sainte-Elizabeth, Plaintiff; against WILFRID ROBILLARD et al., Defendants.

22 MAR 1915

1. Un lopin de terre situé en la paroisse de Saint-Thomas, dans le district de Joliette, dans la concession sud-ouest de la rivière Lachaloupe, contenant un arpent et quatre perches et un quart de front, sur la profondeur qu'il peut y avoir depuis le terrain de Honoré Beaulieu, où il est borné à un bout, à aller au premier ruisseau où fossé de travers qui s'y trouve, où il est borné à l'autre bout, suivant la sinuosité d'icelui fossé qui sert de borne entre ce terrain et celui de Pierre Lavallée; d'un côté joignant à Joseph Goulet et de l'autre côté à Emmanuel Lavallée, — sans bâtisses étant le dit lopin de terre connu et désigné au cadastre officiel de la dite paroisse de Saint-Thomas, comme étant une partie du lot numéro 590.

2. Un autre terrain connu et désigné sous le No 506 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Thomas, contenant un quart d'arpent en superficie — avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Thomas, le VINGT-NEUVIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

R. TURGEON,

Bureau du shérif, Coroner
Joliette, 22 février 1915. 1239—9-2
[Première publication, 27 février 1915.]

Ventes par le Shérif—Montmagny

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Montmagny.

Montmagny, à savoir: } **A**LEXANDRE
No 87. } **P**ROULX.
de la ville de Montmagny, Demandeur; contre,
GEORGES PARÉ, du même lieu, en sa qualité
d'héritier de Hormisdas Paré, en son vivant,
menuisier, du même lieu, Défendeur.

Un terrain ou emplacement étant le lot numéro soixante (60-1), de la subdivision du lot numéro un, du cadastre officiel de la ville de Montmagny—Avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à mon bureau, en la ville de Montmagny, le VINGTIÈME jour d'AVRIL prochain, 1915, à dix heures du matin.

GEORGES ROY,

Bureau du Shérif. Shérif.
Montmagny, 17 mars 1915. 1737—12-2
[Première publication, 20 mars, 1915].

Vente par le Shérif—Montréal

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **H**YDE & SONS, LI-
No 3793. } **M**ITED, compagnie
incorporée, ayant son principal bureau et place
d'affaires, en la cité et district de Montréal,

1. A parcel of land situate in the parish of Saint Thomas, in the district of Joliette, in the south west concession of river Lachaloupe, containing one arpent and four perches and one quarter in front by whatever depth there may be from the land of Honoré Beaulieu, by which it is bounded at one end, to the first brook or cross ditch situate thereon, the boundary at the other end, following the sinuosities of said ditch which is the boundary between this parcel of land and that of Pierre Lavallée; bounded on one side by Joseph Goulet and on the other side by Emmanuel Lavallée—without buildings, the said parcel of land being known and designated upon the official cadastre of the said parish of Saint Thomas, as being a portion of the lot number 590.

2. Another lot of land known and designated under the No. 506 of the official cadastre of the parish of Saint Thomas, containing one quarter arpent in superficies, — with the buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the parish of Saint Thomas, on the TWENTY NINTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

R. TURGEON,

Sheriff's office, Coroner.
Joliette, 22nd February, 1915. 1240—9-2
[First published, 27th February, 1915.]

Sheriff's Sales—Montmagny

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit: } **A**LEXANDRE
No. 87. } **P**ROULX, of
the town of Montmagny, Plaintiff; against,
GEORGES PARÉ, of the same place, in his
capacity of heir of Hormisdas Paré, in his life-
time, joiner, of the same place, Defendant.

A lot of land or emplacement being the lot number sixty of the subdivision of the lot number one (60-1), of the official cadastre of the town of Montmagny—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at my office, in the town of Montmagny, on the TWENTIETH day of APRIL next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

GEORGES ROY,

Sheriff's Office. Sheriff.
Montmagny, 17th March, 1915. 1738—12-2
[First published, 20 March, 1915].

Sheriff's Sale—Montreal

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **H**YDE & SONS, LI-
No. 3793. } **M**ITED, a body
politic and corporate, having its head office and
principal place of business, in the city and dis-

Demanderesse; contre JOSEPH ARTHUR GODIN, Défendeur.

1. Ce certain emplacement ayant front sur la rue Metcalfe, dans la cité de Montréal, étant la partie nord-ouest du lot de subdivision numéro neuf du lot numéro officiel quatorze cent vingt-trois et du lot de subdivision numéro deux du lot numéro officiel quatorze cent vingt-trois "A" (partie n.-o. de 1423-9) (1423 "A"-2), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, le dit lot contenant vingt-deux pieds de largeur en front et en arrière sur une profondeur de cent cinq pieds, le tout mesure anglaise et plus ou moins; borné en front par la rue Metcalfe, à l'arrière par une ruelle connue comme étant la subdivision onze du dit lot quatorze cent vingt-trois "A" et comme étant la subdivision treize du dit lot officiel quatorze cent vingt-quatre (1423 "A"-11 et 1424-13), sur le côté nord-ouest par la propriété de W. F. Lighthall ou ses représentants, étant la subdivision dix du dit lot quatorze cent vingt-trois et la subdivision un du dit lot quatorze cent vingt-trois "A" (1423-10 et 1423 "A"-1) et sur le côté sud-est par la propriété ci-après décrite.

Avec la maison en pierre de taille portant le numéro civique cent neuf (No 109), rue Metcalfe et dépendances dessus érigées, dont les pignons sont mitoyens de chaque côté et avec l'usage de la dite ruelle en commun avec d'autres personnes y ayant droit, mais n'ayant pas le droit de l'obstruer d'aucune manière quelconque.

2. Ce certain emplacement ayant front sur la rue Metcalfe, dans la dite cité de Montréal, et étant composé partie de ladite subdivision numéro neuf du dit lot officiel numéro quatorze cent vingt-trois, et de la partie sise à l'arrière et attenante à la dite subdivision numéro deux du dit lot numéro quatorze cent vingt-trois "A" (parties de 1423-9 et 1423 "A"-2), des dits plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine, de la cité de Montréal, le dit emplacement mesurant vingt-deux pieds de largeur en front et en arrière sur une profondeur de cent cinq pieds, mesure anglaise et plus ou moins; borné en front par la rue Metcalfe susdite, à l'arrière par la dite ruelle connue comme étant la subdivision onze du dit lot numéro quatorze cent vingt-trois "A" et comme étant la subdivision treize du dit lot numéro quatorze cent vingt-quatre, sur le côté nord-ouest par la propriété en premier lieu ci-dessus décrite et sur le côté sud-est par les résidus des dites subdivisions neuf du dit lot numéro quatorze cent vingt-trois et deux du dit lot numéro quatorze cent vingt-trois "A" (1423-9 et 1423 "A"-2), étant la propriété de Duncan Gordon, laquelle dite propriété de Duncan Gordon mesure vingt-deux pieds de largeur en front et en arrière sur une profondeur de cent cinq pieds, mesure anglaise et plus ou moins — avec la maison dessus érigée, portant le numéro civique cent sept (No 107), de la dite rue Metcalfe, les deux pignons étant mitoyens.

Tel que les dites propriétés ou emplacements se trouvent actuellement—avec tous leurs droits, dépendances et appartenances.

3. Un emplacement et constructions y érigées, situé au coin sud-ouest des rues Sherbrooke et Saint-Laurent, en la dite cité de Montréal, étant la partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro cent dix neuf (partie du lot 119), des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Laurent, en la dite cité de Montréal, mesurant, la

trict of Montreal, Plaintiff; against JOSEPH ARTHUR GODIN, Defendant.

1. That certain emplacement fronting on Metcalfe street, in the city of Montreal, being the north west part and portion of subdivision lot number nine of lot official number fourteen hundred and twenty three and of subdivision lot number two of official lot number fourteen hundred and twenty three "A" (n. w. part of 1423-9) (1423 "A"-2), on the official plan and in the book of reference of the Saint Antoine ward, of the city of Montreal, the said lot containing twenty two feet in width in front and in rear by a depth of one hundred and five feet, all english measure and more or less; bounded in front by Metcalfe street, in rear by a lane known as subdivision eleven of said lot fourteen hundred and twenty three "A" and as subdivision thirteen of official lot fourteen hundred and twenty four (1423 "A"-11 and 1424-13), on the north west side by the property of W. F. Lighthall or his representatives, being subdivision ten of said lot fourteen hundred and twenty three and subdivision one of said lot fourteen hundred and twenty three "A" (1423-10 and 1423 "A"-1) and on the south east side by the property hereinafter described.

With the cut stone dwelling house bearing the civic number one hundred and nine (No. 109), Metcalfe street, and out buildings thereon erected, the gable walls whereof being *mitoyen* on either side and with the use of said lane in common with others having rights therein, but no right to encumber the same in any manner whatsoever.

2. That certain emplacement fronting on Metcalfe street, in the said city of Montreal, and being composed of part of said subdivision number nine of said lot official number fourteen hundred and twenty three, and of part immediately in rear thereof and contiguous thereto of said subdivision number two of said lot number fourteen hundred and twenty three "A" (part of 1423-9 and 1423 "A"-2), on the said official plan and in the book of reference of the Saint Antoine ward, of the city of Montreal, said emplacement measuring twenty two feet in width in front and in rear by a depth of one hundred and five feet, english measure and more or less; bounded in front by Metcalfe street aforesaid, in rear by the said lane being known as subdivision eleven of said lot number fourteen hundred and twenty three "A" and subdivision thirteen of said lot number fourteen hundred and twenty four, on the north west side by the property above firstly described, and on the south east side by the remaining portions of said subdivision nine of said lot number fourteen hundred and twenty three and of said subdivision two of said lot number fourteen hundred and twenty three "A" (1423-9 and 1423 "A"-2), being the property of Duncan Gordon, which said property of Duncan Gordon, measure twenty two feet in width in front and in rear by a depth of one hundred and five feet, english measure and more or less, with the dwelling thereon erected, being civic number one hundred and seven (No. 107) of said Metcalfe street, both gable walls whereof are *mitoyens*.

As the said properties or emplacements now subsist with all their rights, members and appurtenances.

3. That certain emplacement and constructions thereon erected situate at the north west corner of Sherbrooke and Saint Lawrence streets, in the said city of Montreal, being that part of the lot of land known and designated under the number one hundred and nineteen (part of lot 119), of the official plan and book of reference of Saint

dite partie de lot, cent dix-huit pieds et huit pouces dans la ligne nord-est, le long de la dite rue Saint-Laurent, par une égale largeur de vingt-six pieds à partir de la ligne de la dite rue, soit trois mille cinquante pieds en superficie, le tout plus ou moins, mesure anglaise, et bornée la dite partie de lot comme suit, savoir: vers le nord-ouest par la dite rue Sherbrooke, vers le nord-est par la dite rue Saint-Laurent, vers le sud-est, par une partie du dit lot numéro cent dix-neuf, étant la propriété de Andrew W. Hoed ou représentants, et vers le sud-ouest par une ligne parallèle à la dite rue Saint-Laurent, se trouvant à une distance de vingt-six pieds de la ligne de la dite rue Saint-Laurent, savoir: par une autre partie du dit lot numéro cent dix-neuf, située à une distance de vingt-six pieds de la ligne de la dite rue Saint-Laurent, tel que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, affectant le dit immeuble.

4. Un emplacement connu et désigné sous le No 741a, du quartier Saint-Louis, de la cité de Montréal, —avec bâtisses y érigées, le dit emplacement est borné en front par la rue Saint-Denis, mesurant 45 pieds de front et 41 pieds en arrière, par 160 pieds de profondeur, de forme irrégulière.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 17 mars 1915. 1735—12-2
[Première publication, 20 mars 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Bedford.

Montréal, à savoir: } **DANIEL DERBYSHIRE, JOHN AYLWIN DERBYSHIRE ET GEORGE EDWARD SMART**, tous trois de la cité de Brockville, dans la province d'Ontario, et y faisant affaires en société sous les nom et raison sociale de "D. Derbyshire & Company", Demandeurs; contre **ALDERIC LANGEVIN**, Défendeur.

Un lot de terre ayant front sur la rue Brown, dans la cité de Montréal, connu sous le numéro deux de la subdivision officielle du lot numéro mille neuf cent quatre-vingt-huit de la subdivision officielle du lot numéro cent quarante-huit (148-1988-2) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, contenant dix-neuf pieds et neuf pouces de largeur par quatre-vingt-pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins—avec bâtisses dessus construites et aussi droit de passage avec d'autres y ayant droit dans la ruelle sise en arrière du dit lot.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du Shérif, Montréal, 17 mars 1915. 1725—12-2
[Première publication, 20 mars 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **HORMISDAS LAPOINTE, FILS**, Demandeur; contre **J. RAOUL CLAUDE**, Défendeur.

1. Trois lots de terre sis et situés en la cité de Montréal, connus et désignés sous les numéros cent quatre-vingt-un, cent quatre-vingt-deux et

Lawrence ward, in the said city of Montreal, the said part of lot measuring one hundred and eighteen feet and eight inches in the north east line, along the said Saint Lawrence street, by twenty six feet in width, in front and in rear, starting from the line of said street, and containing three thousand and fifty feet in superficies, the whole more or less, english measure, and bounded as follows, to wit: towards the north west by the said Sherbrooke street, towards the north east by the said Saint Lawrence street, towards the south east by a part of said lot number one hundred and nineteen, being the property of Andrew H. Hoed or his representatives, and towards the south west by a line drawn parallel of the said Saint Lawrence street and at a distance of twenty six feet therefrom, viz: by another part of said lot number, situate at a distance of twenty six feet from the line of said Saint Lawrence street, as the whole now subsists with the active and passive servitudes attached to said immoveable.

4. An emplacement known and designated under the No. 741a, of Saint Louis ward, of the city of Montreal, the said emplacement bounded in front by Saint Denis street, measuring 45 feet in front and 41 feet in rear, by 160 feet in depth, of irregular outline.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montréal, 17th March, 1915. 1736—12-2
[First published, 20th March, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Bedford.

Montreal, to wit: } **DANIEL DERBYSHIRE, JOHN AYLWIN DERBYSHIRE AND GEORGE EDWARD SMART**, all three of the town of Brockville, in the province of Ontario, and doing business there together as such in copartnership under the firm name and style of "D. Derbyshire & Company" Plaintiffs; against **ALDERIC LANGEVIN**, Defendant.

A lot of land fronting on Brown street, in the city of Montreal, known under the number two of the official subdivision of the lot number one thousand nine hundred and eighty eight, of the official subdivision of the lot number one hundred and forty eight (148-1988-2) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, containing nineteen feet and nine inches in width by eighty feet in depth, english measure, more or less—with the buildings thereon erected, and also a right of way, with others having right thereto, in the lane lying at the rear of said lot.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montréal, 17th March, 1915. 1726—12-2
[First published, 20th March, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **HORMISDAS LAPOINTE, JR.**, Plaintiff; against **J. RAOUL CLAUDE**, Defendant.

1. Three lots of land lying and situate in the city of Montreal, known and designated under the numbers one hundred and eighty one, one hun-

cent quatre-vingt-trois (Nos 181-182 et 183) de la subdivision officielle du lot numéro quatre-vingt (No 80) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga; bornés en front par la rue Moreau—avec bâtisses dessus construites, et droit de passage en commun, dans la ruelle sise en arrière des dits lots, aux charges ordinaires d'entretien, et avec les servitudes actives s'y rattachant;

2. Le tiers indivis lui appartenant dans les immeubles suivants, savoir:

a. Cinq lots de terre sis et situés dans la ville Notre-Dame des Neiges, maintenant quartier Mont-Royal, de la cité de Montréal, connus et désignés comme étant les subdivisions officielles Nos un, deux, trois, quatre et cinq (Nos 1-2-3-4 et 5), du lot originaire numéro vingt-trois (No 23) des plans et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges; bornés en front par le chemin de la Côte des Neiges—avec les bâtisses dessus y érigées.

b. Un lot de terre sis et situé dans la ville Notre-Dame des Neiges, maintenant quartier Mont-Royal, de la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le numéro officiel un (No 1) de la subdivision officielle du lot originaire numéro vingt quatre (No 24) des plans et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte des Neiges; borné en front par le chemin de la Côte des Neiges—avec bâtisses dessus y érigées.

Pour être vendus à mon bureau en la cité de Montréal, le VINGT-TROISIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 17 mars 1915. 1727—12-2
[Première publication, 20 mars 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } J. C. V. ROY, Deman-
No 23488. } deur; contre AL-
CIDAS CORDEAU, Défendeur.

Le résidu de la subdivision officielle numéro deux mille cent dix du lot originaire numéro dix (10-2110), aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis. Ce résidu mesurant neuf pieds et un dixième de front sur la rue Buller et en arrière par cent deux pieds de profondeur, soit une superficie totale de neuf cent vingt huit pieds carrés, mesure anglaise et plus ou moins. Ce résidu de lots est borné en front par la rue Buller, en arrière par la subdivision numéro (10-2102) d'un côté par la subdivision numéro (10-2111) et de l'autre côté par le résidu de la dite subdivision numéro (10-2110).

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX, Shérif.

Bureau du Shérif. Shérif.
Montréal, 17 mars 1915. 1729—12-2
[Première publication, 20 mars 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } OMER M. PILON,
No 4874. } Demandeur; contre
VICTOR A. PERIARD, Défendeur.

Deux lots de terre situés à Tétraultville, contenant chacun vingt-cinq pieds de front sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur et connus et désignés sous les numéros trois cent soixante et quatorze et trois cent soixante et quinze de la

dred and eighty two and one hundred and eight three (Nos. 181-182 and 183) of the official subdivision of the lot number eighty (No. 80), upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga; bounded in front by Moreau street—with the buildings thereon erected, and a common right of way in the lane lying at the rear of said lots, upon the ordinary charges of maintenance of same, and with the active servitudes attached thereto.

2. The undivided third part belonging to said defendant of the following immoveables, to wit:

a. Five lots of land lying and situate in the town of Notre-Dame des Neiges, now Mont-Royal ward, of the city of Montreal, known and designated as being the official subdivision numbers one, two, three, four and five (Nos. 1, 2, 3, 4 and 5) of the lot original number twenty three (No. 23) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges; bounded in front by the Côte des Neiges road—with the buildings thereon erected.

b. A lot of land lying and situate in the town of Notre Dame des Neiges, now Mont-Royal ward, of the city of Montreal, known and designated as being the lot official number one (No. 1) of the official subdivision of the lot original number twenty four (No. 24) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Côte des Neiges, bounded in front by the Côte des Neiges road—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY THIRD day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 17th March, 1915. 1728—12-2
[First published, 20th March, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } J. C. V. ROY, Plaintiff;
No. 23488. } against ALCIDAS
CORDEAU, Defendant.

The residue of the official subdivision number two thousand one hundred and ten of the lot original number ten (10-2110), upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Cote Saint Louis. The above residue measuring nine feet and one tenth in front on Buller Street and in rear by one hundred and two feet in depth, and containing a total area of nine hundred and twenty eight square feet, english measure and more or less. The above residue being bounded in front by Buller Street, in the rear by the subdivision number (10-2102) on one side by the subdivision number (10-2111) and on the other side by the residue of the said subdivision number (10-2110).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX, Sheriff.

Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, 17th March, 1915. 1730—12-2
[First published, 20th March, 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } OMER M. PILON,
No. 4874. } Plaintiff; against
VICTOR A. PERIARD, Defendant.

Two lots of land situated at Tetraultville, each lot containing twenty five feet in front by ninety feet in depth and known and designated under the numbers three hundred and seventy four and three hundred and seventy five of the

subdivision officielle du lot numéro quatre cent des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, les dits lots ayant front, sur une rue projetée.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 17 mars 1915. 1733—12-2
[Première publication, 20 mars 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **ALFRED LAPIERRE**,
No 4798. } Demandeur; contre
NAPOLEON D. LEGER, Défendeur.

Un emplacement faisant front sur la rue Le Caron, (ci-devant Première avenue), dans le quartier Emard, de la cité de Montréal, connu sous le numéro vingt-six, de la subdivision du lot originaire numéro trois mille neuf cent trente (3930-26) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par quatre vingt cinq pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec droit de passage dans la ruelle située en arrière du dit lot, en commun avec ceux y ayant droit et avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 16 mars 1915. 1731—12-2
[Première publication, 20 mars 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **E CREDIT FON-**
No 1092. } **CIER FRANCO**

CANADIEN, corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, Demandeur; contre les terres et tenements de TERRY M. KING et ALEXANDRE GEORGES CAMERON, tous deux des cité et district de Montréal, Défendeurs.

Saisis comme appartenant aux dits défendeurs, les immeubles suivants, savoir:

1. Un lot de terre connu et désigné sous le numéro cent soixante (160) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie, de la cité de Montréal; borné en front par la rue Craig, portant les numéros civiques 863 et 865 de la rue Craig-Est—avec toutes les bâtisses sus-érigées.

2. Un lot de terre connu et désigné sous le numéro cent cinquante-neuf (159) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie de la cité de Montréal; borné en front par la rue Voltigeurs, portant les numéros civiques 56 et 58 de la rue Voltigeurs—avec toutes les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le PREMIER jour d'AVRIL prochain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Shérif.
Montréal, 22 février 1915. 1233—9-2
[Première publication, 27 février 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **ALBERT HUDON**,
No. 1096. } Demandeur; contre
les terres et tenements de HORMIDAS BENOIT, l'un des défendeurs en cette cause.

official subdivision of the lot number four hundred of the official plan and book of reference of the parish of Longue Pointe, the said lots fronting on projected street.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of APRIL, next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 17th March, 1915. 1734—12-2
[First published, 20th March, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **ALFRED LAPIERRE**,
No. 4798. } Plaintiff; against
NAPOLEON, D. LEGER, Defendant.

An emplacement fronting on LeCaron street (formerly First Avenue), in Emard Ward, of the city of Montreal, known under the number twenty six of the subdivision of the lot original number three thousand nine hundred and thirty (3930-26) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, measuring twenty five feet in width by eighty five feet in depth, english measure and more or less—with the use of the lane situate at the rear of said lot, in common with others having right therein and with all the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY SECOND day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, 16th March, 1915. 1732—12-2
[First published, 20th March, 1915].

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **E CREDIT FON-**
No. 1092. } **CIER FRANCO**

CANADIEN, a body politic and corporate having its chief place of business in the city and district of Montreal, Plaintiff; against the lands and tenements of TERRY M. KING and ALEXANDRE GEORGES CAMERON, both of the city and district of Montreal, Defendant.

Seized as belonging to the said defendants, the following immoveables, to wit:

1. A lot of land known and designated under the number one hundred and sixty (160) upon the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, of the city of Montreal; bounded in front by Craig street, bearing the civic numbers 863 and 865 Craig street East—with all the buildings thereon erected.

2. A lot of land known and designated under the number one hundred and fifty nine (159) upon the official plan and book of reference of Saint Mary's ward, of the city of Montreal; bounded in front by Voltigeurs street, bearing the civic numbers 56 and 58 Voltigeurs street—with all the buildings thereon erected.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the FIRST day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Sheriff.
Montreal, 22nd February, 1915. 1234—9-2
[First published, 27th February, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **ALBERT HUDON**, Plain-
No. 1096. } tiff; against the lands
and tenements of HORMIDAS BENOIT, one of the Defendants in this case.

1. Une terre composée comme suit, savoir:—
1. d'une partie du lot numéro cent-cinquante-cinq (155) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Boucherville; bornée au nord-ouest, par les terres du 3ème rang, au sud-est par celles du 5ème rang, d'un côté du nord au nord-est par la partie du lot sus-décrit, et de l'autre côté par Eucher Chef—avec bâtisses y érigées, la dite partie du lot mesurant environ cent (100) arpents en superficie et sise au quatrième rang de la dite paroisse de Boucherville; 2. D'une autre partie du même lot cent cinquante cinq (155), contenant environ cinquante sept (57) arpents en superficie; tenant au nord-ouest à Napoléon Huette, au sud-est, au chemin de front, d'un côté, au nord-est, au chemin de route et de l'autre côté au reste de la terre présentement décrite—avec maisons et bâtisses y érigées.

2. Une terre connue et désignée sous le numéro cent cinquante trois (153) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Boucherville; bornée en front par le chemin public du quatrième rang de la dite paroisse—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendues à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Boucherville, le PREMIER jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif.
Montréal, 23 février, 1915. 1235—9-2
[Première publication, 27 février 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Circuit.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **L** EON COEMAN, Demandeur; contre les terres et tènements de WILLIAM HENNE, Défendeur.

Un lot de terre sis et situé en la cité de Montréal; borné en front par la rue Brébœuf, connu et désigné sous le numéro seize (16) de la subdivision officielle du lot de terre numéro sept aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste—avec les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances; avec droit de passage dans la ruelle en arrière de ce lot, aux charges ordinaires d'entretien.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le PREMIER jour d'AVRIL prochain à TROIS heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,
Shérif.

Bureau du shérif.
Montréal, 23 février 1915. 1231—9-2
[Première publication, 27 février 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **M** ARIE CHOPIN, No 4635 épouse contractuellement séparée de biens de John J. Moore, gérant d'hôtel, de Montréal, dit district, et ce dernier en autant qu'il est besoin pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, Demanderesse; contre les terres et tènements de LEON RACICOT, et maintenant entre les mains de L. T. A. Trudeau, curateur nommé au délaissement fait en cette cause.

1. Un lot de terre borné en front par la rue Bourbonnière, dans le quartier Hochelaga, de la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro un de la résubdivision du lot numéro quatre cent quatre-vingt-quinze, de la subdivision du lot originaire numéro dix-huit (18-495-1) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé

1. A land composed as follows, to wit: 1. Of a part of the lot number one hundred and fifty-five (155) of the official plan and book of reference of the parish of Boucherville; bounded towards the north west by the lands of the 3rd range, towards the south east by the lands of the 5th range, on one side towards the north and north east by a part of the lot above described, and on the other side by Eucher Chef—with the buildings thereon erected, the said part of lot containing about one hundred (100) arpents in superficies and lying and situate in the fourth range of the said parish of Boucherville; 2. Of another part of the same lot one hundred and fifty five (155), containing about fifty seven (57) arpents in superficies; bounded towards the north west by Napoléon Huette, towards the south east by the front road on one side towards the north east by the by-road and on the other side by the residue of the land herein described,—with the houses and buildings thereon erected.

2. A land known and designated under the number one hundred and fifty three (153) of the official plan and book of reference of the cadastre of the parish of Boucherville; bounded in front by the public highway of the fourth range of the said parish—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Boucherville, on the FIRST day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office,
Montreal, 23rd February, 1915. 1236—9-2
[First published, 27th February, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Circuit Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **L** EON COEMAN, Plaintiff; against the lands and tenements of WILLIAM HENNE, Defendant.

A lot of land lying and situate in the city of Montreal; bounded in front by Brébœuf street, known and designated under the number sixteen (16) of the official subdivision of the lot of land number seven, upon the official plan and book of reference of the incorporated village of Saint Jean Baptiste—with the buildings erected thereon and dependencies; with a right of way in the lane at the rear of said lot, subject to the ordinary charges of maintenance.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIRST day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,
Sheriff.

Sheriff's office.
Montreal, 23rd February, 1915. 1232—9-2
[First published, 27th February, 1915].

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **M** ARIE CHOPIN, No. 4635. } wife contractually separated as to property of John J. Moore, hotel manager, of Montreal, said district, and the latter, in so far as may be needful, to authorize his said wife for the purposes hereof, Plaintiff; against the lands and tenements of LEON RACICOT, and now in the hands of L. T. A. Trudeau, duly appointed curator to the surrender made in this case.

1. A lot of land bounded in front by Bourbonnière street, in Hochelaga ward, of the city of Montreal, known and designated under the number one of the resubdivision of the lot number four hundred and ninety five of the subdivision of the lot original number eighteen (18-495-1) of the official plan and book of refe-

d'Hochelaga, mesurant dix-huit pieds de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur—avec une maison et autres bâtisses et dépendances dessus construites.

2. Un autre emplacement ayant front sur la dite rue Bourbonnière, mesurant dix-huit pieds de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur, et composé:

(a) D'un lot de terre connu et désigné sous le numéro deux de la résubdivision du lot quatre cent quatre-vingt-quinze de la subdivision du lot originaire numéro dix-huit (18-495-2), des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, mesurant quatre pieds et six pouces de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur.

(b) D'un lot de terre connu et désigné sous le numéro un de la résubdivision du lot numéro quatre cent quatre-vingt-seize de la subdivision du lot originaire numéro dix-huit (18-496-1) des plan et livre officiels du village incorporé d'Hochelaga, mesurant treize pieds et six pouces de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur—avec un maison et autres bâtisses.

3. Un autre emplacement mesurant dix-huit pieds de largeur par soixante dix-huit pieds de profondeur, et composé:

(a) D'un lot de terre connu et désigné sous les numéro deux de la résubdivision du lot numéro quatre cent quatre-vingt-seize de la subdivision du lot originaire numéro dix-huit (18-496-2) des dits plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, mesurant neuf pieds de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur.

(b) D'un autre lot de terre connu et désigné sous le numéro un de la résubdivision du lot numéro quatre cent quatre-vingt-dix-sept de la subdivision du lot originaire numéro dix-huit (18-497-1) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, mesurant neuf pieds de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur—avec une maison et autres bâtisses dessus érigées.

4. Un emplacement mesurant dix-huit pieds de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur et composé:

(a) D'un lot de terre connu et désigné sous le numéro deux de la résubdivision du lot numéro quatre cent quatre-vingt-dix-sept de la subdivision du lot originaire dix-huit (18-497-2) des dits plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, mesurant treize pieds et six pouces de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur.

(b) D'un autre lot de terre connu et désigné sous le numéro un de la résubdivision du lot numéro quatre cent quatre-vingt-dix-huit de la subdivision du lot originaire numéro dix-huit (18-498-1) des dits plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, mesurant quatre pieds et six pouces de largeur par soixante-dix-huit pieds de profondeur—avec une maison et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendus en bloc, suivant jugement de l'Hon. juge Guérin, en date du 9^{ième} jour de mars 1915.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le PREMIER jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif, Montréal, 23 février 1915. 1237—9-2
[Première publication, 27 février 1915.]

rence of the incorporated village of Hochelaga, measuring eighteen feet in width by seventy eight feet in depth, — with a house and other buildings and dependencies thereon erected.

2. Another emplacement fronting on the said Bourbonnière street, measuring eighteen feet in width by seventy eight feet in depth and composed of:

(a) A lot of land known and designated under the number two of the resubdivision of the lot four hundred and ninety five of the subdivision of the lot original number eighteen (18-495-2) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, measuring four feet, six inches, in width by seventy eight feet in depth.

(b) A lot of land known and designated under the number one of the resubdivision of the lot number four hundred and ninety six of the subdivision of the lot original number eighteen (18-496-1) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, measuring thirteen feet six inches in width by seventy-eight feet in depth—with a house and other buildings.

3. Another emplacement measuring eighteen feet in width by seventy-eight feet in depth, and composed of:

(a) A lot of land known and designated under the number two of the resubdivision of the lot number four hundred and ninety-six of the subdivision of the lot original number eighteen (18-496-2) of the said official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, measuring nine feet in width by seventy eight feet in depth.

(b) Another lot of land known and designated under the number one of the resubdivision of the lot number four hundred and ninety seven of the subdivision of the lot original number eighteen (18-497-1) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, measuring nine feet in width by seventy eight feet in depth—with a house and other buildings thereon erected.

4. An emplacement measuring eighteen feet in width by seventy eight feet in depth and composed of:

(a) A lot of land known and designated under the number two of the resubdivision of the lot number four hundred and ninety seven of the subdivision of the lot original number eighteen (18-497-2) of the said official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, measuring thirteen feet, six inches, in width by seventy eight feet in depth.

(b) Another lot of land known and designated under the number one of the resubdivision of the lot number four hundred and ninety eight of the subdivision of the lot original number eighteen (18-498-1) of the said official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelaga, measuring four feet, six inches, in width by seventy eight feet in depth—with a house and other buildings thereon erected.

To be sold *en bloc*, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Guérin, dated the 9th day of March, 1915.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIRST day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office, Montréal, 23rd February, 1915. 1238—9-2
[First published, 27th February, 1915.]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **ALBERT GLADU,**
No 4848. } prêtre, curé de Saint-
Pierre les Becquets, district des Trois-Rivières
et al., es-qualité, Demandeur; contre les terres
et tenements de **RODRIGUE LANGLOIS**, et
maintenant entre les mains de **L. T. A. Trudeau**,
curateur au délaissement, savoir:

Un lot de terre connu et désigné sous le nu-
méro neuf cent soixante-deux de la subdivision
officielle du lot connu sous le numéro cent
soixante-douze (172-962) aux plan et livre de
renvoi officiels du village incorporé de la côte
Visitation, dans le comté d'Hochelaga, quartier
Rosemont, cité de Montréal, contenant dix-neuf
cent cinquante pieds en superficie, plus ou
moins, mesure anglaise, ayant front sur la 9ième
avenue—avec une maison à trois étages et autres
constructions dessus érigées, et droit en com-
mun dans la ruelle en arrière.

Pour être vendu en mon bureau en la cité de
Montréal, le TROISIEME jour d'AVRIL pro-
chain, à DIX heures de l'avant-midi.

L. J. LEMIEUX,

Bureau du shérif. Shérif.
Montréal, 24 février 1915. 1261—9-2
[Première publication, 27 février 1915].

Ventes par le Shérif—Québec

AVIS PUBLIC est par le présent donné que
les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés
ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux
respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS

Québec, à savoir: } **JULES ALFRED LANE,**
No 3005. } avocat, de Québec;
contre **FREDERIC VAILLANCOURT**, de la
Rivière Jaune, dans le comté de Québec, à savoir:

Le lot No 447 (quatre cent quarante-sept) du
cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg,
étant une terre situé sur le chemin public, en la
paroisse de Notre-Dame des Laurentides—avec
les bâtisses dessus construites, circonstances et
dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la
paroisse de Notre-Dame des Laurentides, comté
de Québec, le VINGT-TROISIEME jour d'A-
VRIL prochain, à ONZE heures et DEMI du
matin.

CLEOPHAS BLOUIN,

Bureau du shérif, Shérif.
Québec, 18 mars 1915. 1759—12-2
[Première publication, 20 mars 1915.]
[Deuxième publication, 3 avril 1915.]

FIERI FACIAS

Cour du Recorder.

Québec, à savoir: } **LA CITE DE QUEBEC**
No 1000. } contre **COLLIN**
HOLLIDAY, de la ville de Montcalm, et mar-
chand, de la cité de Québec, à savoir:

1. Toute la demie nord-est ou partie du lot No
33 (trente-trois) de la subdivision du lot No 4437
(quatre mille quatre cent trente-sept) du cadas-
tre officiel du quartier Montcalm de la cité de
Québec, la dite partie du dit lot No 33 (trente-
trois) mesurant quinze pieds sur la rue Grande-
Allée, et cent vingt pieds en profondeur; bornée
au nord-ouest par la rue Grande-Allée, au nord-est
par le lot No 32 (trente-deux), au sud-est par une

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **ALBERT GLADU,**
No. 4848. } Priest, cure of
Saint Pierre les Becquets, district of Three Ri-
vers, et al., es-qualité, Plaintiff; against, the lands
and tenements of **RODRIGUE LANGLOIS**,
and now in the hands of **L. T. A. Trudeau**,
curator to the surrender, to wit:

A lot of land known and designated under
the number nine hundred and sixty-two of the
official subdivision of the lot known under the
number one hundred and seventy-two (172-962)
upon the official plan and book of reference
of the incorporated village of Cote Visitation,
in the county of Hochelaga, Rosemont Ward,
city of Montreal, containing nineteen hundred
and fifty square feet in superficie, more or less,
english measurements, fronting on 9th Avenue,
—with a three storey house and other construc-
tions thereon erected and a common right of
way in the lane at the rear.

To be sold at my office, in the city of Mon-
treal, on the THIRD day of APRIL next, at
TEN o'clock in the forenoon.

L. J. LEMIEUX,

Sheriff's office. Sheriff.
Montreal, 24th February, 1915. 1262—9-2
[First published, 27th February, 1915].

Sheriff's Sales—Quebec

PUBLIC NOTICE is hereby given that the
under-mentioned LANDS and TENEMENTS
have been seized, and will be sold at the respec-
tive times and places mentioned below.

FIERI FACIAS

Québec, to wit: } **JULES ALFRED LANE,**
No. 3005. } advocate, of Québec;
against **FREDERIC VAILLANCOURT**, of
Rivière Jaune, in the county of Québec, to wit:

The lot No. 447 (four hundred and forty seven)
of the official cadastre for the parish of Char-
lesbourg, being a farm situate on the public road,
in the parish of Notre Dame des Laurentides,—
with the buildings thereon erected circumstances
and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of
Notre Dame des Laurentides, county of Québec,
on the TWENTY THIRD day of APRIL next,
at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office, Sheriff.
Québec, 18th March, 1915. 1760—12-2
[First published, 20th March, 1915.]
[Second published, 3rd April, 1915.]

FIERI FACIAS.

Recorder's Court.

Québec, to wit: } **THE CITY OF QUE-**
No. 1000. } **BEC**, against **COLLIN**
HOLLIDAY, of ville Montcalm, and merchant,
of the city of Québec, to wit:

1. All every the north east half or portion of
lot No. 33, (thirty three) of the subdivision of lot
No. 4437, (four thousand four hundred and thirty
seven) of the official cadaster of Montcalm ward
of the city of Québec, the said portion of said lot
No. 33, (thirty three), measuring fifteen feet on
Grande Allée, and one hundred and twenty feet in
depth; bounded to the north west by Grande
Allée, to the north east by lot No. 32 (thirty two),

ruelle de quinze pieds et au sud-ouest par le lot No 33-A, contenant 1800 pieds en superficie—avec les bâties dessus érigées, circonstances et dépendances.

2. Toute cette partie du lot No 32 (trente-deux) de la subdivision du lot No 4437 (quatre mille quatre cent trente-sept) du cadastre officiel du quartier Montcalm de la cité de Québec, mesurant vingt-sept pieds sur la rue Grande-Allée, vingt-neuf pieds et deux pouces à l'arrière sur la ruelle No 124, et cent vingt pieds en profondeur, contenant 3370 pieds en superficie et bornée au nord-ouest par la rue Grande-Allée, au nord-est par l'autre partie du dit lot No 32, au sud-est par une ruelle de quinze pieds et au sud-ouest par le lot No 33, étant un emplacement situé sur la rue Grande-Allée—avec les bâties dessus érigées, circonstances et dépendances, pour être vendu en bloc.

Pour être vendu à mon bureau en la cité de Québec, le HUITIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

CLEOPHAS BLOUIN,

Bureau du shérif. Shérif.
Québec, 4 mars 1915. 1425—10-2
[Première publication, 6 mars 1915].
[Deuxième publication, 20 mars 1915].

Ventes par le Shérif—Richelieu

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

MANDAT DE CURATEUR FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Richelieu

Sorel, à savoir: } JOSEPH CARDIN, De-
No 5703. } mandeur; vs LORENZO
PARENTEAU, Défendeur

Une portion de terre située au village de Saint-Michel d'Yamaska, en la paroisse de Saint-Michel d'Yamaska, du côté est de la rivière Yamaska, de la contenance de soixante-cinq pieds de largeur sur quatre-vingt-dix pieds de profondeur, le tout plus ou moins; tenant d'un bout au chemin de front, de l'autre bout au terrain de Moïse Robidoux et Louis Denis, d'un côté à celui dudit Moïse Robidoux, et de l'autre côté à celui d'Edouard Tonnancourt—avec une maison et autres bâties dessus construites, laquelle portion de terre est décrite aux plan et livre de renvoi officiels pour le dit village Saint-Michel d'Yamaska, comme une partie du lot numéro quatre-vingt-deux (82).

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Michel d'Yamaska, le MARDI, VINGTIEME jour du mois d'AVRIL prochain (1915), à ONZE heures de l'avant-midi.

JOS. G. LARIVIERE,

Bureau du shérif, Shérif.
Sorel, 16 mars 1915. 1689—12-2
[Première publication, 20 mars 1915].

Ventes par le Shérif—Rimouski

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

to the south east by a lane of fifteen feet, and to the south west by lot No. 33-A, containing 1800 feet in superficies—with buildings erected thereon circumstances and dependencies.

2. All that part of lot No. 32, (thirty two) of subdivision of the lot No. 4437, (four thousand four hundred and thirty seven) of the official cadaster of Montcalm ward of the city of Quebec, measuring twenty seven feet on the Grande Allée, twenty nine feet two inches in rear on lane No. 124, and hundred and twenty feet in depth, containing 3370 feet in superficies and bounded to the north west by the Grande Allée, to the north east by the other part of said lot No. 32, to the south east by a lane of fifteen feet and to the south west by lot No. 33, being an emplacement situate on Grande Allée street—with the buildings erected thereon, circumstances and dependencies, to be sold *en bloc*.

To be sold at my office in the city of Quebec, on the EIGHT day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

CLEOPHAS BLOUIN,

Sheriff's office. Sheriff.
Quebec, 4th March, 1915. 1326—10-2
[First published, 6th March, 1915].
[Second published, 20th March, 1915].

Sheriff's Sales—Richelieu

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

CURATOR'S WARRANT FIERI FACIAS DE TERRIS

Superior Court.—District of Richelieu.

Sorel, to wit. } JOSEPH CARDIN, Plaintiff;
No. 5703. } vs LORENZO PAREN-
TEAU, Defendant.

A parcel of land situate in the village of Saint Michel d'Yamaska, in the parish of Saint Michel d'Yamaska, on the east side of the river Yamaska, containing sixty five feet in width by ninety feet in depth, the whole more or less; bounded at one end by the front road, at the other end by the land of Moïse Robidoux & Louis Denis, on one side by that of the said Moïse Robidoux and on the other side by that of Edouard Tonnancourt—with a house and other buildings erected thereon, the said parcel of land being described upon the official plan and book of reference for the said village of Saint Michel d'Yamaska, as being a part of the lot number eighty two (82).

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Michel d'Yamaska, on TUESDAY, the TWENTIETH day of the month of APRIL next, (1915), at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JOS.-G. LARIVIERE,

Sheriff's office, Sheriff
Sorel, 16th March, 1915. 1690—12-2
[First published, 20th March, 1915.]

Sheriff's Sales—Rimouski

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour de Circuit.

District de Rimouski. } **L. A. CORPORATION**
No 1846. } **TION DE LA**
PAROISSE DE L'ASSOMPTION DE NOTRE
DAME; vs DAME VIRGINIE RAYMOND, de
Sandy-Bay, épouse séparée de biens d'Eusèbe
Potvin de Saint-Joseph de Lepage, et le dit
Eusèbe Potvin, tant personnellement que pour
assister et autoriser sa dite épouse, savoir:

Un terrain ou emplacement, contenant environ un quart d'arpent en superficie, borné au nord au fleuve Saint-Laurent, au nord-est à Eutrope Brisebois, au sud au chemin de front, au sud-ouest, à Abel Thibault, le dit terrain étant parties des lots numéros soixante et soixante-deux au cadastre officiel de la paroisse de l'Assomption de Notre-Dame, canton McNider—avec les bâtisses sus-construites et les dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de l'Assomption de Notre-Dame, Sandy-Bay, le VINGT-UNIEME jour d'AVRIL prochain, 1915, à DIX heures et DEMI de l'avant-midi.

CHS. D'ANJOU,

Bureau du shérif, Shérif.
Rimouski, 17 Mars 1915. 1721—12-2
[Première publication, 20 mars 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.

District de Rimouski. } **N. ASSELIN ET AL.**
No 5100. } **L. vs ELZEAR**
GAGNE, Rivière Blanche, savoir:

1. Une maison en bois de 26 x 30, située sur la terre d'Alexis Levesque, côté sud du chemin, sur le lot numéro treize M, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ulric de la rivière Blanche.

2. Un emplacement de cent pieds de front sur la profondeur, étant partie du lot numéro treize M, au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Ulric de la rivière Blanche; borné au sud au chemin public, à l'est à Jules Pinel, à l'ouest à l'école, au nord au fleuve—avec bâtisses sus-construites et dépendances.

3. Un lot de terre étant le numéro cinquante-un au cadastre officiel du huitième rang du canton McNider, paroisse de Saint-Damase—avec les bâtisses sus-construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-Ulric de la rivière Blanche, le VINGT-UNIEME jour d'AVRIL prochain, 1915, à DEUX heures de l'après-midi.

CHS. D'ANJOU,

Bureau du shérif, Shérif.
Rimouski, 17 mars 1915. 1723—12-2
[Première publication, 20 mars 1915.]

Ventes par le Shérif—St-François.

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.
Saint-François, à savoir: } **L. A. CORPORATION**
No 150. } **TION DE**
BISHOPS COLLEGE, corps politique et incor-
poré, établi et ayant son bureau chef et sa princi-

FIERI FACIAS DE TERRIS

Circuit Court.

District of Rimouski. } **THE CORPORATION**
No. 1846. } **TION OF THE**
PARISH OF L'ASSOMPTION DE NOTRE-
DAME; vs DAME VIRGINIE RAYMOND, of
Sandy Bay, wife separate as to property of
Eusèbe Potvin, of Saint Joseph de Lepage, and
the said Eusèbe Potvin, both personally and to
assist and authorize his said wife to wit:

A lot of land or emplacement, containing about one quarter arpent in superficies, bounded on the north by the river Saint Lawrence, on the north east by Eutrope Brisebois, on the south by the front road and on the south west by Abel Thibault, the said lot of land being part of the lots numbers sixty and sixty-two of the official cadastre of the parish of L'Assomption de Notre-Dame, township McNider—with the buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of l'Assomption de Notre Dame, Sandy Bay, on the TWENTY FIRST day of APRIL next, 1915, at HALF PAST TEN o'clock in the forenoon.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff's office, Sheriff.
Rimouski, 17th March, 1915. 1722—12-2
[First published, 20th March, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.

District of Rimouski. } **N. ASSELIN ET**
No. 5100. } **L. AL.; vs ELZEAR**
GAGNE, Rivière Blanche, to wit:

1. A wooden house of 26 x 30, situate on the land of Alexis Levesque, south side of the road upon the lot number thirteen M, of the official cadastre of the parish of Saint Ulric de la rivière Blanche.

2. An emplacement of one hundred feet in front by the depth, being part of the lot number thirteen M, of the official cadastre of the parish of Saint Ulric de la Rivière Blanche; bounded on the south by the public road, on the east by Jules Pinel, on the west by the school, on the north by the river Saint Lawrence—with the buildings thereon erected and dependencies.

3. A lot of land being the number fifty one of the official cadastre of the eight range of the township of McNider parish of Saint-Damase—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Ulric de la rivière Blanche, on the TWENTY FIRST day of APRIL next, 1915, at TWO o'clock in the afternoon.

CHS. D'ANJOU,

Sheriff's office, Sheriff.
Rimouski, 17th March, 1915. 1724—12-2
[First published, 20th March, 1915.]

Sheriff's Sales—St. Francis.

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.
Saint Francis, to wit: } **THE CORPORATION**
No. 150. } **TION OF**
BISHOPS COLLEGE, a body politic and cor-
porate, established and having its head office

pale place d'affaires dans le village de Lennoxville, dans le district de Saint-François, Demandeur; contre DAME MARIETTA CARR, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, veuve de feu Hubert C. Cabana, Défenderesse.

Saisie comme appartenant à la dite défenderesse:

Cette certaine propriété dans le quartier nord de la cité de Sherbrooke, décrite dans le procès-verbal de l'arpentage fait par G. K. Addie, arpenteur provincial, les vingtième et vingt-deuxième jour de juin 1891, des parties de lots numéros cinq cent soixante-onze (571) et six cent vingt-neuf (629), des plan et livre de renvoi du cadastre pour le quartier nord de la cité de Sherbrooke, comme suit: commençant à une borne de granite au coin est du lot numéro six cent six (606), de là, courant dans une direction sud magnétique, vingt-et-un degrés et quinze minutes est, quatre pieds et vingt-et-un centièmes de pieds, de là tournant à gauche un angle huit degrés et onze minutes, soixante-deux pieds et quatre-dixièmes de pieds, au point où la ligne sud-est de la rue Bluff intersecte la ligne sud-ouest de la rue Wolfe, où est plantée une borne de fer avec faïence dessous, de là, tournant à droite un angle quatre-vingt-dix-huit degrés et treize minutes suivant la dite ligne sud-est de la rue Bluff, une distance de cent soixante-trois pieds et un dixième de pieds à une borne de granite marquant le point d'intersection de la dite ligne sud-est de la rue Bluff avec la ligne est de la rue Magog, de là, quatre-vingt-dix-huit degrés et treize minutes le long de la dite rue Magog, une distance de cent cinquante pieds (150) à une borne de fer avec faïence dessous, de là, tournant à gauche un angle quatre-vingt-un degrés et quarante-sept minutes une distance de soixante-trois pieds et un dixième de pieds, à une borne de fer, avec faïence dessous, de là, tournant à gauche un angle quatre-vingt-dix-huit degrés et treize minutes une distance de cinquante pieds (50) à une borne de fer, avec faïence dessous, de là, tournant à droite un angle quatre-vingt-dix degrés et treize minutes une distance de cent pieds (100) à la ligne sud-ouest de la dite rue Wolfe à une borne de fer avec faïence dessous, de là, tournant à gauche un angle de quatre-vingt-dix degrés et treize minutes une distance de cent pieds (100) à la borne de fer, en premier lieu mentionnée et contenant dix-neuf mille deux cent soixante-cinq pieds carrés en superficie—avec les bâtisses et améliorations dessus faites et érigées.

Pour être vendue à mon bureau, au palais de justice, dans la cité de Sherbrooke, et district de Saint-François, le VINGT-TROISIEME jour d'AVRIL prochain, 1915, à DIX heures de l'avant midi.

HENRY AYLMEY,

Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 16 mars 1915. 1739—12-2
[Première publication, 20 mars 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

Saint-François, à savoir: } JOSEPH AL-
No 208. } FRED LE-
BLANC, de la cité de Sherbrooke, dans le district de Saint-François, avocat, Demandeur; contre GEDEON BOURQUE, du canton de Weedon, district de Saint-François, Défendeur.

Saisi comme appartenant au dit Défendeur.

Le morceau de terre connu et désigné comme étant le lot numéro vingt-quatre (No 24), sur les plan et dans le livre de renvoi officiels et cadastre pour le village de Weedon Centre,—

and chief place of business in the village of Lennoxville, in the district of Saint Francis, Plaintiff; against DAME MARIETTA CARR, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, widow of the late Hubert C. Cabana, Defendant.

Seized as belonging to the said Defendant:

That certain property in the north ward of the city of Sherbrooke, described in the process verbal of survey thereof made by G. K. Addie, Provincial Land Surveyor on the twentieth and twenty second day of June, 1891, of portion of lots numbers five hundred and seventy one (571) and six hundred and twenty nine (629) on the cadastral plan and book of reference for the north ward of the city of Sherbrooke, as follows: beginning at a granite boundary post, at the easterly corner of lot number six hundred and six (606) thence running in a direction magnetically twenty one degrees and fifteen minutes east of south, four feet and twenty one hundredths of a foot, thence deflecting to the left eight degrees and eleven minutes sixty two feet and four tenths of a foot, to the point where the south easterly line of Bluff street, intersects the south westerly line of Wolfe street, where is planted an iron boundary post with delf thereunder, thence deflecting to the right ninety eight degrees and thirteen minutes following the said south easterly line of Bluff street, a distance of one hundred and sixty three feet and one tenth of a foot to a granite boundary post, marking the intersection of the said south easterly line of Bluff street with the easterly line of Magog street, thence ninety eight degrees and thirteen minutes along said Magog street, a distance of one hundred and fifty feet (150) to an iron boundary post with delf thereunder, thence deflecting to the left, eight one degrees and forty seven minutes a distance of sixty three feet and one tenth of a foot, to an iron boundary post, with delf thereunder, thence deflecting to the left ninety eight degrees and thirteen minutes a distance of fifty feet (50), to an iron boundary post with delf thereunder, thence deflecting to the right, ninety degrees and thirteen minutes a distance of one hundred feet (100) to the south westerly line of said Wolfe street, to an iron boundary post with delf thereunder, thence deflecting to the left, ninety eight degrees and thirteen minutes a distance of one hundred feet (100), to the iron boundary post firstly mentioned, and containing nineteen thousand two hundred and sixty five square feet superficial area—with the buildings and improvements thereon made and erected.

To be sold at my office, at the Court House, in the city of Sherbrooke, and district of Saint Francis, on the TWENTY THIRD day of APRIL next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLMEY,

Sheriff's office, Shérif.
Sherbrooke, 16th March, 1915. 1740—12-2
[First published, 20th March, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

Saint Francis, to wit: } JOSEPH ALFRED
No. 208. } LEBLANC, of the city of Sherbrooke, in the district of Saint Francis, advocate, Plaintiff; against GEDEON BOURQUE, of the township of Weedon, district of Saint Francis, Defendant.

Seized as belonging to the said defendant.

That parcel of land known and designated as being the lot number twenty four (No. 24), upon the official plan and in the book of reference of the cadastre for the village of Weedon Centre,—

ensemble avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Janvier de Weedon, le VINGTIÈME jour d'AVRIL prochain, 1915, à DIX heures de l'avant-midi.

HENRY AYLMEY,
Bureau du shérif, Shérif.
Sherbrooke, 17 mars 1915. 1741—12-2
[Première publication, 20 mars 1915.]

Ventes par le Shérif—St-Hyacinthe

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District de Saint-Hyacinthe
Saint-Hyacinthe, à savoir: } DAME AL-
No 41. } PHONSINE
GIASSON, Demanderesse; contre GILBERT
BRUNETTE, Défendeur.

1. Une beurrerie et fromagerie, avec tous ses agrès, ustensiles et accessoires, une remise, une grange et étable, et toutes les bâtisses se trouvant sur un terrain faisant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Simon, sous le numéro trois cent trente-trois (333), d'un demi arpent par un demi arpent environ; tenant devant au chemin du rang Sainte-Madeleine, d'un côté à une route publique, et de l'autre côté et en profondeur au reste du dit lot No 333, avec en plus l'usage du dit terrain pour en jouir, suivant les termes d'un acte de vente consenti par Joseph Lemonde & Honoré Charland, le 22 août 1895, devant M^{re} F. Dupont, N. P., enregistré au bureau de Bagot, Reg. B; No 27228.

2. Un terrain situé sur le rang Sainte-Madeleine, dans la paroisse de Saint-Simon, d'un demi arpent de largeur par un demi arpent de profondeur, plus ou moins, jusqu'à un fossé existant actuellement, du côté nord-ouest à une route publique, ce terrain faisant partie du lot numéro trois cent trente-trois (P. 333) aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Simon—avec bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Simon, comté de Bagot, le VINGTIÈME jour d'AVRIL prochain, (1915), à UNE heure de l'après-midi.

JOS.-L. CORMIER,
Bureau du shérif, Shérif.
Saint-Hyacinthe, 16 mars 1915. 1707—12-2
[Première publication, 20 mars 1915.]

Ventes par le Shérif—Terrebonne

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE TERRIS
Cour Supérieure.
District de Montréal. } J. WATTERSON &
No 1012. } CO., LTD., De-
mandeurs; vs H. P. RENAUD, Défendeur, savoir:

together with the buildings thereon erected, —circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Janvier de Weedon, on the TWENTIETH day of APRIL next, 1915, at TEN o'clock in the forenoon.

HENRY AYLMEY,
Sheriff's Office. Shérif.
Sherbrooke, 17th March, 1915. 1742—12-2
[First published, 20th March, 1915].

Sheriff's Sales—St. Hyacinth

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.—District of Saint Hyacinth
Saint Hyacinthe, to wit: } DAME ALPHON-
No. 41. } SINE GLAS-
SON, Plaintiff; against GILBERT BRUNETTE,
Defendant:

1. A butter or cheese factory, with all its tools, machinery and accessories, a shed, a barn and stable, and all the buildings erected on a piece of ground being a part of lot known and designated on plan and book of reference of the parish of Saint Simon, under lot number 333, containing about half an arpent by half an arpent; bounded in front by the Sainte Madeleine road, on one side by a public road, and on the other side and depth by the residue of said lot No. 333, with also the right to use said lot of land, under a deed of sale by J. Lemonde & H. Charland, on the 22nd of August, 1895, before M^{re} F. Dupont, N. P., registered at Bagot Reg. B.; No. 27228;

2. A lot of land situate in the Sainte Madeleine range, in the parish of Saint Simon, containing half an arpent in width by half an arpent in depth, more or less, to a dieth now existing, on the north west side by a public road, being a part of lot number three hundred and thirty three (P. 333) on the official plan and book of reference of the parish of Saint Simon—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint Simon, on the TWENTIETH day of APRIL next (1915), at ONE o'clock in the afternoon.

JOS.-L. CORMIER,
Sheriff's office, Shérif.
Saint Hyacinthe, 16th March, 1915.
1708—12-2
[First published, 20th March, 1915.]

Sheriff's Sales—Terrebonne

PUBLIC NOTICE is hereby given that the under-mentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE TERRIS
Superior Court.
District of Montreal. } J. WATTERSON &
No. 1012. } CO., LTD., Plain-
tiffs; vs H. P. RENAUD, Defendant, to wit:

Un emplacement situé en la ville de Saint-Jérôme, comté et district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite ville de Saint-Jérôme, sous le numéro quatre cent soixante-un (No 461)—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la ville de Saint-Jérôme, dit district, le VINGT QUATRIEME jour d'AVRIL prochain, 1915, entre TROIS et QUATRE heures de l'après-midi.

LAPOINTE & PREVOST,
Bureau du shérif, Shérifs.
Sainte Scholastique, 15 mars 1915. 1651—12-2

[Première publication, 20 mars 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.

District de Terrebonne. } JOHN ALEXAN-
Sainte-Scholastique. } DER GAWN
No 217. } CALDER ET AL.,
Demandeurs, ES-QUALITÉ; vs SYDNEY KELLY,
Défendeur, savoir:

Un certain lot de terre situé dans l'augmentation du canton de Grenville, dans le comté d'Argenteuil, district de Terrebonne, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour le dit canton de Grenville, sous les numéros trois A et trois B (3A et 3B) dans le sixième rang du canton de Grenville augmentation, contenant deux cents (200) acres en superficie, plus ou moins—avec maison, granges et autres bâtisses ci-dessus érigées.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, en la ville de Lachute, dit district, le VINGT-DEUXIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures de l'avant-midi.

LAPOINTE & RPEVOST,
Bureau du shérif, Shérifs.
Sainte-Scholastique, 15 mars 1915.
1657—12-2

[Première publication, 20 mars 1915.]

Nominations

Il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR en conseil, de faire les nominations suivantes:

Québec, 27 février 1915.

Thomas J. Parker, gérant de Sherbrooke, Allan MacAuley, cultivateur, de Spring-Hill, comté de Compton, juges de paix pour le district de Saint-François.

William Rorison Church, gérant de banque, Montréal, juge de paix pour le district de Montréal.

Georges Roy, shérif; Emile Doyer, professeur; Césaire Trudeau, comptable et Alfred Doyer, député-régistrateur, tous de Montmagny, juges de paix pour le district de Montmagny.

J. C. Lajeunesse, cultivateur, de Sainte-Marguerite-du-Lac Masson, comté de Terrebonne, juge de paix pour le district de Terrebonne.

Siméon Lavoie, cultivateur, du Lac Long, comté de Témiscouata, juge de paix pour le district de Kamouraska.

Québec, 6 mars 1915.

Alfred J. Brassard, maître de poste, Roberval, comté du Lac Saint-Jean, juge de paix pour le district de Roberval.

Thomas J. Parkes, gérant, et Thomas Squires Somers, agent, tous deux de Sherbrooke, juges de paix pour le district de Saint-François.

An emplacement située en la town of Saint Jérôme, county and district of Terrebonne, known and designated upon the official plan and book of reference for the said town of Saint Jérôme, under the number four hundred and sixty one (No. 461)—with the buildings erected thereon.

To be sold at the parochial church door, in the town of Saint Jérôme, aforesaid district, on the TWENTY FOURTH day of APRIL next, 1915, between THREE and FOUR o'clock in the afternoon.

LAPOINTE & PREVOST,
Sheriff's office, Sheriffs.
Sainte Scholastique, 15th March, 1915.
1652—12-2

[First published, 20th March, 1915.]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Superior Court.

District of Terrebonne. } JOSEPH ALEX-
Sainte Scholastique. } ANDER GOWN
No. 217. } CALDER ET AL.,
Plaintiffs, ES-QUALITE; vs SYDNEY KELLY,
Defendant, to wit:

A certain lot of land situate in the augmentation of the township of Grenville, in the county of Argenteuil, district of Terrebonne, known and designated upon the official plan and book of reference for the said township of Grenville, under the numbers three A and three B (3A and 3B), in the sixth range of the augmentation of the township of Grenville, containing two hundred (200) acres, in superficies, more or less—with a house, barns and other buildings thereon erected.

To be sold at the registry office, in the town of Lachute, said district, on the TWENTY SE-COND day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

LAPOINTE & PREVOST,
Sheriff's office, Sheriffs.
Sainte Scholastique, 15th March, 1915.
1658—12-2

[First published, 20th March, 1915.]

Appointments

His Honor the LIEUTENANT GOVERNOR in Council has been pleased to make the following appointments, to wit:

Quebec, 27th February, 1915.

Thomas J. Parker, manager, of Sherbrooke, Allan MacAuley, farmer, of Spring-Hill, county of Compton, justices of the peace for the district of Saint Francis.

William Rorison Church, bank manager, Montreal, justice of the peace, for the district of Montreal.

Georges Roy, sheriff, Emile Doyer, professor, Césaire Trudeau, accountant and Alfred Doyer, deputy-registrar, all of Montmagny, justices of the peace, for the district of Montmagny.

J. C. Lajeunesse, farmer, of Sainte Marguerite du Lac Masson, county of Terrebonne, justice of peace, for the district of Terrebonne.

Siméon Lavoie, farmer, of Lac Long, county of Témiscouata, justice of the peace for the district of Kamouraska.

Quebec, 6th March, 1915.

Alfred J. Brassard, postmaster, Roberval, county of Lake Saint John, justice of the peace for the district of Roberval.

Thomas J. Parkes, manager and Thomas Squires Somers, agent, both of Sherbrooke, justices of the peace, for the district of Saint Francis.

Lt. Colonel John A. Gunn, de la cité de Montréal; Capitaine Gregor Barclay, du contingent McGill, C. O. T. C., Montréal; Lieutenant Bartlett McLennan, 5th Royal Highlander of Canada, Montréal, juges de paix en vertu des dispositions de l'article 3361, S. R. Q., 1909, pour l'espace de six mois avec juridiction sur toute la province, aux fins d'assermenter les recrues.

1665

C. J. SIMARD.

Avis est par le présent donné que M.M. N. E. Brossoit, soit recorder de la cité de Salaberry de Valleyfield; Solyme A. Brodeur, protonotaire de la Cour supérieure du district de Beauharnois, et J. Alexandre Legault, avocat, de Valleyfield, ont été nommés membres du bureau des réviseurs de la cité de Salaberry de Valleyfield, le premier par résolution du conseil de cette ville, en date du vingt-septième jour de janvier, 1915, les deux derniers par le lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en date du douze mars 1915.

C. J. SIMARD.

1661

Sous-secrétaire de la province.

Avis du Gouvernement

Social Café, Limitée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par l'Administrateur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du sept janvier 1915, constituant en corporation M.M. Oswald Gibeault, hôtelier; Joseph Gibeault, charretier; Aldebert Gibeault, Olympe Choquette, et Israel Lemieux, commis, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares et de cigarettes, tabacs, huîtres, salles à manger, et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la ville de Montréal sous le nom de "Social Café", 1537 Notre Dame Ouest, avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail, ou autrement, et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Lt. Colonel John A. Gunn, of the city of Montreal, Captain Gregor Barclay McGill Contingent, C. O. T. C., Montreal, Lieutenant Bartlett McLennan, 5th Royal Highlander of Canada, Montreal, justices of the peace, in virtue of the provisions of article 3361 R. S. Q., 1909, for a period of six months, for administering the oath to recruits.

1666

C. J. SIMARD.

Notice is hereby given that Messrs. N. E. Brossoit, recorder, of the city of Salaberry de Valleyfield, Solyme A. Brodeur, prothonotary of the Superior Court for the district of Beauharnois, and J. Alexandre Legault, advocate, of Valleyfield, were appointed members of the Board of Revisors of the city of Salaberry de Valleyfield; the first by resolution of the council of the said city bearing date the 27th January, 1915, the two last named by the Lieutenant Governor by Order in Council bearing date the 12th March, 1915.

C. J. SIMARD.

1662

Deputy Provincial Secretary.

Government Notices

Social Café, Limitée.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Administrator of the Province of Quebec, bearing date the seventh of January, 1915, incorporating Messrs. Oswald Gibeault, hotelkeeper, Joseph Gibeault, carter, Aldebert Gibeault, Olympe Choquette and Israel Lemieux, clerks, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec License Act, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigars, cigarettes and tobacco stores, oysters and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel business now being carried on, in the city of Montreal, under the name of "Social Café", 1537 Notre Dame Street West, with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, good will and all its other moveable assets generally and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to their exploitation and their equipment, furnishings and all other assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire by lease or otherwise and to hold any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

Vendre, échanger, louer, toutes ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire et maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions débiteures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraire aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes, sous le nom de "Social Café, Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de janvier, 1915.

C. J. SIMARD,

1675—12-2 Sous-secrétaire de la province.

AVIS

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE.

Avis est donné au public qu'en vertu de la loi concernant les sociétés coopératives agricoles, 1908, M. F. H. Daigneault, médecin, d'Acton-Vale, et autres, ont formé une société coopérative agricole sous le nom de "Société Coopérative Agricole d'Acton-Vale", avec sa principale place d'affaires en la ville d'Acton-Vale, dans le comté de Bagot.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage, ou des deux, l'achat et la vente d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente de produits agricoles.

Le soussigné, ministre de l'agriculture de la province de Québec, autorise la formation de cette société.

JOS. ED. CARON,
Ministre de l'Agriculture.

Québec, 16 mars, 1915.

1769

Avis est par le présent donné que "La Société de Secours Mutuels des employés de la Maison Eugène Julien & Cie, Limitée", de Québec, P. Q., a obtenu un permis et a été enregistrée comme une société de secours mutuels dans le but de secourir ses membres en cas de maladie tel que mentionnée dans la déclaration qu'a précédée l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce seizième jour de mars 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Division des assurances,
Département du Trésor,
Québec.

1719—12-2

To sell, exchange, lease, dispose of or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property, and to borrow money upon the security thereof;

To construct and maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, subjects to the laws and regulations concerning the sale of intoxicating liquors, under the name of "Social Cafe, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this seventh day of January, 1915.

C. J. SIMARD,

1676—12-2 Deputy Provincial Secretary.

NOTICE

COOPERATIVE AGRICULTURAL ASSOCIATION.

Notice is hereby given that in virtue of the Act respecting cooperative agricultural associations 1908, Mr. F. H. Daigneault, physician, of Acton Vale, and others, have constituted a cooperative agricultural association under the name of "Société Cooperative Agricole d'Acton Vale", with its chief place of business in the town of Acton Vale, in the county of Bagot.

The objects for which the association is formed are the improvements and development of agriculture of or one or any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the purchase and sale of cattle, agricultural implements, commercial fertilizers and other things useful to the agricultural class, the purchase, the keeping, transformation and sale of agricultural products.

The undersigned minister of Agriculture of the province of Quebec authorizes the formation of the said association.

JOS. ED. CARON,
Minister of Agriculture.

Québec, 16th March, 1915.

1770

Notice is hereby given that "La Société de Secours Mutuels des employés de la Maison Eugène Julien & Cie, Ltée", of Québec, P. Q., has been licensed and registered as a mutual benefit association for the purpose of providing for its members in case of sickness as mentioned in the declaration which preceded the authorization of the Lieutenant Governor in council.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of the province of Québec, 1909, this sixteenth day of march, 1915.

For the treasurer of the province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec.

1720—12-2

Blondin & Corbeil Limitée.**Blondin & Corbeil, Limitée.**

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du cinq mars 1915, constituant en corporation M. M. Nazaire Gauthier, courtier en immeubles; Louis Labelle, courtier en immeubles; Francis Trudel, voyageur de commerce; Octave Chapleau, voyageur de commerce et J. Arthur Roy, comptable, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce général d'hôteliers, de restaurateurs conformément aux dispositions de la loi des licences, confiseurs, pourvoyeurs; exercer l'industrie de fabricants et marchands, en gros et en détail, de vins, bière, spiritueux et liqueurs de toutes sortes, de marchands de tabac, cigares, cigarettes et toutes autres industries de même nature;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, échanger, aliéner ou en disposer de toutes façon tous les biens et immeubles nécessaires aux fins de la compagnie; hypothéquer, engager de quelque façon que ce soit les biens immeubles de la compagnie;

Souscrire, accepter, endosser, négocier tous lettres de change, billets promissaires, chèques et autres effets négociables;

Acquérir par voie d'achat, échange, louage ou autrement tout hôtel ou restaurant déjà en opération, et spécialement le restaurant actuellement exploité par Messieurs Amedee Blondin & Delphis Corbeil, en la cité de Montréal, ce restaurant comprenant la licence, fonds de commerce, acheminement, ameublement et tous autres accessoires constituant le commerce de restaurateurs en opération exercé par les dits A. Blondin & D. Corbeil, et de les payer en argent ou en parts acquittées de la compagnie à un prix à être déterminé par la compagnie.

Acquérir, posséder, louer, garantir, hypothéquer, vendre ou échanger des actions, stocks ou débetures ou garanties de toutes corporations faisant le même genre d'affaires que la présente compagnie;

Contracter des emprunts, ou en assurer le remboursement en la manière déterminée par les directeurs de la compagnie et en particulier, par l'émission de débetures et d'obligations comportant hypothèque sur tous ou partie des biens immeubles de la compagnie;

Faire toutes choses, exercer tous les pouvoirs, et faire toutes les affaires en rapport avec la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "Blondin & Corbeil, Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cent (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de mars 1915.

C. J. SIMARD,

1613—12—2 Sous-secrétaire de la province.

La Compagnie de Pêcheries de Fraserville Limitée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du cinq mars 1915, constituant en corporation M. M. Albert Lemieux, négociant; Jules Langlais, avocat; Mazenod Pelletier, négociant; Noel Fortin, négociant; Aristide Benoit, comptable; Louis Girard et Napoléon Girard tous deux cordonniers;

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth of March, 1915, incorporating Messrs. Nazaire Gauthier, real estate broker; Louis Labelle, real estate broker; Francis Trudel, commercial traveler; Octave Chapleau, commercial traveler; and J. Arthur Roy, accountant, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally the business of keepers of hotels and restaurants, pursuant to the provisions of the License Act, confectioners and caterers; to carry on the business of manufacturers of and wholesale and retail dealers in wine, beer, spirits and liquors of all kinds, dealers in tobacco, cigars, cigarettes and any other business of a like nature;

To acquire, receive, hold, lease, exchange, alienate and in any way dispose of any moveable and immovable property necessary for the company's purposes; to hypothecate, pledge in any manner whatever the immovable property of the company;

To draw, accept, endorse, negotiate all bills of exchange, promissory notes, cheques and other negotiable instruments;

To acquire, by way of purchase, exchange, lease or otherwise any hotel or restaurant already in operation and especially the business now being carried on by Messrs Amedee Blondin & Delphis Corbeil in the city of Montreal, including therein the license, stock in trade, good-will, furnishings and other accessories, constituting the restaurant business now carried on as a "going concern" by the said A. Blondin & D. Corbeil, and to pay therefor in cash or in paid up shares of the company at a price to be determined by the said company;

To acquire, hold, lease, guarantee, hypothecate, sell or exchange shares, stock or debentures or securities of any corporations carrying on a business similar to that of the present company;

To contract loans and to guarantee the reimbursement of same in the manner which may be determined by the directors of the company and in particular by the issue of debentures and bonds bearing a hypothec upon the whole or part of the immovable property of the company;

To do all things, exercise all the powers and carry on any business incidental to the carrying out of the objects for which the company is incorporated, under the name of "Blondin & Corbeil Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of March, 1915.

C. J. SIMARD,

1614—12—2 Deputy Provincial Secretary.

"La Compagnie de Pêcheries de Fraserville Limitée".

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth of March, 1915, incorporating Messrs. Albert Lemieux, trader; Jules Langlais, advocate; Mazenod Pelletier, trader; Noel Fortin, trader; Aristide Benoit, accountant; Louis Girard and Napoléon Girard, shoemakers; Ovide Dumas, insurance

22 MAR 1915

22 MAR 1915

Ovide Dumas, agent d'assurance et Arthur Bernard, entrepreneur, tous de la cité de Fraserville, dans les buts suivants:

Faire la pêche et la chasse au poisson; manufacturer l'huile, la colle, l'engrais chimique et le savon et faire du tout le commerce général, en gros et en détail, et à cette fin;

Acheter, acquérir, confectionner, louer et posséder, des engrais et engins de pêches, filets, fusils, harpons, canots ou embarcations quelconques, et tous biens meubles et immeubles, magasins entrepôts et bureaux d'affaires nécessaires à la dite exploitation et au dit commerce, avec pouvoir;

De vendre, aliéner, louer, hypothéquer et mettre en gage les dits biens en tout ou en partie;

Acheter, en tout ou en partie, les intérêts de corporations ou personnes ayant le même commerce, se fusionner avec icelles, ou promouvoir d'autres compagnies du même genre; ouvrir et établir des établissements du même genre et autres agences dans différents endroits de la province de Québec.

Racheter ses propres actions;

Tirer, signer, faire, accepter, endosser et autrement émettre et négocier, toutes lettres de change, traites, chèques, billets promissoires et autres effets négociables et transférables, prêter et emprunter, ester en justice, transiger et généralement, avoir tous autres pouvoirs découlant des dits commerce et exploitation, sous le nom de La Compagnie de Pêcheries de Fraserville Limitée, avec un capital social de cinq mille piastres (\$5,000.00) divisé en deux cents (200) actions de vingt-cinq piastres (\$25.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera à Fraserville, district de Kamouraska.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de mars 1915.

C. J. SIMARD,

1623—12-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné que la Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Bruno a été licencié et a le droit de recevoir des applications et d'émettre des polices d'assurance et de transiger les affaires d'assurance contre le feu, sur les bâtisses de ferme et des risques isolés (tels risques étant ni des risques de commerce, ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni extra-hasardés) dans les limites du Comté de Chambly, P. Q.

Donné conformément à l'article 6950, S. R. P. Q., 1909, ce quinzième jour de mars 1915.

Pour le trésorier de la province de Québec.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des Assurances, P. Q.

Branche des Assurances,

Département du Trésor, Québec. 1667—12-2

Avis est par le présent donné que la compagnie d'assurance mutuelle contre le feu de la paroisse de Saint-Louis de Lotbinière, ayant été établie aux termes des articles 6886 et suivants, paragraphe VI, section XXII, chapitre III, titre XI des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, et s'étant conformé aux exigences de la loi, la dite compagnie a obtenu un permis et a le droit de recevoir des applications et d'émettre des polices d'assurance et de transiger toutes les affaires qu'une compagnie d'assurance mutuelle contre le feu formé en vertu des dits articles du dit paragraphe peut légalement transiger relative au genre d'affaires mentionné dans la déclaration faite à l'inspecteur, savoir: assurance mutuelle contre le feu et la foudre des bâtiments de ferme

agent and Arthur Bernard, contractors, all of the city of Fraserville, for the following purposes:

To take and catch fish, manufacture and generally deal wholesale and retail in oil, glue, chemical fertilizers and soap, and for that purpose;

To purchase acquire, make, lease and own fishing gear and traps, nets, guns, harpoons, canoes and boats of every kind, and any moveable and immoveable property, stores, warehouse and offices, necessary for the said operations and business, with power;

To sell, alienate, lease, hypothecate and pledge the whole or any part of the said property;

To purchase, in whole or in part the interests of corporations or persons engaged in the same business, to amalgamate therewith or promote other companies of a like nature; to open and establish similar establishments and other agencies in various places in the Province of Quebec;

To redeem its own shares;

To draw, sign, make, accept, endorse and otherwise issue and negotiate any bills of exchange drafts, cheques, promissory notes, and other negotiable and transferable instruments, to make and contract loans, ester en justice, to transact and generally enjoy all powers resulting from the said businesses and operations, under the name of "La Compagnie de Pêcheries de Fraserville Limitée", with a capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into two hundred (200) shares of twenty five dollars (\$25.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be at Fraserville, district of Kamouraska.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of March, 1915.

C. J. SIMARD,

1624—12-2 Deputy Provincial Secretary.

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la paroisse de Saint-Bruno" has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact the business of fire insurance on farm buildings and isolated risks (such risks being other than commercial, or on buildings used for commercial or manufacturing purposes or extra-hazardous) within the limits of the County of Chambly, P. Q.

Given pursuant to Article 6950, R. S. P. Q., 1909, this fifteenth day of March, 1915.

For the treasurer of the Province of Québec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurance, P. Q.

Insurance Branch,

Treasury Department, Québec. 1668—12-2

Notice is hereby given that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la Paroisse de Saint-Louis de Lotbinière", has been established in conformity with articles 6886 and following, subsection VI, section XXII, chap. III, title XI, of the Revised Statutes of the Province of Québec, 1909, and having complied with the requirements of the law, the said company has been licensed and has the right to receive applications and to issue insurance policies and to transact any business that a mutual fire insurance company formed under the said article of the said subsection may lawfully do in respect of the kind of business mentioned in their declaration to the Inspector, namely: mutual insurance against fire and lightning on farm buildings and

et des risques isolés (tels risques étant ni des risques de commerce, ni sur des bâtiments servant à des fins de commerce ou de manufacture, ni extra-hasardés) dans les limites du comté de Lotbinière, dans la province de Québec.

Donné conformément à l'article 6950 des Statuts refondus de la province de Québec, 1909, ce quinzième jour de mars, 1915.

Pour le trésorier de la province.

WILLIAM CHUBB,

Surintendant des assurances, P. Q.

Division des assurances,
Département du Trésor,
Québec, P. Q.

1669

Savoy, Limited.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du douze mars 1915, constituant en corporation M.M. Michael John Murphy, gérant; Catherine Martin, veuve de feu Michael Murphy; William Murphy, commis; Catherine Ann Murphy, fille majeure et Joseph Gerard Murphy, commis; tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigare et de tabac, et aussi exercer le commerce de marchands de liqueurs en gros et en détail, conformément aux dispositions de la loi des licences de Québec;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail, ou tout autre titre, et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer, toutes ou aucunes de ses propriétés mobilières et immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, entretenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débetures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets sous le nom de "Savoy, Limited", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

isolated risks, (such risks being other than commercial, or on buildings used for commercial or manufacturing purposes, or extra-hazardous), within the limits of the county of Lotbinière in the Province of Quebec.

Given pursuant to article 6950 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1909, this fifteenth day of March, 1915.

For the Treasurer of the Province of Quebec.

WILLIAM CHUBB,

Superintendent of Insurances, P. Q.

Insurance Branch,
Treasury Department,
Québec, P. Q.

1670

Savoy, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March, 1915, incorporating Messrs. Michael John Murphy, manager; Catherine Martin, widow of the late Michael Murphy; William Murphy, clerk; Catherine Ann Murphy, spinster and Joseph Gerard Murphy, clerk; all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, and tobacco stores, as well as the business of wholesale and retail liquor merchants in accordance with the provisions of the Quebec License Act;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise from any individual firm or company as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation and its equipment, furnishings and all other assets generally and to pay for the same in cash, or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or any other title any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal in all or any of its moveable and immoveable property, and to borrow money upon the security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures and other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, under the name of "Savoy, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de mars 1915.

C. J. SIMARD,
1703 Sous-secrétaire de la province.

Café Mousseau, Limitée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du onze mars 1915, constituant en corporation M.M. Alphonse Mousseau, hôtelier; Edmond Brassard, Alfred Forest, et Arthur Lalonde, avocats; Godfroi Coffin, étudiant en droit; tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches, le commerce d'hôteliers, cafetiers et de restaurateurs, conformément aux dispositions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être faites et se rapportant à ce commerce de marchands, négociants de liqueurs en gros et en détail;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société, compagnie comme un commerce en opération ou autrement, tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général, et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et posséder par bail ou autrement, tout hôtel, café ou restaurant, toute propriété immobilière et mobilière qui peuvent être nécessaires aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer toutes ou aucune de ces propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement, et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tout terrain acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, cafés, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en exploitation des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débentures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant des affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie, sous le nom de "Café Mousseau, Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cent (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce onzième jour de mars 1915.

C. J. SIMARD,
1681—12-2 Sous-secrétaire de la province.

Avis est par le présent donné que la compagnie "James Elgar, Incorporated", autorisée à faire des opérations dans cette province, a nommé, par nouvelle procuration, M. Arnold Wainwright, de la cité de Montréal, son agent principal, avec son principal bureau d'affaires à Montréal.

Daté au bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de mars 1915.

C. J. SIMARD,
1659 Sous secrétaire de la province.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of March, 1915.

C. J. SIMARD,
1704 Deputy Provincial Secretary.

Café Mousseau, Limitée.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the province of Quebec, bearing date the eleventh of March, 1915, incorporating Messrs. Alphonse Mousseau, hotelkeeper, Edmond Brassard, Alfred Forest and Arthur Lalonde, advocates, Godfroi Coffin, student-at-law, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels, cafes and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec License Act, and to carry on any other business which may be incidentally carried on in connection with the business of wholesale and retail liquor merchants and dealers;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise from any person, firm or company as a going concern or otherwise, any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation with their equipment, furnishings and other assets generally and to pay for the same in cash, or bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or otherwise, any hotel, cafe or restaurant, and any moveable or immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, lease, dispose of or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property, and to borrow money upon the security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, cafes, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire, hold and sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company, under the name of "Café Mousseau, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of March, 1915.

C. J. SIMARD,
1682—12-2 Deputy Provincial Secretary.

Notice is hereby given that the company "James Elgar, Incorporated", authorized to carry on business in this province, has, by a new power of attorney appointed Mr. Arnold Wainwright, of the city of Montreal, its principal agent with its principal place of business in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of March, 1915.

C. J. SIMARD,
1660 Deputy Provincial Secretary.

1634. 12.

Québec, 15 mars 1915.

Il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil, par arrêté en date du 12 mars courant, 1915, d'annexer à la municipalité scolaire de Normandin, comté du Lac Saint-Jean, les lots Nos 1 à 30 inclusivement des rangs 8, 9, 10, 11, 12 et 13 du canton Girard.

1673

West End House, Limited.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatre décembre 1914, constituant en corporation M.M. Tancrède Gravel, Orphir Séguin, hôteliers; Willie Bray, marchand; Emma Séguin, autorisée de son mari Théophile Séguin; Eugénie Séguin, fille majeure de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares et de cigarettes, tabacs, huîtres, salles à manger, et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la ville de Montréal, sous le nom de "West End Houses, 1001-1003 Saint-Jacques", avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail, ou autrement, et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer, toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions débetures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets

1634. 12

Québec, 15th March, 1915.

His Honor the Lieutenant Governor has been pleased, by order in council bearing date the 12th March instant, 1915, to annex to the school municipality of Normandin, county of Lake Saint John, the lots Nos. 1 to 30 both inclusive of ranges 8, 9, 10, 11, 12 and 13 of townships Girard.

1674

West End House, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth of December, 1914, incorporating Messrs. Tancrède Gravel, Orphir Séguin, hotel-keepers; Willie Bray, merchant; Emma Séguin, authorized by her husband Théophile Séguin; Eugénie Séguin, spinster, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the "Quebec License Act" and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe-shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigars, cigarettes and tobacco stores, oysters and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel business now carried on in the city of Montreal, under the name of "West End House, 1001, 1003, Saint James street", with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, goodwill and all its other moveable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire, by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and its equipment furnishings and all other assets generally and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire by lease or otherwise and to hold any immovable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated and pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, lease, dispose of, or otherwise deal with all or any of its moveable or immovable property, and to borrow money upon the security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above

non contraire aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes, sous le nom de "West End House, Limited", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de décembre 1914.

1677 C. J. SIMARD,
Sous-secrétaire de la province.

Central Limited.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du douze mars 1915, constituant en corporation M.M. Richard John Knox, restaurateur; J. William Knox, poseur d'appareils à vapeur; James Knox, contremaître; Mortimer Hushion, commis-marchand et Andrew Patterson, commis-marchand; tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigare et de tabac, et aussi exercer le commerce de marchands de liqueurs en gros et en détail, conformément aux dispositions de la loi des licences de Québec;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail, ou tout autre titre, et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer, toutes ou aucunes des propriétés mobilières et immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, entretenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débentures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets sous le nom de "Central, Limited", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

objects, not in contravention with the laws and regulations respecting the sale of intoxicating liquors, under the name of "West End House Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourth day of December 1914.

1678 C. J. SIMARD,
Deputy Provincial Secretary

Central Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth of March, 1915, incorporating Messrs. Richard John Knox, restaurant-keeper; J. William Knox, steam fitter; James Knox, foreman; Mortimer Hushion, salesman and Andrew Patterson, salesman; all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, and tobacco stores, as well as the business of wholesale and retail liquor merchants in accordance with the provisions of the Quebec License Act;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise from any individual firm or company as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation and its equipment, furnishings and other assets generally and to pay for the same in cash, or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or any other title any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal in all or any of its moveable and immoveable property, and to borrow money upon the security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures and other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of this company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, under the name of "Central, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce douzième jour de mars 1915.

C. J. SIMARD,
1705 Sous-secrétaire de la province.

La Compagnie Bonin & Frère, Limitée.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du douze mars, 1915, constituant en corporation M.M. Théodore Bonin, marchand de merceries; Oscar Bonin, J. Wilfrid Clermont, Téléphore Michon, N. Hervé Tanguay, commis, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

De faire le commerce en gros et en détail de mercerie pour homme, "haberdasher", de manufacturer, d'importer et d'exporter, d'acheter et vendre toutes marchandises se rapportant à ce commerce ou à tout autre commerce se rattachant à ce genre d'affaires, tel que articles de toilette, chapeaux, habits et chaussures et que la dite compagnie pourra dans la suite estimer avantageux d'exploiter;

D'acheter et d'exploiter sous le nom de "La Cie Bonin & Frère Limitée", les magasins de merceries se trouvant aux Nos 669 & 1819 de la rue Sainte-Catherine Est, à Montréal, actuellement exploité par le dit Théodore Bonin avec tous ses accessoires, fonds de commerce, fixtures, stock, achalandage et généralement toutes ses dettes, créances, droits et prétentions et de payer pour telle acquisition, en argent, en bons ou billets, en débiteures ou parts acquittées de la dite compagnie;

D'acquérir et posséder, par achat, échange, bail ou autrement, de tout individu, raison sociale ou compagnie, tout magasin faisant le même commerce, avec ou sans le terrain et les bâtisses servant à son exploitation et de payer pour telle acquisition, en argent comptant, en bons, billets, débiteures ou parts acquittées de la dite compagnie;

D'acquérir et posséder par achat, échange, bail ou autrement toute propriété immobilière qui serait considérée utile, nécessaire ou avantageuse pour les fins pour lesquelles la dite compagnie est incorporée et de payer pour telle acquisition en argent comptant, bons, billets, débiteures ou parts acquittées de la dite compagnie;

De vendre, échanger, disposer par bail ou autrement de tous ou partie de ses biens tant meubles qu'immeubles;

D'hypothéquer, de donner en gage ses biens meubles et immeubles tant présents que futurs et d'emprunter de l'argent sur telle garantie;

De construire et exploiter sur tout lot de terre possédé par la dite compagnie ou dont elle pourra par la suite devenir propriétaire, toute manufacture, pour y manufacturer des marchandises destinées au commerce de la dite compagnie, et tous magasins devant servir à y faire tel commerce;

De vendre, acquérir, détenir et transporter pour le bénéfice de la dite compagnie, des parts, débiteures ou autre garantie de toute autre compagnie ou corporation, autorisées à faire affaires suivant les lois de cette province;

De faire tous autres actes ou opérations pouvant être considérés avantageux pour les objets ci-dessus mentionnés en conformité avec les lois de cette province;

De tirer, accepter, endosser, consentir et négocier toutes lettres de change et billets promissaires, chèques et traites en rapport avec le commerce que cette compagnie est autorisée à faire sous le nom de "La Cie Bonin & Frère Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of March, 1915.

C. J. SIMARD,
1706 Deputy Provincial Secretary.

La Compagnie Bonin & Frère, Limitée.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twelfth of March, 1915, incorporating Messrs. Théodore Bonin, haberdasher, Oscar Bonin, J. Wilfrid Clermont, Téléphore Michon, N. Herve Tanguay, clerks of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on business, wholesale and retail, as haberdasher, to manufacture, import and export purchase and sell all goods incidental to such business or to any other business connected therewith, such as gents' furnishings, hats, clothings, boots and shoes which the company may in future think advantageous to deal with

To purchase and operate under the name of "La Cie Bonin & Frere Limitee", the haberdasher stores situate at Nos 669 & 1819 Sainte Catherine Street East, at Montreal, now being exploited by the said Theodore Bonin, with all its accessories, stock-in-trade, fixtures, stock, goodwill and generally all its debts, claims, rights and pretensions, and to pay for such acquisition in cash, bonds, or notes, debentures or paid up shares of the company;

To acquire and hold by purchase, exchange, lease or otherwise from any individual firm or company, any store in which the same business is carried on, with or without the land and buildings used in its exploitation and to pay for such acquisition in cash, bonds, notes, debentures or paid up shares of the company;

To acquire and hold by purchase, exchange, lease or otherwise any immovable property which may be deemed suitable, necessary or advantageous for the purposes for which this company is incorporated and to pay for such acquisition in cash, bonds, notes, debentures or paid up shares of the said company;

To sell, exchange, dispose by lease or otherwise of the whole or any part of its moveable and immovable property;

To hypothecate, pledge its moveable and immovable property, both present and future, and to borrow money upon such security;

To construct and exploit upon any lot of land held by the said company or of which it may hereafter become proprietor, any manufactory for the manufacturing of the goods destined to the business of the said company, and any stores to be used for such business;

To sell, acquire, hold and transfer for the benefit of the said company, shares, debentures or other securities of any other company or corporation authorized to do any business subject to the laws of this Province;

To do all such other acts or business as may be deemed advantageous for the above mentioned objects, pursuant to the laws of this Province.

To draw, accept, endorse, subscribe and negotiate any bills of exchange and promissory notes, cheques and drafts in connection with the business which this company is authorized to carry on under the name of "La Cie Bonin & Frere Limitee", with a capital stock of twenty thou-

(\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de mars 1915.

C. J. SIMARD,
1713—12-2 Sous-secrétaire de la province.

Union Mécanique Incorporée

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du douze mars 1915, constituant en corporation M.M. Joseph Poulin, fils Joseph, voiturier; Vénérand Rodrigue, agent à commission; Gédéon Poulin, fils Charles, menuisier; Joseph Horace Poulin, mécanicien et Dame Léonie Bisson, épouse séparée de biens du dit Joseph Horace Poulin et de lui autorisée, tous de la ville de Beauceville, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie générale de commerçants, fournisseurs et fabricants de matériaux, marchandises, outils et articles de toutes sortes en bois, fer et autres matériaux, avec droit de les vendre trafiquer, échanger, troquer, réparer, louer, ou affermer et en faire le commerce;

Faire le commerce dans toutes ses branches comme voituriers, charrons, machinistes, couleurs, fondeurs et travailleurs de métaux, de bois acheter, vendre et trafiquer tous tels articles et effets et tous autres en rapport avec le dit commerce;

Faire toutes réparations de voitures, machines, mécanismes, moteurs, automobiles, camions ou autres articles quelque soit leur pouvoir moteur;

Acquérir, fabriquer, réparer, vendre, trafiquer ou échanger toutes machines agricoles, soit directement, soit indirectement, soit comme agent à commission, soit autrement;

Acquérir la clientèle, droits, propriétés et biens de toutes sortes et les entreprises, la totalité ou une partie, des obligations de toutes personnes société, association ou corporation exerçant aucune industrie que cette compagnie est autorisée à exercer, et les payer en argent, bons, actions ou autres valeurs de cette compagnie ou autrement;

Acquérir la clientèle, le "good will", l'actif et tous les biens quelconques appartenant à la société "L'Union Mécanique Enregistrée", et assumer toutes ses responsabilités;

Acquérir toutes marques de commerce, dessins industriels, patentes, droits de patentes, licences, privilèges ou autorité qui peuvent être nécessaires ou utiles à la compagnie;

Recevoir en échange ou en paiement de tous effets tous articles quelconques, bois, animaux, terrains, bâtisses, les revendre, échanger, louer ou autrement aliéner ou trafiquer;

Rémunérer en parts acquittées de la compagnie, débentures ou autrement, toutes personnes, sociétés ou corporations pour services rendus ou à être rendus relativement à la formation de la compagnie ou à la conduite de ses opérations;

Acquérir toute propriété immobilière nécessaire pour l'exercice des opérations de cette compagnie, revendre ces propriétés, les hypothéquer ou autrement aliéner pour les besoins de son commerce;

Exercer tous autres commerces et faire toutes autres opérations se rattachant aux pouvoirs énumérés plus haut, sous le nom de "L'Union Mécanique Incorporée", avec un capital social de dix neuf mille neuf cents piastres (\$19,900.00),

sand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of March, 1915.

C. J. SIMARD,
1714—12-2 Deputy Provincial Secretary.

Union Mécanique Incorporée

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth of March 1915, incorporating Messrs. Joseph Poulin, son of Joseph, carriage maker; Venerand Rodrigue, commission agent, Gedeon Poulin, son of Charles, joiner, Joseph Horace Poulin, machinist, and Dame Leonie Bisson, wife separate as to property of the said Joseph Horace Poulin and by him duly authorized, all of the town of Beauceville, for the following purposes:

To carry on the general business of traders, suppliers and manufacturers of materials, merchandises, tools and articles of all kinds in wood, iron and other materials, with the right to sell, deal with, exchange, barter, repair, lease, rent and deal in the same;

To carry on, in all its branches, the business of carriage makers, wheelwrights, machinists, casters, moulders and metal and wood workers, to purchase, sell and deal in all such articles and wares and other objects as may be incidental to such business;

To repair carriages, machines, mechanisms, motors, automobiles, trucks or other articles whatever may be their motive power;

To acquire, manufacture, repair, sell, deal, with or exchange any agricultural implements, either directly or indirectly, either as commission agent or otherwise;

To acquire the goodwill, rights, property and assets of every kind, and the undertakings and the whole or any part of the liabilities of any person, firm, association or corporation carrying on any business which this company is authorized to carry on, and to pay for the same in cash, bonds, shares or other securities of this company or otherwise;

To acquire the goodwill, assets and other property whatever belonging to the firm "L'Union Mécanique Enregistrée", and to take over the whole of its liabilities;

To acquire any trade marks, industrial designs, patent, patent rights, licenses, privileges or authorities which may be deemed necessary or suitable for the company;

To receive in exchange or in payment of any goods and articles whatever wood, cattle, lands, buildings, resell, exchange, lease or otherwise alienate or deal with the same;

To remunerate with paid up shares of the company, debentures or otherwise, any persons, firms or corporations for services rendered or to be rendered in or about the formation of the company or the conduct of its business;

To acquire any immoveable property necessary for the carrying on of the operations of this company, resell, hypothecate or otherwise alienate such property for the requirements of its business;

To carry on any other business and any other operations incidental to the above objects under the name of "L'Union Mécanique Incorporée", with a capital stock of nineteen thousand nine hundred dollars (\$19,900.00), divided into one

divisé en cent quatre vingt dix neuf (199) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la ville de Beauceville.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de mars 1915.

C. J. SIMARD,

1715—12-2 Sous-secrétaire de la province.

Alaska House, Limited.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du quatre décembre 1914, constituant en corporation M.M. Orphir Séguin, Tancrède Gravel, hôteliers; Willie Bray, marchand; Emma Séguin, autorisée de son mari; Eugénie Séguin, fille majeure, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux prescriptions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage de chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares et de cigarettes, tabacs, hûtres, salles à manger, et aussi exercer le commerce de marchands, commerçants et importateurs en gros et en détail;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel maintenant exercé dans la ville de Montréal, sous le nom de "Alaska House, 1451-1453, Saint-Jacques", avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations et leurs installations, meubles et autres biens en général et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir par bail, ou autrement, et posséder toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer, toutes ou aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou détenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions débetures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets non contraire aux lois et règlements de la vente des liqueurs enivrantes, sous le nom de "Alaska House, Limited", avec un capital social de vingt

hundred dollars and ninety nine (199) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the town of Beauceville.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of March, 1915.

C. J. SIMARD,

1716—12-2 Deputy Provincial Secretary.

Alaska House, Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth of December, 1914, incorporating Messrs. Orphir Séguin, Tancrède Gravel, hotel-keepers; Willie Bray, merchant; Emma Séguin, authorized by her husband; Eugénie Séguin, spinster, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the "Quebec License Act" and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe-shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigars, cigarettes and tobacco stores, oysters and lunch counters, as well as the business of wholesale and retail merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel business now carried on in the city of Montreal, under the name of "Alaska House, 1451-1453, Saint James street", with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, goodwill and all its other moveable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire, by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation, and its equipment furnishings and all its other assets generally and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire by lease or otherwise and to hold any immoveable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated and pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, lease, dispose of, or otherwise deal with all or any of its moveable or immoveable property, and to borrow money upon the security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands acquired or held by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire and hold, and to sell, assign and transfer shares, debentures and other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on, or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To do and perform all others acts which may be conducive or seem advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, not in contravention with the laws and regulations respecting the sale of intoxicating liquors, under the name of "Alaska House

mille piastres (\$20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de décembre 1914.

C. J. SIMARD,

1679 Sous-secrétaire de la province.

Klondyke Restaurant Limited.

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du cinq mars 1915, constituant en corporation M.M. Alfred Desautels, gérant; Ernest Breault, commis de bar; Eugène Phaneuf, entrepreneur; Pierre Richard, entrepreneur et Etienne Desautels, barbier, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce général d'hôteliers, de restaurateurs, conformément aux dispositions de la loi des licences, confiseurs, pourvoyeurs; exercer l'industrie de fabricants et marchands, en gros et en détail, de vins, bière, spiritueux et liqueurs de toutes sortes, de marchands de labac, cigares, cigarettes et toutes autres industries de même nature;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, échanger, aliéner ou en disposer de toute façon tous les biens et immeubles nécessaires aux fins de la compagnie; hypothéquer, engager de quelque façon que ce soit les biens immeubles de la compagnie;

Souscrire, accepter, endosser, négocier tous lettres de change, billets promissoires, chèques et autres effets négociables;

Acquérir par voie d'achat, échange, louage ou autrement tout hôtel ou restaurant déjà en opération, et spécialement le restaurant actuellement exploité par Monsieur Ludger Bachand, aux numéros 203, 205 et 207 de la rue Saint-Paul, en la cité de Montréal, ce restaurant comprenant la licence, fonds de commerce, achalandage, ameublement et tous autres accessoires constituant le commerce de restaurateur en opération exercé par le dit M. Ludger Bachand, et de les payer en argent ou en parts acquittées de la compagnie à un prix à être déterminé par la compagnie;

Acquérir, posséder, louer, garantir, hypothéquer, vendre ou échanger des actions, stocks ou débetures ou garanties de toutes corporations faisant le même genre d'affaires que la présente compagnie;

Contracter des emprunts, ou en assurer le remboursement en la manière déterminée par les directeurs de la compagnie, et en particulier, par l'émission de débetures et d'obligations comportant hypothèque sur tous ou partie des biens immeubles de la compagnie;

Faire toutes choses, exercer tous les pouvoirs et faire toutes les affaires en rapport avec la mise en opération des objets pour lesquels la compagnie est incorporée, sous le nom de "Klondyke Restaurant, Limited", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00) divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera en la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de mars 1915.

C. J. SIMARD,

1615-12-2 Sous-secrétaire de la province.

Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fourth day of December 1914.

C. J. SIMARD,

1680 Deputy Provincial Secretary

Klondyke Restaurant Limited.

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth of March, 1915, incorporating Messrs. Alfred Desautels, manager; Ernest Breault, bartender; Eugène Phaneuf, contractor; Pierre Richard, contractor and Etienne Desautels, barber, all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the License Act, confectioners, victuallers; to carry on the business of manufacturers of and wholesale and retail dealers in wines, beer, spirits and liquors of all kinds, dealers in tobacco, cigars, cigarettes and any other business of a like nature;

To acquire, receive, hold, lease, exchange, alienate or in any way dispose of all immoveable property necessary for the company's purposes; to hypothecate, pledge in any manner whatever the immoveable property of the company;

To draw, accept, endorse, negotiate bills of exchange, promissory notes, cheques and other negotiable instruments;

To acquire by way of purchase, exchange lease or otherwise any hotel or restaurant already in operation and especially the restaurant business now carried on by Mr. Ludger Bachand, at the numbers 203, 205 and 207, Saint Paul street, in the city of Montreal, including therein the license, stock-in-trade, good-will, furnishings and other accessories, constituting the restaurant business now being carried on as a "going concern" by the said Ludger Bachand, and to pay for the same in cash, or paid up shares of the company, for such price as may be determined by the company;

To acquire, hold, lease, guarantee, hypothecate, sell or exchange shares, stocks or debentures or securities of any corporations carrying on a business similar to that of the present company;

To contract loans and to guarantee the reimbursement of same in the manner which may be determined by the directors of the company, and in particular by the issue of debentures, bonds bearing a hypothec upon the whole or part of the immoveable property of the company;

To do all things, exercise all the powers and carry on any business incidental to the carrying out of the objects for which the company is incorporated under the name of "Klondyke Restaurant, Limited", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this fifth day of March, 1915.

C. J. SIMARD,

1616-12-2 Deputy Provincial Secretary.

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF

Québec, 12 mars 1915.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Il est ordonné que le tarif de péage ci-dessous, que la compagnie "The Coulouge & Crow River Boom Co.", se propose de charger pour l'année 1915, soit approuvé conformément aux dispositions de l'acte 59 Vict., ch. 74; le dit tarif étant conforme aux dispositions établies par la section 11 du dit acte.

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, 12th March, 1915.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

It is ordered that the following tariff of tolls, proposed to be charged during the year 1915, by "The Coulouge and Crow River Co.", be approved pursuant to the provisions of the act 59 Vict., ch. 74; the said tariff being in conformity with the provisions established by section 11, of the said act.

THE COULONGE AND CROWN RIVER BOOM COMPANY.

1915

TARIF DE PEAGE.

Tarif de péage que la compagnie "The Coulouge and Crow River Boom Company Limited", se propose de charger pour la saison 1914.

TARIFF OF TOLLS.

Tariff of Tolls proposed to be charged during season 1915, by the "Coulouge and Crow River Boom Company" (Limited).

	Pour l'usage de l'eau de l'écuse du Lac Bryson. Bryson Lake Dam for use of water.	Lower Crow River.	Passant par les améliorations à la Chute Devil. Passing improvements at Devil Chute.	Passant par les améliorations aux Chutes Ragged et Galarneau. Passing improvements at Ragged and Galarneau Chutes
Pin rouge et pin blanc, épinette rouge et épinette blanche et pruche en pièces équarries ou flacheuses, le 1000 pieds M. P.—Red and white pine, tamarac, spruce and hemlock, square or waney board, per 1000 feet, board measure.	2½	2½	3¾	13¾
Billots à sciage de 17 pieds ou moins de longueur, les 1000 pieds M. P.—Saw logs 17 feet and under in length, per 1000 feet, board measure.	2	2	3	11
Pin rouge et pin blanc, épinette rouge, épinette blanche et pruche, en grumes ou en méplats, de plus de 17 pieds et moins de 23 pieds de longueur, les 1000 M. P.—Red and white pine, tamarac, spruce and hemlock, round or flattened, over 17 feet and under 23 feet long, per 1000 feet, board measure.	2	2	3	11
Pin rouge et pin blanc, épinette rouge, épinette blanche et pruche, en grumes ou en méplats de 23 à 29 pieds de longueur, les 1000 pieds M. P.—Red and white pine, tamarac, spruce and hemlock, round or flattened, 23 feet to 29 feet long, per 1000 feet, board measure.	2½	2½	3½	12½
Pin rouge et pin blanc, épinette rouge et épinette blanche et pruche, en grumes ou en méplats, 30 pieds ou plus de longueur, les 1000 pieds M. P.—Red and white pine, tamarac, spruce and hemlock, round or flattened, 30 feet and upwards in length, per 1000 feet, board measure.	2½	2½	3¾	13¾
Bois à pulpe par corde.—Pulpwood per cord.	2	2	3	11

A. MORISSET.

1645-46—

Greffier du Conseil Exécutif.—Clerk of the Executive Council.

"Velrose Café Limitée"

Avis est donné au public que, en vertu de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du douze mars 1915, constituant en corporation M.M. Henri A. Lacoste, hôtelier; Etienne Lacoste, bourgeois; Louis Georges Lacoste, comptable; Arthur Lacoste, agent et Wilfrid Meloche, comptable; tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Exercer en général et dans toutes ses branches le commerce d'hôteliers et de restaurateurs, conformément aux dispositions de la loi des licences de Québec, et faire toutes autres affaires qui peuvent être conduites en rapport avec tel commerce, tel que les affaires de propriétaires de places pour le cirage des chaussures, salons de barbiers, salles de billard et de pool, dépôts de journaux et de publications périodiques, magasins de cigares,

"Velrose Café Limitée"

Public notice is hereby given that, under the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of March, 1915, incorporating Messrs. Henri A. Lacoste, hotel-keeper; Etienne Lacoste, bourgeois; Louis George Lacoste, accountant; Arthur Lacoste, agent and Wilfrid Meloche, accountant; all of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally and in all its branches, the business of keepers of hotels and restaurants, in accordance with the provisions of the Quebec License Law, and any other business which may be incidentally carried on in connection therewith, such as shoe shining stands, barber shops, billiard and pool rooms, newspaper and magazine depots, cigar, cigarette and tobacco stores, oyster and lunch counters, as well as the

cigarettes et de tabacs, d'huitres et service de lunch, et aussi exercer le commerce de marchands de liqueurs en gros et en détail, négociant et importateurs;

Acquérir par achat comme un commerce en opération et exercer le commerce d'hôtel et de restaurant maintenant exercé dans la cité de Montréal, sous le nom de "Velrose Café", avec son installation, ses meubles, fonds de commerce, licence, clientèle et tous ses autres biens mobiliers en général et les payer en argent ou en obligations, ou en actions acquittées de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement de toute personne, société ou compagnie comme un commerce en opération ou autrement, et exercer tout commerce d'hôtel ou de restaurant avec ou sans les terrains et les bâtisses servant ou destinés à leurs exploitations, et leurs installations, meubles et autres biens en général, et les payer en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Acheter ou autrement acquérir et posséder par bail ou autrement tout autre hôtel, toute propriété immobilière qui peut être nécessaire aux objets pour lesquels cette compagnie est incorporée, et payer telle acquisition ou détention en argent ou en obligations ou en actions acquittées de la compagnie;

Vendre, échanger, louer toute aucune de ses propriétés mobilières ou immobilières, en disposer ou en faire le commerce autrement et emprunter de l'argent sur la garantie d'icelles;

Construire, maintenir et exploiter sur tous terrains acquis ou obtenus par la compagnie, des hôtels, restaurants et toutes autres bâtisses qui peuvent être nécessaires pour la mise en opération des susdites entreprises;

Acheter, acquérir, posséder et vendre, céder et transporter des actions, débetures et autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation engagées dans le commerce que cette compagnie est autorisée à exercer ou faisant toutes affaires pouvant être conduites pour le bénéfice de cette compagnie;

Faire et exécuter tous les autres actes et choses qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonne fin aucun des susdits objets, sous le nom de "Velrose Café, Limitée", avec un capital social de vingt mille piastres (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

La principale place d'affaires de la corporation, sera dans la cité de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de mars 1915.

C. J. SIMARD,
1717—12-2 Sous-secrétaire de la province

business of wholesale and retail liquor merchants, dealers and importers;

To acquire by purchase, as a going concern, and to carry on the hotel and restaurant business now being carried on, in the city of Montreal, under the name of "Velrose Café", with its equipment, furnishings, stock-in-trade, license, goodwill and all its other moveable assets generally, and to pay for the same in cash or in bonds, or in paid up shares of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise from any individual, firm or company as a going concern or otherwise, and to carry on any hotel or restaurant business with or without the lands and buildings used in or destined to its exploitation and its equipment, furnishings and all other assets generally and to pay for the same in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To buy or otherwise acquire and to hold by lease or otherwise, any other hotel and any immovable property which may be deemed necessary for the objects for which the company is incorporated, and to pay for such acquisition or holding in cash or in bonds or paid up shares of the company;

To sell, exchange, dispose of, lease or otherwise deal with all or any of its moveable or immovable property, and to borrow money upon the security thereof;

To construct, maintain and exploit upon any lands obtained or acquired by the company, hotels, restaurants and all other buildings which may be deemed necessary for the carrying on of the above undertakings;

To buy, acquire and hold and to sell, assign and transfer shares, debentures or other securities of any other company or corporation engaged in the business which this company is authorized to carry on or doing any business capable of being conducted for the benefit of the company;

To do and perform all other acts and things which may be conducive or seen advantageous to the carrying into effect of any of the above objects, under the name of "Velrose Café, Limitée", with a capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00) divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The principal place of business of the corporation, will be in the city of Montreal.

Dated from the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of March, 1915.

C. J. SIMARD,
1718 Deputy Provincial Secretary.

Avis de Faillites

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
Re S. Goldstein, Montreal, Insolvable.

Avis est pa. le présent donné qu'un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé dans cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au sixième jour d'avril 1915, après laquelle date les dividendes seront payables au bureau des sous-signés.

ALEXANDER BURNETT,
Curateur.
Montréal, 20 mars 1915. 1751

Bankrupt Notices

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
Re S. Goldstein, Montreal, Insolvent.

Notice is hereby given that a first and final dividend has been prepared in this matter which will be open to objection until, 6th April, 1915, after which date dividends will be payable at the office of the undersigned.

ALEXANDER BURNETT,
Curator.
Montréal, 20th March, 1915. 1752

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 327.

Dans l'affaire de A. Nown *et al.*, "New World Launch Room", Insolubles.
Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire et sera sujet à objection jusqu'au vingtième jour d'avril 1915, après laquelle date les dividendes seront payables à mon bureau.

WM. T. HOOD,
Curateur.

Bureau du curateur,
3, rue Notre-Dame Est.
Montréal, 20 mars 1915. 1745

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
No 139.

Thomas W. Melville "The Melville Office Furniture Company", a, ce jour, fait cession de ses biens, et j'ai été nommé gardien provisoire.

EDWIN G. SCHIERHOLTZ.
Montréal, 9 mars 1915. 1747

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District de Québec.

Louis Jeffrey de la cité de Québec, confiseur, a, le 13 Mars 1915, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, pour le district de Québec, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
Gardien provisoire.

Bureau: 44 et 46, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu,
Québec, 17 mars 1915. 1753

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec,
District des Trois-Rivières.

Ephrem Lesage, Cap de la Madeleine, comté Champlain, marchand, a, le 11 mars 1915, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers au bureau du protonotaire de la Cour supérieure, du district des Trois-Rivières, conformément à la loi.

J. P. E. GAGNON,
Gardien provisoire.

Bureau: 44 et 46, rue Dalhousie,
Bâtisse de la Cie Richelieu.
Québec, le 17 mars 1915. 1755

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal,
No 329.

In re Wall Bros, Montreal, Insolubles.
Un 1er et dernier bordereau de dividende amendé a été préparé et sera payable à notre bureau, le ou après le 5 avril 1915.

Toute contestation de tel dividende doit être déposée entre nos mains avant la date ci-haut mentionnée.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curateurs.

Bâtisse Banque Nationale,
99, rue Saint-Jacques.
Montréal, 20 mars 1915. 1757

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 327.

In the matter of A. Nown *et al.*, "New World Lunch Room", Insolvents.
A first and final dividend sheet has been prepared in this matter which will be open to objection until the 20th day of April, 1915, after which date the dividends will be payable at my office.

WM. T. HOOD,
Curator.

Office of the Curator,
3, Notre Dame east,
Montreal, 20th March, 1915. 1746

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
No. 139.

Thomas W. Melville, "The Melville Office Furniture Company", has, this day, made a judicial abandonment, and I have been appointed provisional guardian.

EDWIN G. SCHIERHOLTZ
Montreal, 9th March, 1915. 1748

Superior Court.

Canada,
Province of Québec,
District of Québec.

Louis Jeffrey of the city of Quebec, confectioner has, on the 13th of March, 1915, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the Superior Court, for the district of Quebec, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Provisional Guardian.

Office: 44 and 46, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co., Building.
Quebec, 17th March, 1915. 1754

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec,
District of Three Rivers.

Ephrem Lesage, Cap de la Madeleine, Champlain county, merchant, has, on the 11th March, 1915, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the prothonotary's office of the Superior Court, for the district of Three Rivers, according to law.

J. P. E. GAGNON,
Provisional Guardian.

Office: 44 and 46, Dalhousie street,
Richelieu & Ont. Nav. Co. Building.
Quebec, 17th March, 1915. 1756

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal,
No. 329.

In re Wall Bros, Montreal, Insolvents.
A 1st and final "amended" dividend has been prepared and will be payable at our office on or after 5th April, 1915.

Any contestation of such dividend must be deposited with us before the date above mentioned.

F. R. VINET,
P. H. DUFRESNE,
Curators.

Banque Nationale Building,
99, Saint James street.
Montreal, 20th March, 1915. 1758

District de Saint-François.

Philéas Goulet, marchand de provisions, de Mégantic, a le 15e jour de mars 1915, fait cession judiciaire de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district de Saint-François, conformément à la loi.

BEDARD & BELANGER,
Gardiens-provisoires.

Bureau: 101 rue Saint-Pierre, Québec.
Québec, 18 mars 1915. 1767

District de Montréal.

Re Joseph Gagnon, épiciier, Montréal, Failli.

Un premier et dernier bordereau de dividende a été préparé en cette affaire, et sera sujet à objection jusqu'au 3 avril 1915, date après laquelle ce dividende sera payable à notre bureau.

PREVOST & BEDARD,
Curateurs conjoints.

Montréal, 17 mars 1915. 1749

Cour Supérieure.

Province de Québec,
District de Montréal.
In re James Morison, Failli,

Alexandre Desmarteau, Curateur.

Avis est par les présentes donné, qu'un premier et dernier bordereau de dividende sera ouvert à contestation, jusqu'au 7ème jour d'avril 1915.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curateur.

No 60 rue Notre-Dame Est, Montréal. 1743
Montréal, 17 mars 1916.

District of Saint Francis.

Philéas Goulet, provision merchant of Mégantic has on the 15th day of March, 1915, made a judicial assignment of his property for the benefit of his creditors, at the protonotary's office of the Superior Court, for the district of Saint François, according to law.

BEDARD & BELANGER,
Provisional Guardians

Office: 101, Saint Peter street, Quebec.
Quebec, 18th March, 1915. 1768

District of Montreal.

Re Joseph Gagnon, grocer, Montreal, Insolvent.

A first and final dividend sheet has been prepared in this matter, and will be open to objection until the 3rd of April, 1915, after which date this dividend will be payable at our office.

PREVOST & BEDARD,
Joint Curators.

Montreal, 17th March, 1915. 1750

Superior Court.

Province of Quebec,
District of Montreal.
In re James Morison, Insolvent.

Alexandre Desmarteau, Curator.

Notice is hereby given that a first and final dividend sheet has been prepared, which will be open to objection until the 7th day of April, 1915.

ALEXANDRE DESMARTEAU,
Curator.

No. 60 Notre Dame Street East, Montreal. 1744
Montreal, 17th March, 1915.

AUX ANNONCEURS DANS LA GAZETTE OFFICIELLE.

CEUX qui envoient des annonces pour être insérées dans la *Gazette Officielle*, voudront bien se conformer aux règles ci-dessous:

1. Adresser "Gazette Officielle", Québec.
2. Indiquer le nombre voulu d'insertions

3. TRANSMETTRE INVARIABLEMENT LE PRIX DE L'ANNONCE AINSI QUE LE PRIX D'UN EXEMPLAIRE DE LA GAZETTE, TELS QUE DONNES PLUS BAS; SANS CELA L'ANNONCE NE SERA PAS PUBLIÉE.

Les prix sont:

Première insertion, 10c par ligne (mesure agate)

Insertions subséquentes, 5c par ligne (mesure agate).

Traduction, 40c par 100 mots.

Gazette Officielle, par exemp., 21c.

Slips ou épreuves, 65c par douzaine.

AUCUNE ANNONCE N'EST INSERÉE POUR MOINS D'UNE PIASTRE.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la *Gazette Officielle* du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$5. par année, est invariablement payable d'avance, et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils devront faire une remise en conséquence.

TO ADVERTISERS IN THE OFFICIAL GAZETTE.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the *Official Gazette*, will please observe the following rules:

1. Address "The Official Gazette", Quebec.
2. Indicate the number of insertions required

3. INVARIABLY REMIT THE FEES FOR SUCH ADVERTISEMENTS, TOGETHER WITH THE PRICE OF THE GAZETTE, AS BELOW, OTHERWISE THEY WILL NOT BE INSERTED.

The rates are:

First insertion, 10 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions, 5 cents per line (agate measure).

Translation, 40 cents per 100 words.

Official Gazette, 21 cents per single number.

Slips, 65 cents per dozen.

NO ADVERTISEMENT IS INSERTED FOR A LESS CHARGE THAN ONE DOLLAR.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock, noon, on Thursdays, will not be published in the *Official Gazette* of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$5 per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N.-B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion; et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

E. E. CINQ-MARS,
Imprimeur du Roi.

Hôtel du gouvernement.
Québec, 4 avril 1914.

31

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 12.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dme Arseneault vs Nicol.....	826
" Aiken vs Crowell.....	823
" Babik vs Habib.....	823
" Cohen vs Gould.....	822
" Desrosiers vs Auger.....	825
" Dupras vs Martel.....	822
" Gaudry vs Chartrand.....	823
" Gibault vs Malo.....	825
" Langlois vs Gosselin.....	826
" Laurin vs Desormeaux.....	822
" Lauzon vs Paquette.....	825

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS: —ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD:—

Dme Hill vs Black.....	824
------------------------	-----

AGRICULTURE:— Société Coopérative Agricole
d'Acton Vale, 849.

ANNONCEURS, avis aux:—863.

ARRÊTÉ EN CONSEIL:—Tarif de péage:—The
Coulange & Crow River Boom, 860.

ASSOCIATION, ASSURANCE OU SOCIÉTÉ:—La Cie
d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la pa-
roisse de Saint-Louis de Lotbinière, 851; La
Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la
paroisse de Saint-Bruno, 851; La Société
de Secours Mutuels des Employés de la
Maison Eug. Julien & Cie, Ltée, 849;
The Knights of the Macabees of the World,
819; The Legal Aid Society of Greater
Montreal, 817.

AVIS:—Fleury Furniture Co., 830; Municipa-
lité de Saint-François-Xavier, 821; Société
des patrons de la Beurrerie de la paroisse de
Carleton, 805; Syndicat National des Ca-
pitaines de Bateaux à Vapeur, 831.

CERCLE AGRICOLE, FORMATION DE:—Paroisse du
Sacré-Cœur-de-Marie, 809.

FAILLIS:—INSOLVENTS:—

Belanger.....	828
Daoust.....	829
Darche.....	829
Dion.....	828
Frohlich.....	827
Gagnon.....	863

N.-B.—The figures at the bottom of notices
have the following meaning:

The first number is our document number;
The second number the *Gazette* number; and the
last number, the number of insertions of the
notice.

Notices published only once are only followed
by our document number.

E. E. CINQ-MARS,
King's Printer.

Government House.
Quebec, 4th April, 1914

32

Index of the Quebec Official Gazette. No. 12.

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dme Lemire vs Labrie.....	825
" Magid vs Naitanson.....	823
" Massicotte vs Baribeau.....	823
" Messier vs Morissette.....	821
" Palfrey vs Hooper.....	824
" Palker vs Wahl.....	823
" Papin vs Papin.....	822
" Potvin vs Lapiere.....	824
" Riel vs Beaudin.....	826
" Schnieder vs Martin.....	822
" Tresser vs Wagner.....	825

ACTIONS EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS: —ACTIONS FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD:—

Dme Valois vs Léveillé.....	824
-----------------------------	-----

AGRICULTURE:— Société Coopérative Agricole
d'Acton Vale, 849.

ADVERTISING, notice to:—863.

ORDER IN COUNCIL:—Tariff of Tolls:—The
Coulange & Crow River Boom, 860.

ASSOCIATION, INSURANCE OR SOCIETY:—La Cie
d'Assurance Mutuelle contre le Feu de la pa-
roisse de Saint-Louis de Lotbinière, 851; La
Cie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la
paroisse de Saint-Bruno, 851; La Société
de Secours Mutuels des Employés de la
Maison Eug. Julien & Cie, Ltée, 849;
The Knights of the Macabees of the World,
819; The Legal Aid Society of Greater
Montreal, 817.

NOTICE:—Fleury Furniture Co., 830; Municipa-
lity of Saint-François-Xavier, 821; Société
des patrons de la Beurrerie de la paroisse
de Carleton, 805; Syndicat National des
Capitaines de Bateaux à Vapeur, 831.

FARMERS' CLUB, FORMATION OF:—Parish of
Sacré-Cœur-de-Marie, 809.

FAILS:—INSOLVENTS:—

Marchand.....	827
Masson.....	827
Morin.....	828
Morison.....	863
Nowell et al.....	862

Goldstein.....	861	Melville.....	862
Goulet.....	862	Rambert (Dme) dit Saint Martin	827
Jeffrey.....	862	Unity Building Ltd.....	828
Labbé (Dme).....	829	Wall Bros	862
Lesage.....	862	Zudick <i>et al.</i>	826

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

Alaska House, Ltd.....	858
Blondin & Corbeil.....	850
Café de l'Union, Ltée.....	809
Café Mousseau, Ltée.....	853
Café Valiquette, Ltée.....	804
Central, Ltd.....	855
Club Athlétique de Maisonneuve, Incorp..	812
Frisco Soda Water Coy.....	803
Hayes House, Ltd.....	819
Hotel Union, Ltée.....	820
Klondyke Restaurant Ltd.....	859
La Cie Bonin & Frère, Ltée.....	856
La Cie de Pêcheries de Fraserville, Ltée...	850
Le Progrès Ouvrier, Ltée.....	818
L'Union Mécanique, Incorp.....	857
Montreal House, Incorp.....	816

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES.—SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

The Boud Cafe, Ltd.....	805
-------------------------	-----

LIQUIDATION:—Cambridge Corporation, Ltd., 830; Columbia Creamery Co., Ltd, 830; Parkers, Ltd, 829; The Victoriaville Bedding Company, Ltd, 829.

MUNICIPALITÉS SCOLAIRES:—Chandler, 810; Divers lots du canton Girard à municipalité scolaire Normandin, 854.

NOMINATIONS:—

Juges de Paix:—Saint-François, 847; Montréal, 847; Montmagny, 847; Terrebonne, 847; Kamouraska, 847; Roberval, 847.

Membres du Bureau des Reviseurs, 848.

Par procuration: James Edgar, Incorp., 853.

Président des Commissaires d'Ecoles:—Argyle Garnier, Munic. Lac Windigo, 803.

ORDRE DE COUR:—Milette vs Maheux, 831.

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS:—Canadian Express Company, 705.

VENTE POUR TAXES MUNICIPALES:—Conseil Municipal de Coaticook, 830.

VENTES PAR LES SHERIFFS:—

ARTHABASKA:—Lupien (Dme) vs Paradis, 833; The Quebec Bank vs Chainé *et al.*, 832; The Quebec Bank vs Imbeault *et al.*, 833; The Quebec Bank vs Clearihue *et al.*, 833; The Warwick Clothing Co. vs Cantin, 831.

BEDFORD:—Manson vs White, 833.

IBERVILLE:—Ville de Saint-Jean vs Gamache, 834.

JOLIETTE:—Gadoury vs Robillard *et al.*, 834.

MONTMAGNY:—Proulx vs Paré, *èsq.*, 835.

LETTRES PATENTES:—LETTERS PATENT:—

Power's Ltd.....	810
Savoy, Ltd.....	852
Sheridan House, Ltd.....	806
Social Café, Ltée.....	848
Subway Ltd.....	812
The Bleury Cafe, Ltd.....	814
The Candian Oriental Chinese Club Incorp,	811
The Northern Fur Manufacturing Company Ltd.....	813
The Arrow Restaurant Coy, Ltd.,.....	806
The Liberal and Conservative Association of Greenfield Park, Incorp.....	808
Velrose Café, Ltée.....	860
West End House, Ltd.....	854
Woodbine Cafe, Ltd.....	816

LETTRES PATENTES SUPPLEMENTAIRES.—SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

The Boud Cafe, Ltd.....	805
-------------------------	-----

LIQUIDATION:—Cambridge Corporation, Ltd., 830; Columbia Creamery Co., Ltd, 830; Parkers, Ltd, 829; The Victoriaville Bedding Company, Ltd, 829.

SCHOOLS MUNICIPALITIES:—Chandler, 810; Several lots of the township Girard to school municipality Normandin, 854.

APPOINTMENTS:—

Justices of the Peace:—Saint-François, 847; Montreal, 847; Montmagny, 847; Terrebonne, 847; Kamouraska, 847; Roberval, 847.

Members of the board of Revisers, 848.

A new power of attorney:—James Edgar, Incorp., 853.

President of School Commissioners:—Argyle Garnier, Munic. Lake Windigo, 803.

ORDER OF COURT:—Milette vs Maheux, 831.

SALE OF UNCLAIMED SHIPMENTS:—Canadian Express Company, 705.

SALES FOR MUNICIPAL TAXES:—Municipal Council of Coaticook, 830.

SHERIFFS' SALES:

ARTHABASKA:—Lupien (Dme) vs Paradis, 832; The Quebec Bank vs Chainé *et al.*, 832; The Quebec Bank vs Imbeault *et al.*, 833; The Quebec Bank vs Clearihue *et al.*, 833; The Warwick Clothing Co. vs Cantin, 831.

BEDFORD:—Manson vs White, 833.

IBERVILLE:—Town of Saint John vs Gamache, 834.

JOLIETTE:—Gadoury vs Robillard *et al.*, 834.

MONTMAGNY:—Proulx vs Paré, *èsq.*, 835.

MONTREAL:—Coeman vs Henne, 840; Chopin vs Racicot, 840; Derbyshire & Coy vs Langevin, 837; Gladu *et al* *èsq.* vs Langlois, 841; Hudon vs Benoit, 839; Hyde & Sons, Ltd vs Godin, 835; Lapierre vs Léger, 839; Lapointe vs Claude, 837; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs King *et al*, 839; Pilon vs Périard, 838; Roy vs Cordeau, 838.

QUÉBEC:—La Cité de Québec vs Holliday, 842; Lane vs Vaillancourt, 842.

RICHELIEU:—Cardin vs Parenteau, 843.

RIMOUSKI:—Asselin *et al* vs Gagné, 844; La Corporation de la paroisse de l'Assomption de Notre-Dame vs Dme Raymond, 844.

SAINT-FRANÇOIS:—Leblanc vs Bourque, 845; La Corporation de Bishops College vs Dme Carr, 844.

SAINT-HYACINTHE:—Giasson (Dme) vs Brunette, 846.

TERREBONNE:—Calder *et al* *èsq.*, vs Kelly, 847; Watterson & Co Ltd vs Renaud, 846.

MONTREAL:—Coeman vs Henne, 840; Chopin vs Racicot, 840; Derbyshire & Coy vs Langevin, 837; Gladu *et al* *èsq.* vs Langlois, 841; Hudon vs Benoit, 839; Hyde & Sons, Ltd vs Godin, 835; Lapierre vs Léger, 839; Lapointe vs Claude, 837; Le Crédit Foncier Franco Canadien vs King *et al*, 839; Pilon vs Périard, 838; Roy vs Cordeau, 838.

QUÉBEC:—The City of Quebec vs Holliday, 842; Lane vs Vaillancourt, 842.

RICHELIEU:—Cardin vs Parenteau, 843.

RIMOUSKI:—Asselin *et al* vs Gagné, 844; The Corporation of the parish of l'Assomption, de Notre Dame vs Dme Raymond, 844.

SAINT FRANCIS:—Leblanc vs Bourque, 845; The Corporation of Bishops College vs Dme Carr, 844.

SAINT HYACINTH:—Giasson (Dme) vs Brunette, 846.

TERREBONNE:—Calder *et al* *èsq.*, vs Kelly, 847; Watterson & Co Ltd vs Renaud, 846.